

CONSEIL COMMUNAL DU 14 MARS 2016
GEMEENTERAAD VAN 14 MAART 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Laurent Vleminckx, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Viviane Scholliers, Farida Tatou, Françoise de Halleux, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Rachid Madrane,
Verontschuldigd	Sandra Jen, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:13
Opening van de zitting om 20:13

Madame Christina Karkan vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.
Mevrouw Christina Karkan wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

14.03.2016/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 15.02.2016 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 15.02.2016 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Le conseil communal,

Vu sa délibération du 14 janvier 2013 portant élection des membres du Conseil de l'Action sociale;

Attendu que cette élection a été validée par le Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 18 février 2013 ;

Attendu que la séance d'installation du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek a eu lieu le 1er mars 2013;

Attendu que Monsieur Quentin PEIGNEUR nous a fait part de sa démission de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek à dater du 18 février 2016;

Attendu que Monsieur Gauthier COCLE, suppléant en ordre utile, a accepté d'exercer ce mandat devenu vacant;

Attendu que l'intéressé a été installé lors de la séance du Conseil de l'Action sociale du 29 février 2016;

PREND ACTE

- de la démission de Monsieur Quentin PEIGNEUR de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek;
- de l'installation de Monsieur Gauthier COCLE en tant que membre du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek.

Le Conseil prend acte.

Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek – Ontslag van een lid (dhr. Quentin PEIGNEUR) – Installatie van de opvolgster (dhr. Gauthier COCLE) – Akteneming

De gemeenteraad,

gelet op zijn beraadslaging van 14 januari 2013 houdende de verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

overwegende dat deze verkiezing door het rechtscollege van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geldig werd verklaard op 18 februari 2013;

overwegende dat de installatievergadering van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek plaatsgevonden heeft op 1 maart 2013;

overwegende dat de heer Quentin PEIGNEUR ons te kennen heeft gegeven ontslag te nemen uit zijn mandaat van vast raadslid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek op 18 februari 2016;

overwegende dat de heer Gauthier COCLE, opvolger in goede rangorde, aanvaard heeft het vrijgekomen mandaat uit te oefenen;

overwegende dat de betrokkene gedurende de zitting van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 29 februari 2016 geïnstalleerd werd;

NEEMT AKTE

- van het ontslag ingediend door de heer Quentin PEIGNEUR van zijn mandaat van vast raadslid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek;
- van de installatie van de heer Gauthier COCLE als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek.

De raad neemt akte.

3 annexes / 3 bijlagen

COCLE-Acceptation de mandat + déclaration sur l'honneur.pdf, COCLE - PV de prestation de serment.pdf, PEIGNEUR - Lettre de démission.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

14.03.2016/A/0003 **Convention d'occupation précaire – Orangerie parc Hap – Le Senghor – Approbation – Du 1er mars au 31 mai 2016**

Le conseil communal,

Considérant la volonté du Senghor de créer un atelier pour la fabrication du char qui participe à la Zinneke Parade ;

Considérant que l'Orangerie du parc Hap est libre ;

Considérant les liens étroits entre l'administration communale et son centre culturel ;

DECIDE

de marquer son accord quant aux termes de la convention précaire d'occupation de l'Orangerie du parc Hap tels que ci-dessous :

Convention d'occupation précaire :

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek, propriétaire, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal,
115 avenue d'Auderghem, 1040 Bruxelles,
ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le centre culturel communal Le Senghor, représenté par Monsieur Martin Smets, Directeur, et par Madame Njomgang-Fonkeu, Présidente, ci-après dénommé le « Senghor »,

Article 1 : objet

La Commune consent au Senghor un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable portant sur l'espace au rez-de-chaussée : la grande pièce avec les poutres au milieu de l'Orangerie située dans le parc Jean Félix Hap.

Article 2 : durée

La mise à disposition prend cours dès le lendemain de la signature par toutes les parties, et sous réserve de son approbation par le conseil communal, pour se terminer de plein droit le 31 mai 2016, sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée.

La Commune se réserve toutefois le droit de mettre un terme à la convention à tout moment, avant cette date, par lettre recommandée au Senghor stipulant un préavis de quinze jours, laissant ainsi suffisamment de temps pour libérer les lieux et ce sans indemnité pour quelque raison que ce soit.

Le Senghor pourra mettre fin à la convention à tout moment, par lettre recommandée à la poste moyennant un préavis d'un mois.

Le preneur doit accepter, aux conditions fixées par la commune, de partager les lieux avec d'autres occupants ou visiteurs autorisés par cette dernière. Il pourrait s'agir notamment d'autres initiatives citoyennes ponctuelles ou encore de visites d'architectes, experts ou autres prestataires dans le cadre de la future restauration de l'Orangerie et de ses annexes. Les parties concernées mettront tout en œuvre pour que ce type de cohabitation se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Pendant l'occupation précaire et sans préavis, la commune se réserve en outre le droit de réaliser ou de faire réaliser dans l'immeuble et ses alentours des interventions matérielles et immatérielles liées à la restauration des lieux, pour autant que ces interventions ne compromettent pas significativement cette occupation précaire. La sécurité des occupants sera bien entendu garantie.

Article 3 : destination du lieu loué

L'occupation gratuite des locaux est consentie au Senghor exclusivement dans le but de créer un atelier temporaire pour la création d'un char destiné à la Zinneke Parade.

Le Senghor s'engage à jouir des locaux mis à disposition en bon père de famille.

Article 4 : horaire

Les locaux mis à disposition au Senghor ne sont disponibles que pendant les heures d'ouverture du parc Hap (de 09h à 18h30 de janvier à mai).

Article 5 : dégâts

Le Senghor signalera immédiatement à la Commune tout incident dont ce dernier pourrait être tenu responsable.

Il en fera autant des dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à

la commune ; à défaut de le faire le Senghor engagera sa responsabilité.

Le Senghor devra préserver les installations des effets du gel et veiller à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants. Il n'utilisera pas les conduites comme prise de terre.

Article 6 : restitution

A la fin de la convention, le Senghor doit rendre les lieux libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit, de plus, présenter les lieux dans un bon état de propreté à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge.

Article 7 : Charges

La participation du Senghor aux charges d'entretien et de maintenance (frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité, d'entretien des installations existantes et de leurs appareillage est fixée forfaitairement à 45€ par mois.

Article 8 : assurances

Le Senghor devra produire une copie du contrat d'assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir à toute personne amenée à fréquenter les lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le 2016.

Pour la commune :

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

Pour le Senghor :

Le Directeur,

La

Présidente,

Martin SMETS

NJOMGANG-FONKEU

Colette

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overeenkomst van tijdelijke bezetting – "Orangerie" Hap tuin – "Le Senghor" – Goedkeuring – Van 1 maart tot 31 mei 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat Le Senghor een atelier wil inrichten voor de bouw van de praalwagen die deelneemt aan de Zinneke Parade;

overwegende dat de Oranjerie van het Happark vrij is;

gelet op de nauwe banden tussen het gemeentebestuur en zijn cultureel centrum;

BESLIST

in te stemmen met de voorwaarden van de tijdelijke gebruiksovereenkomst van de Oranjerie van het Happark zoals hieronder:

Tijdelijke gebruiksovereenkomst:

Tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek, eigenaar, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, hier vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, Oudergemlaan 115, 1040 Brussel, hierna genoemd “de gemeente”

en

het gemeentelijk cultureel centrum Le Senghor, vertegenwoordigd door de heer Martin Smets, directeur, en mevrouw Njomagang-Fonkeu, voorzitter, hierna genoemd “Le Senghor”,

Artikel 1: voorwerp

De gemeente verleent Le Senghor een tijdelijk en essentieel herroepelijk bezettingsrecht voor de ruimte op de gelijkvloerse verdieping: de grote ruimte met de balken in het midden van de Oranjerie gelegen in het Jean Félix Happark.

Artikel 2: duur

De terbeschikkingstelling gaat in vanaf de dag na ondertekening door alle partijen, en onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad, en zal van rechtswege eindigen op 31 mei 2016, zonder dat een stilzwijgende verlenging ingeroepen kan worden.

De gemeente behoudt zich echter het recht voor om op elk moment een einde te maken aan deze overeenkomst, voor deze datum, met een aangetekend schrijven aan Le Senghor waarin een opzegperiode van vijftien dagen vastgelegd wordt, wat voldoende tijd geeft om de lokalen vrij te maken en dat zonder enige schadevergoeding voor welke reden dan ook.

Le Senghor kan op elk moment een einde maken aan de overeenkomst, met een aangetekend schrijven en mits een opzegperiode van één maand.

De bezetter moet aanvaarden, volgens de voorwaarden bepaald door de gemeente, om de lokalen te delen met andere bezetters of bezoekers die toegelaten worden door deze laatste. Het zou in het bijzonder kunnen gaan over andere specifieke burgerinitiatieven of bezoeken van architecten, deskundigen of andere dienstverleners in verband met de toekomstige restauratie van de Oranjerie en haar bijgebouwen. De betrokken partijen zullen alles in het werk stellen zodat dit soort van gezamenlijk

gebruik in de best mogelijke omstandigheden verloopt.

De gemeente behoudt zich bovendien het recht voor om in het gebouw en de omgeving materiële en immateriële tussenkomsten te doen of te laten doen in het kader van de restauratie van de lokalen tijdens de tijdelijke bezetting en zonder voorafgaande kennisgeving voor zover deze tussenkomsten de tijdelijke bezetting niet significant schaden. De veiligheid van de bezetters wordt natuurlijk gegarandeerd.

Artikel 3: bestemming van het gehuurde goed

Le Senghor krijgt de lokalen gratis ter beschikking uitsluitend met het doel een tijdelijk atelier in te richten voor de bouw van een praalwagen voor de Zinneke Parade.

Le Senghor verbindt zich ertoe de ter beschikking gestelde lokalen als een goede huisvader te gebruiken.

Artikel 4: uurrooster

De lokalen die ter beschikking gesteld worden van Le Senghor zijn enkel beschikbaar tijdens de openingsuren van het Happark (van 9 u. tot 18.30 u. van januari tot mei)

Artikel 5: schade

Le Senghor zal de gemeente onmiddellijk op de hoogte brengen van elk ongeval waarvoor deze laatste aansprakelijk gesteld zou kunnen worden.

Le Senghor zal hetzelfde doen voor de schade aan de ruwbouw waarvan de herstelling op last van de gemeente valt; bij gebreke zal Le Senghor zijn verantwoordelijkheid opnemen.

Le Senghor zal de installatie moeten beschermen tegen de gevolgen van de vorst en erop toezien dat het sanitair, de leidingen en de riolering niet verstopt raken door de bezetters. Zij zal de leidingen niet als aardcontact gebruiken.

Artikel 6: teruggave

Aan het einde van de overeenkomst moet Le Senghor de lokalen vrijmaken van al het meubilair of opgeslagen spullen. Bovendien moet het de lokalen in nette staat achterlaten, zo niet zullen de verhuiskosten, schoonmaakkosten of zelfs ontsmettingskosten in rekening gebracht kunnen worden.

Artikel 7: kosten

De deelname van Le Senghor in de onderhoudskosten (kosten voor het verbruik van water, gas, elektriciteit, onderhoud van de bestaande installaties en van hun apparatuur) wordt forfaitair vastgelegd op € 45 per maand.

Artikel 8: verzekeringen

Le Senghor zal een kopie moeten voorleggen van het verzekeringscontract dat de aansprakelijkheid dekt voor ongevallen met personen die de plaats bezoeken.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op
2016.

Voor de gemeente:

In opdracht:
De gemeentesecretaris, De burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

Voor Le Senghor:

De directeur,

De voorzitter,

Martin SMETS

FONKEU

Colette NJOMGANG-

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Viviane Scholliers entre en séance / treedt in zitting

14.03.2016/A/0004 **Avis du Conseil Communal sur le plan de Gestion de l'Eau (PGE 2016-2021)**

Le conseil communal,

Considérant que le projet de Plan de Gestion de l'Eau (PGE 2016-2021) rédigé par Bruxelles Environnement a été approuvé en 1ère lecture par le Gouvernement bruxellois en date du 9 juillet 2015 et fait l'objet d'une enquête publique du 23 novembre 2015 au 31 mai 2016 ;

Considérant que la mise à enquête publique de ce plan régional a été approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 15 octobre 2015 ;

Considérant que ce plan décline la thématique de l'eau en 8 axes, dont chacun participe aux objectifs régionaux :

1. Axe 1 : assurer la gestion qualitative des eaux de surface, eaux souterraines et zones protégées.
2. Axe 2 : gérer quantitativement les eaux de surface et les eaux souterraines.
3. Axe 3 : appliquer le principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau.
4. Axe 4 : promouvoir une utilisation durable de l'eau.
5. Axe 5 : prévenir et gérer les risques d'inondation.
6. Axe 6 : réintégrer l'eau dans le cadre de vie.
7. Axe 7 : encadrer la production d'énergie renouvelable à partir de l'eau et du sous-sol.
8. Axe 8 : contribuer à la mise en œuvre d'une politique de l'eau coordonnée et participer aux échanges de connaissances.

Considérant la transversalité de ces thématiques ;

Considérant que les documents relatifs au plan (projet de plan et rapport des incidences environnementales correspondant) sont disponibles :

- en ligne via les liens suivants :
 - www.enviroment.brussels/planeau (FR)
 - www.leefmilieu.brussels/waterplan (NL)
- au service Aménagement du Territoire (version mise à disposition des citoyens pour enquête publique) – 5ème étage
- au service Environnement (hors permis et nuisances) – 1er étage

Considérant que l'ordonnance Cadre Eau de la région bruxelloise prévoit la possibilité pour les Conseils Communaux de remettre un avis sur ce plan ;

Considérant qu'à la demande de Bruxelles Environnement, cet avis doit être remis pour le 31 mai 2016 au plus tard ;

Considérant, dès lors, la proposition faite aux membres du Conseil Communal :

- de consulter les documents relatifs au plan via les différents canaux mis à disposition ;
- d'assister à une première Commission, dont la date reste à fixer, durant laquelle les grands enjeux du Plan de Gestion de l'Eau pour Etterbeek seront présentés ;
- d'autoriser le service Environnement (hors permis et nuisances) à transmettre les documents relatifs au Plan de Gestion de l'Eau aux différents services concernés en vue de recueillir leurs remarques éventuelles : service Travaux Publics, service Aménagement du Territoire, service Développement durable ;
- d'assister à une seconde Commission, dont la date reste à fixer, au cours de laquelle seront présentées et discutées les différentes remarques formulées par les services communaux concernés et les membres du Conseil Communal, en vue de valider un avis synthèse transversal ;
- d'autoriser le service Environnement (hors permis et nuisances) à soumettre cet avis-synthèse à l'approbation du Conseil Communal du mois de mai à l'aide d'une présentation en quelques slides, avant d'être transmis à Bruxelles Environnement dans les délais impartis (31/05/2016) ;

DECIDE

d'autoriser le service Environnement (hors permis et nuisances) :

- à présenter les grands enjeux du Plan de Gestion de l'Eau pour Etterbeek lors d'une Commission, dont la date reste à fixer ;
- à collecter les remarques éventuelles des services Travaux Publics, Aménagement du Territoire, Développement durable ;
- à organiser une seconde Commission, dont la date reste à fixer, durant laquelle présenter et discuter les remarques formulées sur le plan, et valider un avis-synthèse transversal;

- à soumettre cet avis-synthèse à approbation lors du Conseil Communal du mois de mai à l'aide d'une présentation en quelques slides;
- à soumettre cet avis-synthèse approuvé à Bruxelles Environnement dans les délais impartis (31/05/2016).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Advies van de gemeenteraad over het Waterbeheerplan (WBP 2016-2021)

De gemeenteraad,

overwegende dat het ontwerp van het Waterbeheerplan (WBP 2016-2021) opgesteld door Brussel Leefmilieu bij eerste lezing goedgekeurd werd door de Brusselse regering op 9 juli 2015 en het voorwerp uitmaakt van een openbaar onderzoek van 23 november 2015 tot 31 mei 2016;

overwegende dat de start van het openbaar onderzoek van dit gewestplan goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen op 15 oktober 2015;

overwegende dat dit plan de waterthematiek uitwerkt in 8 pijlers, waarvan elke pijler bijdraagt aan de doelstellingen van het gewest:

1. Pijler 1: het kwaliteitsvol beheer van oppervlakte- en grondwater en voor de beschermde zones garanderen;
2. Pijler 2: het oppervlakte- en grondwater kwantitatief beheren;
3. Pijler 3: het terugwinningsprincipe toepassen voor de kosten meegebracht door de dienstverlening in verband met watergebruik;
4. Pijler 4: het duurzame gebruik van water promoten;
5. Pijler 5: de overstromingsrisico's voorkomen en beheren
6. Pijler 6: het water opnieuw integreren in het leefkader;
7. Pijler 7: de productie van hernieuwbare energie op basis van water en de ondergrond begeleiden;
8. Pijler 8: bijdragen tot het uitvoeren van een gecoördineerd waterbeleid en deelnemen aan de uitwisseling van kennis.

gezien de transversaliteit van de thema's;

overwegende dat de documenten in verband met het plan (bijhorend ontwerpplan en verslag van de milieueffecten) beschikbaar zijn:

- online via de volgende links
 - www.environnement.brussels/planeau (FR)
 - www.leefmilieu.brussels/waterplan (NL)
- bij de dienst Ruimtelijke Ordening (versie die ter beschikking gesteld wordt van de burgers voor het openbaar onderzoek) – 5e verdieping
- bij de dienst Leefmilieu (behalve vergunningen en overlast) – 1e verdieping

overwegende dat de Kaderordonnantie water van het Brussels gewest de mogelijkheid voorziet voor de gemeenteraden om advies te geven over dit plan;

overwegende dat dit advies, op vraag van Brussel Leefmilieu, uiterlijk op 31 mei 2016 gegeven moet worden;

gelet, dientengevolge, op het voorstel voorgelegd aan de leden van de gemeenteraad:

- om de documenten in verband met het plan te raadplegen via de verschillende kanalen die ter beschikking gesteld worden;
- om deel te nemen aan een eerste commissie, waarvan de datum nog vastgelegd moet worden, waarin de grote uitdagingen van het Waterbeheerplan voor Etterbeek voorgesteld zullen worden;
- om de dienst Leefmilieu (behalve vergunningen en overlast) de toelating te geven om dit syntheseadvies ter goedkeuring voor te leggen aan de gemeenteraad van mei aan de hand van een presentatie met enkele dia's, alvorens bezorgd te worden aan Brussel Leefmilieu binnen de opgelegde termijn (31/05/2016);
- om deel te nemen aan een tweede commissie, waarvan de datum nog vastgelegd moet worden, waarin de opmerkingen van de betrokken gemeentediensten en de gemeenteraadsleden voorgesteld en besproken zullen worden met de bedoeling een transversaal syntheseadvies te bekrachtigen;
- om de dienst Leefmilieu (behalve vergunningen en overlast) de toelating te geven om dit syntheseadvies ter goedkeuring voor te leggen aan de gemeenteraad van mei alvorens bezorgd te worden aan Brussel Leefmilieu binnen de opgelegde termijn (31/05/2016);

BESLIST

de dienst Leefmilieu (behalve vergunningen en overlast) toelating te geven om:

- de grote uitdagingen van het Waterbeheerplan voor Etterbeek voor te stellen tijdens een commissie, waarvan de datum nog vastgelegd moet worden;
- de eventuele opmerkingen van de diensten Openbare Werken, Ruimtelijke Ordening, Duurzame Ontwikkeling te verzamelen;
- een tweede commissie te organiseren, waarvan de datum nog vastgelegd moet worden, waarin de opmerkingen over het plan voorgesteld en besproken zullen worden en een transversaal syntheseadvies bekrachtigd zal worden;
- dit syntheseadvies ter goedkeuring voor te leggen aan de gemeenteraad van mei aan de hand van een presentatie met enkele dia's;
- dit goedgekeurde syntheseadvies voor te leggen aan Brussel Leefmilieu binnen de opgelegde termijn (31/05/2016).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

14.03.2016/A/0005 Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234

alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 28 janvier 2016.

Objet : Travaux de toiture – Phase V BIS - 2016/2017 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 75.350,00 €, hors T.V.A. (6%).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 28 januari 2016.

Onderwerp : Dakwerken – Fase V BIS – 2016/2017 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze van de opdracht en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 75.350,00 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

14.03.2016/A/0006 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 04 février 2016.

Objet : Fourniture de stores velux rideaux et occultants - Approbation de l'attribution et des conditions – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.203,82 €, H.T.V.A. (21%).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet: Maintenance des installations individuelles de chauffage et d'eau chaude sanitaire du patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Entretien de 213 chaudières – Remises en fonction – Petites réparations – Remplacement de pièces défectueuses – Remplacement de chaudières – Exercice 2016 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 45.000,00 €, hors T.V.A. (21%).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Rue de Chambéry 25A – Remplacement d'un double vitrage - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.250,00 € T.V.A.C. (6 % T.V.A.).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Chaussée de Wavre 374 – Réfection de la parlophonie et du portier - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 620,00 € T.V.A.C. (6 % T.V.A.).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Entretien du jardin intérieur Gray – Exercice 2016 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.970,00 € T.V.A.C. (21%).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage de réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée des immeubles communaux gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2016 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.860,00 € T.V.A.C. (21 % T.V.A.).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1^o a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 04 februari 2016.

Onderwerp : Levering van velux jaloezieën en verduisteringsgordijnen - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 8.203,82 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Onderhoud van individuele verwarmingsinstallaties en sanitair warm water van het onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Onderhoud van 213 verwarmingsketels – Kleine herstellingen – Vervanging van defecte onderdelen – Vervanging van verwarmingsketels – Dienstjaar 2016 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze van de opdracht en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 45.000,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Chamberystraat 25A – Vervanging van een dubbele beglazing - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.250,00 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Waversesteeweg 374 – Herstelling van de deurtelefoon en deuropener - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 620,00 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Onderhoud van de binnentuin Gray – Dienstjaar 2016 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 2.970,00 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Onderhoud en Onstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de dienst van de Regie Van Grondbeleid – Dienstjaar 2016 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 3.860,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

14.03.2016/A/0007 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 04 février 2016.

Objet : Régie Foncière – Mission d'étude PEB pour le projet de la construction de la nouvelle friterie sise place Jourdan à 1040 Etterbeek - Approbation du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.425,00 €, hors T.V.A. (21%).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Régie Foncière – Mission de coordinateur sécurité santé pour la construction d'une nouvelle friterie sise place Jourdan à 1040 Etterbeek - Approbation du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.930,00 € T.V.A.C. (21 % T.V.A.).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Régie Foncière – Mission d'ingénierie portant sur l'étude de stabilité et le suivi des travaux de construction d'une nouvelle friterie sise place Jourdan à 1040 Etterbeek - Approbation du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.740,00 € H.V.A. (21 % T.V.A.).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2016 de la Régie Foncière.

Date : 18 février 2016.

Objet : Régie Foncière – Mission complète pour l'étude des techniques spéciales pour la construction d'une nouvelle friterie sise place Jourdan à 1040 Etterbeek - Approbation du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 21.000,00 € H.T.V.A. (21 % T.V.A.).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2016 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 04 februari 2016.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Studieprogramma EPB voor het project van de bouw van de nieuwe frietkraam gelegen Jourdanplein te Etterbeek - Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.425,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Studie van de coördinator veiligheid en gezondheid voor van de bouw van de nieuwe frietkraam gelegen Jourdanplein te Etterbeek - Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.930,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Engineeringsopdracht betreffende de studie van de stabiliteit en de opvolging van de bouw van de nieuwe frietkraam gelegen

Jourdanplein te Etterbeek - Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 3.740,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 18 februari 2016.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Totale opdracht voor de studie van de bijzondere technieken voor de bouw van de nieuwe frietkraam gelegen Jourdanplein te Etterbeek - Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 21.000,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting

14.03.2016/A/0008 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 04 février 2016.

Objet : Régie Foncière – Mission d'ingénierie portant sur l'étude de stabilité et le suivi des travaux de rénovation de deux appartements sis au 392 chaussée de Wavre à 1040 Etterbeek - Approbation de l'attribution et des conditions – Approbation du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.550,00 €, H.T.V.A. (21%).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2016 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 04 februari 2016.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Engineeringsopdracht betreffende de studie van de stabiliteit en de opvolging van de renovatiewerken van twee appartements gelegen 392 Waversesteeweg te 1040 Etterbeek - Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing

van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 2.550,00 €, zonder B.T.W. (21%).

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

14.03.2016/A/0009 **Renouvellement et révision de la convention de mise à disposition d'une partie de la toiture plate du 3^{ème} étage de l'hôtel communal destinée à l'installation d'un rucher privé**

Le conseil communal,

Considérant que le Conseil Communal a approuvé, en séance du 28 novembre 2011, la convention établie entre les apiculteurs et la Commune pour la mise à disposition d'une partie de la toiture plate du 3^{ème} étage de l'hôtel communal destinée à l'installation d'un rucher privé.

Considérant que ce projet consiste en l'installation et la gestion de 3 ruches maximum, avec pour objectifs :

- d'offrir à des apiculteurs bruxellois, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture;
- de sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville (dégustation de miel dans le hall d'entrée de l'hôtel communal, visite du rucher,...) ;

Considérant qu'au vu des difficultés rencontrées par le projet et afin d'assurer une gestion optimale du rucher, la convention a été révisée et adoptée par le Conseil Communal en séance du 02 mars 2015 en intégrant certaines modifications (gestion conjointe entre deux ou trois apiculteurs ; système de tutelle par la SRABE- Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et Environs ; et adaptation des dates de la convention pour respecter la période d'hibernation des abeilles) ;

Considérant que pour des raisons personnelles, les deux apiculteurs candidats lors de ce renouvellement n'ont pu concrétiser leur projet ;

Considérant dès lors, les candidatures de

- Monsieur Yannick Garbusinski, apiculteur certifié à la SRABE et actif depuis 2012 au rucher participatif du Parc Hap ;

- Monsieur Pascal Coduys, apiculteur et enseignant à la SRABE ;

dont les courriers de candidature figurent en annexes ;

Considérant, par ailleurs, que pour garantir une bonne gestion du rucher il convient d'intégrer les modifications complémentaires suivantes :

- La durée de la convention est fixée à 12 mois pour une année 'test' du système de gestion conjointe entre apiculteurs et de tutelle par la SRABE ;
- La participation des apiculteurs au développement de 3 activités de sensibilisation par an au lieu de 5 journées, ce qui ne s'avérerait pas correspondre aux demandes effectives de la commune ;
- La mise à disposition de cartes individuelles de parking, permettant l'accès au rucher en dehors des heures de bureau, et devant être restituées en cas de non renouvellement de la convention ;
- L'approbation par les différentes parties de tout amendement à la convention et la compétence des tribunaux bruxellois en cas de litige ;

DECIDE

d'adopter la convention révisée ci-après, ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'occupation de la toiture plate :

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE.

Convention de mise à disposition d'une partie de la toiture plate du 3^{ème} étage de l'hôtel communal destinée à l'installation d'un rucher privé

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF**, Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, dénommée « propriétaire » au sens de la présente convention (gérance : Service de l'Environnement – 115 avenue d'Auderghem – 1^{er} étage),

soussignée de première part,

L a **Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs** (S.R.A.B.E. asbl) représentée par deux Administrateurs, Yves Roberti-Lintermans, Président, et Michel Hubert, bibliothécaire, dénommée « SRABE » au sens de la présente convention (siège social situé Rue au Bois, 365B bte 19 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre),

soussignée de deuxième part,

Yannick GARBUSINSKI, apiculteur,

Résidant rue des coquelicots 17 à 1040 Etterbeek,

Pascal CODUYS, apiculteur,

Résidant à chaussée d'Ixelles 308 à 1050 Ixelles,

dénommés « occupants » au sens de la présente convention et agissant en tant que cocontractants,

soussignés de troisième part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Le propriétaire met à disposition à titre précaire et révocable à tout moment sans indemnité aucune selon les conditions de l'article 3, une partie de la toiture plate située au troisième étage de l'Hôtel Communal pour l'installation d'un rucher privé (de trois ruches maximum).

Le plan de localisation est annexé au présent contrat.

La toiture plate est donnée en occupation dans l'état où elle se trouve. Un procès-verbal d'état des lieux est dressé par le propriétaire et les occupants dès signature de la présente convention.

L'espace destiné à l'apiculture sera balisé par le propriétaire conformément aux indications du conseiller en prévention de l'Hôtel Communal. Les coordonnées de la SRABE et des occupants (numéros de GSM) devront toujours être affichées sur le site concédé.

ARTICLE 2 : DESTINATION

La toiture plate peut uniquement être utilisée à usage privé pour l'installation de minimum 2 et maximum 3 colonies d'abeilles, des ruchettes d'élevage éventuelles, d'un abreuvoir et d'une armoire de rangement pour le matériel apicole, dont les occupants s'assureront de la stabilité.

La toiture plate est mise à disposition dans les objectifs suivants :

- offrir à minimum 2 et maximum 3 apiculteurs bruxellois diplômés et membres de la SRABE, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture;
- sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville : dégustation de miel, visite du rucher, ...

Les occupants ne sont pas autorisés à affecter tout ou partie de la toiture à l'exercice d'une activité professionnelle.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Cette autorisation d'occupation est accordée pour une période de 12 mois.

Elle prend cours le 01/04/2016 pour se terminer de plein droit le 31/03/2017 sans notification ou signification préalable. La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

La convention est renouvelable sur demande écrite par les occupants, soit

conjointement ou individuellement, et par lettre recommandée introduite 4 mois avant le terme de la présente convention. Chaque demande sera analysée avant tout renouvellement et la décision sera transmise par le propriétaire au plus tard 2 mois avant le terme de la présente convention.

Les trois parties peuvent renoncer à la présente convention, moyennant un préavis de 2 mois.

Le non respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution sans indemnité.

En cas de non renouvellement du contrat, de retrait, de résiliation ou pour quelque cause que ce soit, les occupants concernés auront 2 mois à dater de la décision du propriétaire pour remettre le bien dans son état initial, conformément à l'état des lieux visé à l'article 1. A défaut, cette remise en état pourra être effectuée d'office par le propriétaire, aux frais, risques et périls des occupants concernés. Pour éviter toute mortalité, les abeilles hivernant ne peuvent être déplacées. Une trêve sera appliquée durant cette période (décembre à mars).

Sur simple demande du propriétaire, la SRABE s'engage par la présente convention, lors de la résiliation ou du retrait d'un occupant, à rechercher un occupant, apiculteur diplômé, membre de la SRABE, qu'elle proposerait à la commune pour remplacer l'occupant « en partance ».

En cas de négligence ou d'abandon de gestion du rucher par les occupants, la SRABE s'engage à reprendre dans un de ses ruchers les ruches et colonies d'abeilles et les occupants concernés acceptent de faire don à la SRABE des ruches et colonies d'abeilles concernées par la présente convention.

ARTICLE 4 : INDEMNITE D'OCCUPATION

La toiture est mise gratuitement à disposition.

En contrepartie, les occupants s'engagent à :

- participer au développement des activités de sensibilisation sur le rôle de l'abeille en ville du Service de l'Environnement, à raison de 3 activités par an au maximum;
- réserver 10% de la production de miel pour les activités de sensibilisation ;
- compléter le tableau de bord de suivi du rucher à chacune de leurs interventions (visites, interventions, traitements, divisions, quantités de miel récoltées, difficultés éventuellement rencontrées,...). Ce tableau de bord est mis à disposition par le Service de l'Environnement. Il peut être à tout moment consulté par le propriétaire, les occupants ou la SRABE.

ARTICLE 5 : GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 6 : CONDITIONS - PRESCRIPTIONS

- Les occupants doivent communiquer immédiatement au propriétaire tout changement de coordonnées.

- Chacun des occupants possède et gère individuellement sa ruche et sa ruchette d'élevage éventuelle (1 apiculteur, 1 ruche, 1 ruchette).
- Les occupants se rencontrent régulièrement, selon les besoins, pour assurer la coordination du rucher, sa gestion régulière et continue ainsi que le partage du matériel d'apiculture.
- Les occupants doivent s'occuper de leurs ruches de manière régulière et continue, en « bons pères de famille » selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence.
- Les occupants sont joignables à tout moment et interviennent (ou s'assurent d'une intervention) dans les plus brefs délais en cas de problème lié au rucher.
- Les occupants doivent avertir (ou faire avertir) le propriétaire et la SRABE des difficultés (raison de santé par exemple) qu'ils rencontreraient pour gérer les ruches.
- Les occupants doivent s'adapter aux instructions données par la Commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site. Le rucher ne peut en aucun cas gêner ni les riverains, ni les usagers, ni les opérations d'entretien ou de gestion du site. Notamment, les ruches devront se trouver à minimum 2m50 de la grille de ventilation (indiquée sur le plan de localisation annexé à la présente convention) et prêteront une attention toute particulière lors de l'enfumage des ruches à ce que les fumées ne rentrent pas dans le système de ventilation.
- Les occupants doivent tenir en état de propreté permanente la partie de la toiture qu'ils occupent.
- Les occupants sont responsables de tous les déchets produits dans le cadre des activités du rucher. Ils doivent dès lors les évacuer en « bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence.
- Les occupants veilleront à travailler avec des abeilles et des reines sélectionnées pour leur douceur (Buckfast) et à préserver la pureté de la race.
- Les occupants doivent effectuer le travail selon les prescriptions du « Guide de bonne pratique apicole » de l'AFSCA.
- Les occupants doivent enregistrer leurs ruches auprès de l'AFSCA.
- L'accès régulier à la toiture se fera suivant les horaires convenus avec les apiculteurs et approuvés par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek, idéalement durant les heures de bureau (7h30 – 17h30).
- Pour les cas particuliers suivants, les occupants sont autorisés à se rendre sur la toiture en dehors des heures de bureau :
 - • L'installation du rucher ;
 - • Les surveillances plus fréquentes en période d'essaimage (fin du printemps) ;
 - • Les deux récoltes annuelles ;
 - • La non disponibilité des apiculteurs durant les heures de bureau;
 - • Autres situations exceptionnelles.
- Le propriétaire met à disposition des occupants une carte d'accès au parking par occupant permettant d'accéder à la toiture en dehors des heures de bureau, qui devra être utilisée uniquement pour les cas particuliers cités. Un usage

inconsidéré de cette carte remettrait en question les termes de cette convention. Ces cartes de parking devront être restituées au propriétaire en cas de non renouvellement du contrat, de retrait, de résiliation ou pour quelque cause que ce soit qui entraînerait la décision en ce sens du propriétaire.

- Pour limiter tous risques dus à des difficultés ou négligence de gestion du rucher par les occupants, la SRABE s'engage par la présente à apporter aux occupants toute assistance nécessaire à la bonne gestion du rucher.
- Le propriétaire s'engage par la présente, à:
 - Organiser une rencontre annuelle de coordination et de suivi du projet en présence des occupants et de la SRABE.
 - Développer des activités de sensibilisation sur le rôle de l'abeille en ville, en collaboration avec les occupants, à raison de 3 activités par an au maximum; ces activités de sensibilisation seront programmées au calendrier en concertation entre les occupants et le Service Environnement afin d'assurer une dégustation de miel et une visite optimale du rucher.
 - Réaliser le balisage du site et faire figurer les coordonnées de la SRABE et des occupants (numéros de GSM) sur le site concédé.
 - Avertir le secrétariat de la SRABE de tout essaimage dont il aurait connaissance sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

ARTICLE 7 : CONTACTS

Toutes demandes et remarques devront faire l'objet d'un courrier adressé,

- Pour le propriétaire, au Service de l'Environnement.
- Pour la SRABE, à son siège social.
- Pour les occupants, à leur adresse E-mail privée.

ARTICLE 8 : INTERDICTIONS

Il est interdit aux occupants de :

- faire du bruit (radio, cassettes, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger les voisins et/ou les employés de la maison communale ;
- installer des constructions autres que les ruches et une armoire de rangement pour le matériel ;
- laisser des déchets sur la toiture ;
- rassembler des matériaux sur la toiture qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du rucher.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

Les occupants déchargent expressément le propriétaire et la SRABE de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont ils pourraient être victimes.

L'accès de tout visiteur dans l'espace balisé occupé par les ruches, autre que les visiteurs conviés lors d'activités organisées par la commune, se fera sous la

responsabilité des occupants.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

Les occupants sont tenus de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

Les occupants renoncent à tout recours contre le propriétaire et la SRABE pour tout dommage qu'ils pourraient subir.

ARTICLE 11 : PUBLICITE

Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du propriétaire.

En cas de communication à propos du rucher, la visibilité (logo et nom) du propriétaire d'une part, et de la SRABE d'autre part, sera assurée sur tous types de supports.

ARTICLE 12 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

Les occupants déclarent respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auront la priorité.

ARTICLE 13 : OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du propriétaire, il est expressément interdit aux occupants de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

ARTICLE 14 : CAS NON PREVUS PAR LA PRESENTE CONVENTION

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Tout amendement à la présente convention devra être approuvé par toutes les parties, notamment par le collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek.

Le présent contrat est soumis au droit belge. Tout litige relatif à ce contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait en 4 exemplaires dont 2 visés par l'enregistrement seront remis aux occupants.

Etterbeek, le

2016.

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par ordonnance:
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

LES SOUSSIGNES DE DEUXIÈME PART :

Administrateurs de la SRABE,

Yves ROBERTI-LINTERMANS, Président
Bibliothécaire

Michel HUBERT,

LES SOUSSIGNES DE TROISIEME PART :

Les apiculteurs,

Pascal CODUYS

Yannick GARBUSINSKI

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Verlenging en herziening van de overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een deel van het platte dak van de derde verdieping van het gemeentehuis voor de plaatsing van een private bijenstal

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad tijdens de zitting van 28 november 2011 de overeenkomst heeft goedgekeurd tussen de imkers en de gemeente voor de terbeschikkingstelling van een deel van het platte dak van de derde verdieping van het gemeentehuis voor de plaatsing van een private bijenstal;

overwegende dat dit project bestaat uit de plaatsing en het beheer van maximum drie bijenkasten, met als doel:

- Brusselse imkers, bij voorkeur Etterbekenaren, de mogelijkheid te bieden om lokaal aan bijenteelt te doen;
- het Etterbeekse publiek te sensibiliseren voor natuur in de stad (honingdegustatie in de hal van het gemeentehuis, bezoek aan de bijenstal...)

overwegende dat, gezien de moeilijkheden die het project ondervindt en om het optimale beheer van de bijenstal te garanderen, de overeenkomst herzien en aangenomen werd door de gemeenteraad tijdens de zitting van 2 maart 2015 waarbij bepaalde wijzigingen aangebracht werden (gezamenlijk beheer door twee of drie imkers; toezichtstelsel door de SRABE – Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et Environs; en aanpassing van de datums van de overeenkomst om de winterslaap van de bijen te respecteren);

overwegende dat de twee kandidaat-imkers, om persoonlijke redenen, hun project niet hebben kunnen concretiseren bij die verlenging;

gelet op de kandidaturen van

- de heer Yannick Gabusinski, gecertificeerd inker bij de SRABE en sinds 2012 actief in de participatieve bijenstal van het Happark;
- de heer Pascal Coduys, inker en lesgever bij de SRABE;

van wie de kandidatuurbriefjes in bijlage opgenomen zijn;

overwegende dat het, om een goed beheer van de bijenstal te garanderen, bovendien aangewezen is om de volgende bijkomende wijzigingen te integreren:

- de duur van de overeenkomst wordt vastgelegd op 12 maanden voor een testjaar van het gezamenlijk beheersysteem tussen inkers en het toezicht door de SRABE;
- de deelname van de inkers aan de uitwerking van drie bewustmakingsactiviteiten per jaar in plaats van vijf dagen, wat niet overeen bleek te stemmen met de effectieve vragen van de gemeente;
- de terbeschikkingstelling van individuele parkingkaarten die toegang bieden tot de bijenstal buiten de kantooruren en die teruggegeven moeten worden indien de overeenkomst niet verlengd wordt;
- de goedkeuring door de verschillende partijen van amendement aan de overeenkomst en de bevoegdheid van de Brusselse rechtbanken in geval van geschillen;

BESLIST

de herziene overeenkomst hieronder, die tot doel heeft de bepalingen in verband met de bezetting van het platte dak te verduidelijken, goed te keuren:

TIJDELIJKE GEBRUIKSOVEREENKOMST

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een gedeelte van het platte dak van de 3e verdieping van het gemeentehuis voor de installatie van een private bijenstal

tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, hier vertegenwoordigd door de heer **Vincent DE WOLF**, burgemeester, en de heer **Christian DEBATY**, gemeentesecretaris, hierna, "de eigenaar" genoemd in deze overeenkomst (beheer: dienst Leefmilieu – Oudergemlaan 115 – 1e verdieping),

ondergetekende enerzijds,

de "**Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs**" (S.R.A.B.E. asbl), vertegenwoordigd door twee bestuurders, de heer Yves Roberti-Lintermans, voorzitter, en de heer Michel Hubert, bibliothecaris, hierna "SRABE" genoemd in deze overeenkomst (maatschappelijke zetel gevestigd in de Bosstraat 365B, bus 19 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe),

ondergetekende anderzijds (1),

Yannick GARBUSINSKI, inker,

met woonplaats in de Kollebloemenstraat 17 in 1040 Etterbeek,

Pascal CODUYS, imker,

met woonplaats in de Elsensesteenweg 308 in 1050 Elsene,

hierna de "gebruikers" genoemd in deze overeenkomst, in de hoedanigheid van medecontractanten,

ondergetekenden anderzijds (2),

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN HET TER BESCHIKKING GESTELDE GOED

De eigenaar stelt, zonder enige vergoeding, tijdelijk en steeds herroepbaar, een deel van het platte dak op de derde verdieping van het gemeentehuis ter beschikking onder de voorwaarden van artikel 3, voor de installatie van een private bijenstal (van maximum drie bijenkasten).

De plattegrond is aan deze overeenkomst gehecht.

Het platte dak wordt in gebruik gegeven in de staat waarin het zich bevindt. De eigenaar en de gebruikers stellen een plaatsbeschrijving op zodra deze overeenkomst is ondertekend.

De ruimte bestemd voor de bijenteelt wordt afgebakend door de eigenaar in overeenstemming met de aanwijzingen van de preventieadviseur van het gemeentehuis. De contactgegevens van de SRABE en de gebruikers (gsm-nummers) moeten altijd uithangen op de in gebruik gegeven site.

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het platte dak kan enkel privé gebruikt worden voor de installatie van minstens 2 en hoogstens 3 bijenkolonies, eventuele afleggerkasten, een drinkbak en een opbergkast voor het inkermateriaal. De gebruikers dienen dit zelf te stabiliseren.

Het platte dak wordt ter beschikking gesteld voor de volgende doeleinden:

- minstens 2 en maximaal 3 gediplomeerde Brusselse imkers die lid zijn van de SRABE en bij voorkeur Etterbekenaar zijn, de mogelijkheid bieden om lokaal aan bijenteelt te doen;
- het Etterbeeks publiek sensibiliseren voor natuur in de stad: honingdegustatie, bezoek aan de bijenstal ...

De gebruikers hebben geen toelating om het hele of een gedeelte van het dak te gebruiken voor de beoefening van een beroepsactiviteit.

ARTIKEL 3: DUUR EN VERBREKING

Deze gebruikstoelating wordt verleend voor een periode van 12 maanden.

Ze gaat in op 01/04/2016 en loopt van rechtswege af op 31/03/2017 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening. De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgende verlengd worden.

De overeenkomst kan verlengd worden mits schriftelijke aanvraag door de gebruikers, hetzij gezamenlijk, hetzij individueel, verstuurd per aangetekende brief 4 maanden voor het einde van deze overeenkomst. Elke aanvraag zal geanalyseerd worden voordat een verlenging wordt toegekend en de eigenaar zal de beslissing ten laatste 2 maanden voor het einde van deze overeenkomst meedelen.

De drie partijen kunnen deze overeenkomst opzeggen mits vooropzeg van twee maanden.

Wanneer de verplichtingen vastgelegd in deze overeenkomst niet nageleefd worden, leidt dit van rechtswege tot de ontbinding van de overeenkomst zonder schadevergoeding.

Indien de overeenkomst niet verlengd wordt, ingetrokken wordt, verbroken wordt, voor welke reden ook, beschikken de gebruikers over twee maanden vanaf de beslissing van de eigenaar om het goed in de oorspronkelijke staat te herstellen, in overeenstemming met de plaatsbeschrijving vermeld in artikel 1. Indien de gebruikers dit nalaten, kan de eigenaar dit zelf uitvoeren op de kosten, risico's en gevaren van de betrokken gebruikers. Om sterfte te vermijden mogen overwinterende bijen niet verplaatst worden. Gedurende deze periode (december tot maart) zal dan een bestand ingelast worden.

Op eenvoudig verzoek van de eigenaar verbindt de SRABE zich via deze overeenkomst om bij verbreking of terugtrekking door een gebruiker, een andere gebruiker te zoeken, die gediplomeerd imker is en lid van de SRABE, die zij dan zou voordragen aan de gemeente als vervanger van de “vertrekkende” gebruiker.

In geval van nalatigheid of het stopzetten van het beheer van de bijenkast door de gebruikers, verbindt de SRABE zich er hierbij toe om de bijenkasten en bijenpopulaties over te nemen en de betrokken gebruikers gaan er hierbij mee akkoord om de bijenkasten en bijenpopulaties waarop deze overeenkomst betrekking heeft aan de SRABE te schenken.

ARTIKEL 4: GEBRUIKSVERGOEDING

Het dak wordt gratis ter beschikking gesteld.

Als tegenprestatie verbinden de gebruikers zich ertoe om:

- deel te nemen aan het opzetten van sensibilisatieactiviteiten over de rol van de bij in de stad, georganiseerd door de dienst Leefmilieu, a rato van maximaal 3 activiteiten per jaar.
- 10% van de honingooft te reserveren voor sensibilisatieactiviteiten;
- de opvolgingstabel van de bijenstal bij te houden elke interventie (bezoeken, interventies, behandelingen, opdelingen, hoeveelheden geoogste honing, eventuele moeilijkheden ...). Deze opvolgingstabel wordt ter beschikking gesteld door de dienst Leefmilieu. Deze kan op elk moment geraadpleegd worden door de eigenaar, de gebruikers of de SRABE.

ARTIKEL 5: GARANTIE

Er wordt geen enkele garantie gevraagd.

ARTIKEL 6: VOORWAARDEN - VOORSCHRIFTEN

- De gebruikers moeten onmiddellijk elke a mededelen aan de eigenaar.
- Elke gebruiker bezit en beheert individueel zijn bijenkast en eventuele afleggerkast (1 imker, 1 bijenkast, 1 afleggerkast).
- De gebruikers komen geregeld bijeen, naargelang de behoeften, om de coördinatie, het regelmatig beheer en de verdeling van het inkermateriaal van de bijenstal te verzorgen,
- De gebruikers moeten hun bijenkasten regelmatig en continu verzorgen als “goede huisvaders” zoals dit begrip vermeld staat in het Burgerlijk Wetboek en in de rechtspraak.
- De gebruikers zijn op elk moment bereikbaar en kunnen op elk moment tussenbeide komen (of zorgen ervoor dat er iemand langskomt) binnen de kortst mogelijke termijnen indien er zich problemen voordoen met de bijenkast.
- De gebruikers moeten de eigenaar en de SRABE op de hoogte brengen (of laten verwittigen) wanneer ze moeilijkheden (bijvoorbeeld gezondheidsproblemen) hebben bij het onderhoud van de bijenkasten.
- De gebruikers moeten zich schikken naar de instructies van de gemeente of haar afgevaardigde of haar vertegenwoordigers die instaan voor het beheer van de site. De bijenstal mag de omwonenden, gebruikers van het gemeentehuis, noch het onderhoud of het beheer van de site hinderen. Zo moeten de bijenkasten zich minstens 2,5 m van het ventilatierooster bevinden (vermeld op de plattegrond die bij deze overeenkomst gehecht is) en zullen extra aandacht besteden bij het roken van de bijenkasten opdat de rook niet in het ventilatiesysteem terechtkomt.
- De gebruikers moeten het dakgedeelte dat ze gebruiken permanent schoonhouden.
- De gebruikers zijn verantwoordelijk voor alle afval dat in het kader van de activiteiten van de bijenstal geproduceerd wordt. Ze moeten het dan ook verwijderen als een “goede huisvader” zoals dit begrip vermeld staat in het Burgerlijks Wetboek en in de rechtspraak.
- De gebruikers zorgen ervoor dat ze werken met bijen en koninginnen die geselecteerd werden voor hun zachtheid (Buckfast) en de zuiverheid van het ras vrijwaren.
- De gebruikers moeten hun werk uitvoeren volgens de voorschriften van de 'Gids voor goede imkerpraktijken' van het FVVA.
- De gebruikers moeten hun bijenkasten registreren bij het FVVA.
- De imkers krijgen regelmatig toegang tot het dak op tijdstippen die met hen overeengekomen worden en goedgekeurd worden door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek, idealiter gedurende de kantooruren (7.30 u. - 17.30 u.).
- In de volgende bijzondere gevallen hebben de gebruikers toelating om zich op het dak te begeven buiten de kantooruren:
 - • de installatie van de bijenkast;
 - • regelmatig toezicht tijdens de zwermperiode (einde van de lente);
 - • de twee jaarlijkse oogsten;
 - • niet-beschikbaarheid van de imkers tijdens de kantooruren;

- • andere uitzonderlijke situaties:
 - De eigenaar stelt een toegangsbadge voor de parking ter beschikking per gebruiker. Hiermee hebben ze toegang tot het dak buiten de kantooruren. De badge mag enkel gebruikt worden in de vermelde bijzondere gevallen. Deze parkingbadges moeten terugbezorgd worden aan de eigenaar indien de overeenkomst niet verlengd wordt, ingetrokken wordt, verbroken wordt of voor welke reden ook waardoor de eigenaar hiertoe zou beslissen.
 - Om alle risico's te vermijden die te wijten zijn aan nalatigheid door de gebruikers bij het beheer van de bijenstal, verbindt de SRABE zich er hierbij toe om de gebruikers alle nodige bijstand te verlenen voor een goed beheer van de bijenstal.
 - De eigenaar verbindt zich er hierbij tot om:
 - een jaarlijkse bijeenkomst te organiseren voor de coördinatie en follow-up van het project in het bijzijn van de gebruikers en de SRABE;
 - bewustmakingsactiviteiten op te zetten over de rol van de bij in de stad in samenwerking met de gebruikers, a rato van maximum drie activiteiten per jaar; deze bewustmakingsactiviteiten worden gepland in samenspraak met de gebruikers en de dienst Leefmilieu om een honingdegustatie en een optimaal bezoek van de bijenstal mogelijk te maken;
 - de site af te bakenen en de gegevens van de SRABE en de gebruikers uit te hangen (gsm-nummers) op de in gebruik gegeven site;
 - het secretariaat van de SRABE op de hoogte brengen telkens als hij weet heeft van bijen die uitzwermen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

ARTIKEL 7: CONTACTEN

Alle vragen en opmerkingen moeten per brief verzonden worden,

- bestemd voor de eigenaar, naar de dienst Leefmilieu;
- bestemd voor de SRABE, naar haar maatschappelijke zetel;
- voor de gebruikers, naar hun private e-mailadressen.

ARTIKEL 8: VERBODEN

Het is de gebruikers verboden om:

- lawaai te maken (radio, cassettes, muziekinstrumenten, enz.) op een geluidsniveau dat de burens en/of de ambtenaren van het gemeentehuis zou kunnen storen;
- andere constructies te plaatsen dan de bijenstallen en een opbergkast voor het materiaal;
- afval achter te laten op het dak;
- materialen te verzamelen op het dak die niets te maken hebben met het goede beheer van de bijenstal.

ARTIKEL 9: ALGEMENE BEPALINGEN

De gebruikers ontslaan uitdrukkelijk de eigenaar en de SRABE van elke

verantwoordelijkheid bij ongelukken die zich voordoen op de in gebruik gegeven ruimte evenals bij diefstal of vandalisme waar ze het slachtoffer van zouden zijn.

De toegang tot de afgebakende ruimte voor de bijenkasten gebeurt voor alle bezoekers, anderen dan de bezoekers uitgenodigd tijdens activiteiten georganiseerd door de gemeente, onder verantwoordelijkheid van de gebruikers.

ARTIKEL 10: VERZEKERING

De gebruikers dienen zich behoorlijk te verzekeren, voor de hele duur van de toelating, tegen risico's met betrekking tot de uitgevoerde activiteit.

De gebruikers zien af van elk beroep tegen de eigenaar en de SRABE voor alle schade die ze zouden ondergaan.

ARTIKEL 11: PUBLICITEIT

Alle reclame is verboden, behalve bij specifieke toelating van de eigenaar.

Bij mededelingen over de bijenstal wordt ervoor gezorgd dat de eigenaar enerzijds en de SRABE anderzijds zichtbaar (logo en naam) vermeld staan op alle soorten dragers.

ARTIKEL 12: LEEFMILIEU-STEDENBOUW

De gebruikers verklaren dat ze de geldende stedenbouwkundige en milieuvorschriften te allen tijde zullen naleven.

Bij tegenstrijdigheden tussen bepalingen van deze overeenkomst en deze stedenbouwkundige voorschriften zullen deze laatste voorrang krijgen.

ARTIKEL 13: GEBRUIK EN ONDERGEBRUIKGEVING

Behalve mits voorafgaande schriftelijke toestemming van de eigenaar is het uitdrukkelijk verboden voor de gebruikers om alle of een deel van de rechten die voortvloeien uit deze toelating over te dragen.

ARTIKEL 14: GEVALLEN WAARIN NIET VOORZIEN WERD DOOR DEZE OVEREENKOMST

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen over alle gevallen die niet behandeld worden in deze overeenkomst, nadat het de partij(en) in kwestie gehoord heeft.

Elk amendement aan deze overeenkomst moet goedgekeurd worden door alle partijen, in het bijzonder door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.

Deze overeenkomst wordt beheerst door het Belgisch recht. Elk geschil met betrekking tot dit contract valt onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt in vier exemplaren waarvan er twee voor registratie overhandigd zullen worden aan de gebruikers.

Etterbeek,

2016.

DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJD:

In opdracht:
De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD (1):

De bestuurders van de SRABE,

Yves ROBERTI-LINTERMANS, voorzitter
bibliothe caris

Michel HUBERT,

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD (2):

De inkers,

Pascal CODUYS

Yannick GARBUSINSKI

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Courrier candidature P.Coduys-janv2016.pdf, Plan rucher toiture communale-FR-NL.docx, Courrier candidature Y.Garbusinski-janv2016.pdf

Achats - Aankopen

14.03.2016/A/0010 **Adhésion à la centrale de marchés et à la centrale d'achat de l'asbl GIAL pour l'achat de fournitures (matériel informatique et logiciels) pour l'année 2016**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'une telle centrale de marchés ainsi qu'une centrale d'achat ont été mises en place par l'asbl GIAL en ce qui concerne les achats de fournitures de matériel informatique (détail selon la liste reprise en annexe);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DÉCIDE

1. d'adhérer à la centrale de marchés et à la centrale d'achat de l'asbl GIAL pour ce qui concerne les achats de fournitures de matériel informatique pour l'année 2016 reconductible par période de douze mois à la demande expresse de l'Administration ;
2. d'approuver la convention (CNV-CA-2016), en annexe à la présente délibération ;
3. de considérer la liste des « Marchés éligibles » (Actualisé le 26/01/2016) en annexe, comme partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Lidmaatschap aan de opdrachtcentrale en aan de aankoopcentrale van het vzw GIAL voor de aankoop van leveringen (informatica materiaal en softwares) voor het jaar 2016

De gemeenteraad,

gezien de nieuwe gemeentewet, ondermeer artikel 234;

gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten ;

gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen ;

overwegende dat artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat over te gaan tot opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd aan aanbestedende overheden;

overwegende dat artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten voorziet dat wanneer een aanbestedende overheid oproep doet aan een opdrachtcentrale deze vrijgesteld is om zelf een gunningprocedure te organiseren;

overwegende dat dit soort opdrachtcentrale alsook een aankoopcentrale werd opgericht door het vzw in verband de aankoop van leveringen van informatica materiaal (beschrijving volgens lijst opgenomen in bijlage);

op voorstel van College van Burgemeester en schepenen;

BESLIST

1. lid te worden van de opdrachtcentrale en de aankoop centrale van de vzw GIAL wat betreft de aankoop van leveringen van informatica materiaal voor het jaar 2016 hernieuwbaar voor een periode van 12 maanden op uitdrukkelijk verzoek van het Bestuur;
2. de conventie (CNV-CA-2016) goed te keuren, in bijlage van huidige beraadslaging;
3. de lijst van de « Opdrachten in aanmerking » (Bijgewerkt op 26/01/2016) in bijlage te beschouwen als onderdeel van de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

convention_2016_gial.pdf, marches_eligibles_cda_-_cdm_26-01-16 (2).pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

14.03.2016/A/0011 **Administration communale – Fixation des conditions de divers marchés publics Article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1 1^o a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 85.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 4 février 2016

Objet : Propriétés communales - Placement d'auges selon besoins

Estimation de la dépense : € 7.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 124/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Propriétés communales - Révision de sanitaires (toilettes) selon besoins

Estimation de la dépense : € 7.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 124/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Institut Ernest Richard 1 - Acquisition de tentures pour divers locaux

Estimation de la dépense : € 4.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Aménagement du territoire – Acquisition d'un appareil photo

Estimation de la dépense : € 400,00 TVA comprise

Article budgétaire : 930/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Bibliothèque néerlandophone - Acquisition de mobiliers spécifiques divers

Estimation de la dépense : € 5.260,00 TVA comprise

Article budgétaire : 767/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Académie Constantin Meunier - Acquisition de matériels à dessin + accessoires

Estimation de la dépense : € 2.572,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Académie Jean Absil - Acquisition de mobiliers spécifiques à l'académie

Estimation de la dépense : € 4.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Académie Constantin Meunier - Acquisition de matériels divers pour académie

Estimation de la dépense : € 1.286,16 TVA comprise

Article budgétaire : 734/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Académie Jean Absil - Acquisition de matériels divers (carillons, panneaux acoustiques...)

Estimation de la dépense : € 2.700,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Administration générale - Acquisition de matériels de communication

Estimation de la dépense : € 1.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/74216-54 du budget extraordinaire de 2016

Date : 4 février 2016

Objet : Propriétés communales - Remplacement d'électroménagers selon besoins

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 124/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Service de Prévention - Acquisition de mobiliers divers (dans le cadre des sommets Européens)

Estimation de la dépense : € 2.300,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Administration générale - Acquisition de mobiliers de bureaux
Estimation de la dépense : € 10.250,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Fêtes et manifestations - Acquisition de passe-câbles
Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 763/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Fêtes et manifestations - Acquisition de rallonges électriques
Estimation de la dépense : € 4.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 763/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Cimetière communal - Acquisition et placement d'un banc circulaire avec assise
Estimation de la dépense : € 7.975,00 TVA comprise
Article budgétaire : 878/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Propriétés communales – Réparation diverses toitures
Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Prégardiennat "L'Angerie" - Acquisition de mobiliers spécifiques
Estimation de la dépense : € 450,00 TVA comprise
Article budgétaire : 844/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Prégardiennat "L'Angerie" - Acquisition de matériels spécifiques
Estimation de la dépense : € 700,00 TVA comprise
Article budgétaire : 844/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 18 février 2016

Objet : Contrat de Quartier durable - Etude pour le réaménagement des espaces Ranch, Toby et Forte dei Marmi
Estimation de la dépense : € 89.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 9302/74715-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 25 février 2016

Objet : Etude pour la démolition et la reconstruction de la crèche Aimé Dupont et du centre de santé
Estimation de la dépense : € 3.599,75 TVA comprise
Article budgétaire : 844/74716-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 25 février 2016

Objet : Cimetière communal - Acquisition et placement de 2 urnes colonnes
Estimation de la dépense : € 1.161,60 TVA comprise
Article budgétaire : 878/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 25 février 2016

Objet : Cimetière communal - Placement d'un monument commémoratif pour la pelouse de dispersion des cendres

Estimation de la dépense : € 9.057,19 TVA comprise

Article budgétaire : 878/72416-60 du budget extraordinaire de 2016

Date : 25 février 2016

Objet : Enseignement primaire - Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition de mobiliers spécifiques à l'école

Estimation de la dépense : € 7.177,50 TVA comprise

Article budgétaire : 722/74116-51 du budget extraordinaire de 2016

Date : 25 février 2016

Objet : Contrat de Quartier durable - Service de Prévention - Acquisition micro + bonnette

Estimation de la dépense : € 310,00 TVA comprise

Article budgétaire : 9302/74416-51 du budget extraordinaire de 2016

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De gemeenteraad

overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van het artikel 26 § 1 1^o a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 85.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Plaatsen van waterbakken volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 7.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 124/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen - Revisie van sanitaire (toiletten) volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 7.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 124/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Instituut Ernest Richard 1 – Aankoop van gordijnen voor verschillende lokalen

Raming van de uitgave : € 4.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 735/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Ruimtelijke ordening – Aankoop van een fototoestel

Raming van de uitgave : € 400,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 930/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Nederlandse bibliotheek – Aankoop van allerlei specifiek meubilair

Raming van de uitgave : € 5.260,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 767/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van tekeningmateriaal + toebehoren

Raming van de uitgave : € 2.572,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 734/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van specifiek meubilair voor het academie

Raming van de uitgave : € 4.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 734/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van allerlei materiaal voor academie

Raming van de uitgave : € 1.286,16 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 734/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei materiaal (klokkenspel, akoestische panelen...)

Raming van de uitgave : € 2.700,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 734/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van communicatiemateriaal

Raming van de uitgave : € 1.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/74216-54 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 4 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijk eigendommen – Vervanging van huishoudtoestellen volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 124/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Dienst Preventie – Aankoop van allerlei meubilair (in het kader van Europese toppen)

Raming van de uitgave : € 2.300,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 300/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van bureelmeubilair

Raming van de uitgave : € 10.250,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Feesten en manifestaties – Aankoop van kabeldoorvoeren

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 763/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Feesten en manifestatie – Aankoop van elektrische verlengdraden

Raming van de uitgave : € 4.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 763/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop en plaatsen van een cirkelvormige bank met zitvlak

Raming van de uitgave : € 7.975,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 878/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Herstelling verschillende daken

Raming van de uitgave : € 30.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 124/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Kleuterschool "L'Angerie" – Aankoop van specifiek meubilair

Raming van de uitgave : € 450,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Kleuterschool "L'Angerie" – Aankoop van specifiek materiaal

Raming van de uitgave : € 700,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 18 februari 2016

Voorwerp : Duurzaam Wijkcontract – Studie voor de herinrichting van de ruimtes Ranch, Toby en Forte dei Marmi

Raming van de uitgave : € 89.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 9302/74715-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 25 februari 2016

Voorwerp : Studie voor de afbraak en de wederopbouw van de creche Aimé Dupont en het gezondheidscentrum

Raming van de uitgave : € 3.599,75 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/74716-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 25 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop en plaatsen van 2 kolom urnen

Raming van de uitgave : € 1.161,60 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 878/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 25 februari 2016

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Plaatsen van een gedenkmuur aan het perk voor asverstrooiing

Raming van de uitgave : € 9.057,19 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 878/72416-60 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 25 februari 2016

Voorwerp : Lager onderwijs – School "Paradis des Enfants" – Aankoop van specifiek meubilair voor de school

Raming van de uitgave : € 7.177,50 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/74116-51 van de buitengewone begroting van 2016

Datum : 25 februari 2016

Voorwerp : Duurzaam Wijkcontract – Dienst Preventie – Aankoop van een micro + windbeschermer

Raming van de uitgave : € 310,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 9302/74416-51 van de buitengewone begroting van 2016

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

14.03.2016/A/0012 **Propriétés communales – Location de bâtiments préfabriqués (crèche, centre de santé et école "Paradis des enfants") dans le parc jouxtant l'école "Paradis des enfants" – Approbation des conditions et du mode de passation – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/LG/2016-2021/1 relatif au marché "Propriétés communales - Location de bâtiments préfabriqués (crèche, centre de santé et école "Paradis des Enfants") dans le parc jouxtant l'école "Paradis des Enfants"" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.500.000,00 € (incl. 6% et 21% TVA) ;

Considérant que cette estimation est basée sur l'article 26, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, à savoir: « *L'estimation des marchés de fournitures à passer sous forme de location, location-vente ou crédit-bail se détermine comme suit : 2° en cas de marché à durée indéterminée ou dont la détermination de la durée ne peut être définie, en se fondant sur valeur mensuelle estimée du marché multipliée par quarante-huit* » ;

Considérant, néanmoins, que la livraison et le placement de ces modules préfabriqués sur site doit avoir lieu au plus tard le 16 août 2016 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2016, article 124/125-06 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/LG/2016-2021/1 et le montant estimé du marché "Propriétés communales - Location de bâtiments préfabriqués (crèche, centre de santé et école "Paradis des Enfants") dans le parc jouxtant l'école "Paradis

des Enfants””, établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.500.000,00 € (incl. 6% et 21% TVA).

Article 2

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2016, article 124/125-06 et au budget des exercices suivants.

Article 6

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentelijke eigendommen – In huur nemen van modulaire gebouwen (crèche, gezondheidcentrum en school "Paradis des enfants") in het park aangrenzend de school "Paradis des enfants" – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Gemeentelijke eigendommen – In huur nemen van modulaire gebouwen (crèche, gezondheidcentrum en school "Paradis des enfants") in het park aangrenzend de school "Paradis des enfants"” een bestek met nr. TP/ORD/LG/2016-2021/1 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 2.500.000,00 € (incl. 6% en 21% btw);

overwegende dat de raming gebaseerd is op artikel 26, 2° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011, te weten « De raming van leveringsopdrachten te gunnen onder de vorm van verhuur, verhuur-aankoop of financieringshuur bepaald zich als volgt : 2° in geval van opdracht welke termijn onbepaald is of welke bepaling van de duur niet bepaald kan worden, gebeurt op basis van de maandelijks geschatte waarde van de opdracht vermenigvuldigd met achtenveertig » ;

overwegende dat, niettemin, de levering en het plaatsen van deze modulaire gebouwen op site moet gebeuren ten laatste op 16 augustus 2016 ;

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;

overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2016, op artikel 124/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

op voorstel van het College;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/LG/2016-2021/1 en de raming voor de opdracht “Gemeentelijke eigendommen – In huur nemen van modulaire gebouwen (crèche, gezondheidcentrum en school "Paradis des enfants") in het park aangrenzend de school "Paradis des enfants"”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 2.500.000,00 € (incl. 6% en 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open aanbesteding.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2016, op artikel 124/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

Artikel 6

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

2016_02_25_CSCH - Modele 3P.doc, Essai implantation 022016.pdf, avis de marché FR et NL.pdf, 2016_02_29_Bestek - Model 3P.doc, Entrées Paradis.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

14.03.2016/A/0013 Institut Ernest Richard – Remplacement de châssis (façade aile rue Louis Hap) – Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2016/02 relatif au marché "Institut Ernest Richard 1 - Remplacement de châssis (façade aile rue Louis Hap)" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 110.000,00 € (incl. 6% TVA)

;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 110.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 735/72416-60 par voie de modification budgétaire n° 1;

Sur proposition du Collège;

DECIDE

sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de Tutelle:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2016/02 et le montant estimé du marché "Institut Ernest Richard 1 - Remplacement de châssis (façade aile rue Louis Hap)", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 110.000,00 € (incl. 6% TVA).

Article 2

De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Article 4

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 735/72416-60 par voie de modification budgétaire n° 1.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Instituut Ernest Richard 1 – Vervanging van raamlijsten (gevel vleugel Louis Hapstraat) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid

artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1^o d (limiet van 600.000,00 € excl. btw niet overschreden);

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3^o;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Instituut Ernest Richard 1 - Vervanging van raamlijsten (gevel vleugel Louis Hapstraat)” een bestek met nr. TP/LG/2016/02 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 110.000,00 € (incl. 6% btw);

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Gesubsidiërende werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 110.000,00 €;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2016, op artikel 735/724 16-60 van de buitengewone dienst door begrotingswijziging n^o 1;

Op voorstel van het College;

BESLUIT

onder voorbehoud van de nodige kredieten door de Toezichthoudende overheid:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2016/02 en de raming voor de opdracht “Instituut Ernest Richard 1 - Vervanging van raamlijsten (gevel vleugel Louis Hapstraat)”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 110.000,00 € (incl.

6% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Gesubsidiërende werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel.

Artikel 4

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2016, op artikel 735/72416-60 van de buitengewone dienst door begrotingswijziging n° 1.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

reportage photo.docx, 2016_02_15_Bestek - Model 3P.doc, 2016_02_15_CSCH - Modele 3P.doc

14.03.2016/A/0014 **Enseignement primaire – Ecole paradis des enfants – Construction d'un pavillon passif maternelle – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Enseignement primaire - Ecole Paradis Des Enfants - Construction d'un pavillon passif maternelle" a été attribué à Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2016/03 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 813.207,55 € hors TVA ou 862.000,00 €, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 500.000,00 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 32.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/72416-60 pour un montant initial de € 315.000,00 ; revu à la hausse par voie de modification budgétaire n° 1 le 15 février 2016 d'un montant de € 532.000,00 et un complément de € 15.000,00 par voie de modification budgétaire n° 2 à approuver par le Conseil communal d'avril 2016;

Sur proposition du collège;

DECIDE

sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'autorité de Tutelle,

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2016/03 et le montant estimé du marché "Enseignement primaire - Ecole Paradis Des Enfants - Construction d'un pavillon passif maternelle", établis par l'auteur de projet, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 813.207,55 € hors TVA ou 862.000,00 €, 6% TVA comprise.

Article 2

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Article 4

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles.

Article 5

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/72416-60.

Article 7

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Lager onderwijs – School "paradis des enfants" – Bouwen van een passief paviljoen kleuterafdeling – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief

toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat de ontwerpopdracht voor de opdracht “Lager onderwijs - School « Paradis Des Enfants” Opbouw van een passief paviljoen kleuterafdeling” werd gegund aan Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux;

overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. TP/LG/2016/03 werd opgesteld door de ontwerper, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 813.207,55 € excl. btw of 862.000,00 € incl. 6% btw;

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijk Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsidierende werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 500.000,00 €;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Brussel Leefmilieu, Site de Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 32.000,00 €;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2016, op artikel 722/72416-60 van de buitengewone dienst voor een initieel bedrag van € 315,000.00; naar boven bijgesteld door middel van de begrotingswijziging nr 1 op 15 februari 2016 voor een bedrag van € 532,000.00 en een complement van € 15.000,00 door begrotingswijziging nr 2 goed te keuren door de gemeenteraad van april 2016;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Onder voorbehoud van goedkeuring van de kredieten door de toezichthoudende overheid,

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2016/03 en de raming voor de opdracht “School "Paradis des Enfants" - Bouwen van een passief paviljoen kleuterafdeling.”, opgesteld door de ontwerper, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 813.207,55 € excl. btw of 862.000,00 € incl. 6% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open aanbesteding.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijk Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsidierende werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel.

Artikel 4

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Brussel Lee fmilieu, Site de Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel.

Artikel 5

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2016, op artikel 722/72416-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 7

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

PSS Paradis enfants Pavillons 2015 ETT CREA NL 062015 cor.pdf, 2016_03_02_Bestek - Model 3P.pdf, 2016_03_02_CSCH - Modele 3P.pdf, avis de marché fr.pdf, avis de marché nl.pdf, PSS Paradis enfants Pavillons 2015 ETT CREA FR 062015 cor.pdf

Finances - Financiën

14.03.2016/A/0015 Règlement - taxe sur les surfaces de bureaux – Modifications

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 14 décembre 2015 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 février 2016 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestres et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2016 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2018, une taxe annuelle sur les surfaces de bureaux.

Cette taxe a pour base la surface brute.

Par bureau, on entend le local ou l'ensemble des locaux où, avec un équipement et / ou un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée.

Le terme information est à comprendre au sens large : textes, rapports, études, conférences, données comptables, statistiques, brevets, sons, images, etc...

Cette information peut être contenue sur n'importe quel support (documents, fichiers informatiques, etc...), mais également dans des échantillons ou prototypes.

Par surface brute, on entend la surface totale occupée par la personne physique ou morale, y compris les surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivages, réfectoires, sanitaires, étages techniques,...), y compris la part dans les communs, et y compris les surfaces accessibles au public, mais non compris les surfaces de parkings.

Article 2 :

Le taux de la taxe pour les bureaux ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme ou d'une confirmation de la légalité de l'affectation est fixé à :

pour les surfaces de bureaux jusqu'à 200 m² : 17,00/m² €

pour les surfaces de bureaux supérieures à 200 m² : 19,00/m² €

Article 3 :

Le montant de la taxe est calculé sur base :

Soit de la surface constatée sur le lieu d'imposition par le fonctionnaire désigné conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014, muni de sa lettre de désignation, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe et mentionnée dans son rapport.

Soit du formulaire de déclaration que l'administration aurait adressé au redevable et que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complété, daté et signé avant l'échéance mentionnée sur le dit formulaire.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et pour lequel le lieu d'imposition n'a pas encore fait l'objet d'un rapport de surface taxable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice de taxation, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation notifiée par écrit.

Toute modification de la base taxable ou toute nouvelle occupation de surfaces de

bureaux devra être signalée, dans le mois, à l'administration communale.

Article 4 :

La déclaration, par le redevable, d'une superficie autre que celle constatée par le fonctionnaire mentionné à l'article 3 de ce règlement entraînera l'enrôlement d'office de la taxe, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Le montant de la taxe sera calculé selon la surface constatée par ce fonctionnaire et mentionnée dans son rapport, sans majoration.

En l'absence de rapport, la non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement entraîne aussi l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Seules les taxes enrôlées d'office, en cas de non déclaration dans les délais prévus, sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 5 :

La taxe est due par l'occupant des surfaces de bureaux.

Article 6 :

Sont exonérés du paiement de la taxe :

Les surfaces de bureaux inférieures à 20 m².

Cette exonération n'est pas d'application lorsqu'une surface de bureaux supérieure à 20 m² est occupée par diverses sociétés. Dans ce cas, chaque société sera imposée d'après la surface qu'elle occupe réellement;

Les occupants ayant le statut de personne de droit public ou d'organisme de droit public et à la condition expresse d'occuper eux-mêmes les bureaux;

Les établissements d'enseignement subventionnés par les Communautés et occupants de leurs bureaux;

Les surfaces dans un logement dont l'occupant, y domicilié, y exerce une profession de salarié, d'indépendant ou libérale, lorsqu'elles ne dépassent pas un tiers de la surface totale;

Les surfaces servant aux cultes reconnus, les maisons de la laïcité, les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires ou œuvres de bienfaisance;

Les associations sans but lucratif et groupements à finalité sociale, culturelle, sportives, de loisirs, de santé ou d'éducation qui ne poursuivent aucun but lucratif, à l'exclusion des groupements qui, quelle que soit leur forme juridique, visent notamment à préserver les intérêts économiques, commerciaux ou professionnels de leurs membres ;

Le premier occupant d'une surface de bureaux située dans une nouvelle construction, à concurrence du tiers du montant de la taxe durant les six premiers exercices.

Article 7 :

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours

d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation, tout mois entamé étant compté en entier.

En cas de cessation ou de début d'occupation progressive de surfaces de bureaux par étage d'un même immeuble par le même occupant, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation par étage, tout mois entamé étant compté en entier.

Article 8 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 11 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc..., étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale, aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Reglement - belasting op de kantooroppervlakten – Wijzigingen

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 14 december 2015 over hetzelfde onderwerp,

uitvoerbaar geworden op 10 februari 2016 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen ;

gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen ;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998 ;

gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet ;

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten ;

gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

BESLUIT

Artikel 1 :

Er wordt vanaf 1 januari 2016 ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2018, een jaarlijkse belasting geheven op de kantooroppervlakten.

Deze belasting heeft als basis de bruto- oppervlakte.

Als kantoor wordt bedoeld het lokaal of het geheel der lokalen waar met behulp van een aangepaste uitrusting en / of meubilair, informatie kan worden verwerkt.

De term informatie moet in brede zin worden verstaan: teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, statistieken, brevetten, klank-en beeldmateriaal, enz...

Deze informatie kan weergegeven zijn op om het even welke materie (documenten, computerdata, enz...) maar eveneens in stalen en prototypes.

Onder bruto-oppervlakte wordt verstaan de totale door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon bezette oppervlakte, daarin begrepen de oppervlakten onrechtstreeks gebruikt (ruimten voor het verkeer en het onthaal, conferentiezalen, lokalen voor het rangeren en het archiveren, refters, het sanitair, technische verdiepingen, ...), daarin begrepen het deel van de gemeenschappelijke delen van het gebouw, daarin ook begrepen de oppervlakten toegankelijk voor het publiek, doch niet de parkeeroppervlakten.

Artikel 2 :

Het tarief van de belasting op kantoren waarvoor een stedenbouwkundige vergunning of een bevestiging van de legaliteit van de bestemming verleend werd, is vastgesteld op :

voor de kantooroppervlakten tot 200 m² : 17,00/m² €
voor de kantooroppervlakten boven de 200 m² : 19,00/m² €

Artikel 3 :

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van:

Ofwel van de oppervlakte waargenomen op de plaats van belastingheffing door de aangewezen functionaris op grond van artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014, in het bezit van zijn benoemingsbrief om de grondslag van de belasting vast te stellen of te controleren en dit te vermelden in zijn verslag.

Ofwel door het invullen van het aangifteformulier opgestuurd door het gemeentebestuur en dit ondertekend en gedateerd terug te sturen voor de uiterste datum vermeld op het formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op dat van het jaar waarop de belasting slaat, aan het gemeentebestuur aangifte te doen van de elementen nodig voor de belasting.

De aangifte blijft geldig zolang zij niet via schriftelijke betekening wordt herroepen.

Elke wijziging van de belastbare basis of elke nieuwe ingebruikname van kantorenooppervlakten moet binnen de maand gemeld worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 4 :

Wanneer de belastingplichtige een andere oppervlakte opgeeft dan diegene die vastgesteld werd door de ambtenaar in artikel 3 van ditzelfde reglement, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd, in overeenstemming met het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van de oppervlakte waargenomen door de ambtenaar en vermeld in zijn verslag, zonder vermeerdering.

Bij het ontbreken van het verslag, wordt de niet aangifte van het voorziene termijn van ditzelfde reglement ook ambtshalve ingekohierd in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Enkel de ambtshalve ingekohierde belastingen worden, indien zij niet opgegeven werden binnen de voorziene termijn, verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 5 :

De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantooroppervlakten.

Artikel 6 :

Zijn van de belasting vrijgesteld:

De kantooroppervlakten beneden de 20 m².

Deze vrijstelling wordt niet toegepast wanneer een bureeloppervlakte van meer dan 20 m² bezet wordt door verschillende maatschappijen. In dat geval, wordt elke

maatschappij belast volgens de oppervlakte die zij werkelijk bezet ;

De bezetters die het statuut van een openbare rechtspersoon bezitten of van een instelling van openbaar recht op uitdrukkelijke voorwaarde dat ze zelf de kantoren bezetten ;

De onderwijsinstellingen die door de gemeenschappen worden gesubsidieerd en die hun eigen lokalen bezetten ;

De oppervlakten in een woning waar de gedomicilieerde gebruiker een bezigheid uitoefent van loontrekkende, zelfstandige of een vrij beroep, wanneer deze kleiner zijn dan één derde van de volledige oppervlakte ;

De oppervlakten bestemd voor de erkende erediensten, de huizen bestemd voor de lekenmoraal, de ziekenhuizen, de klinieken, de dispensaria en weldadigheidsinstellingen ;

De verenigingen zonder winstoogmerk en organisaties met een sociaal, cultureel, sportief, recreatief, gezondheidsgerelateerd of educatief oogmerk die geen enkel winstoogmerk nastreven, uitgezonderd organisaties die, ongeacht hun rechtsvorm, er net op gericht zijn om de economische, commerciële of professionele belangen van hun leden te beschermen ;

De eerste bezetter van een kantooroppervlakte gelegen in een nieuwe constructie, voor een bedrag van één derde van het belastingbedrag, gedurende de zes eerste belastingjaren.

Artikel 7 :

In geval van stopzetting of het aanvangen van de bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

In geval van stopzetting of het aanvangen van progressieve bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, per verdiep van een gebouw door een zelfde bezetter, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik per verdiep, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

Artikel 8 :

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9 :

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10 :

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in het artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 11 :

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz... die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de toezichtoverheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Courrier Région Bxl-Cap du 10.02.2016.pdf, Rapport Conseil 14.03.16..pdf, Ordonnance 3 avril 2014.pdf

Académies - Academies

14.03.2016/A/0016 **Académie de musique "Jean Absil" – Projet pédagogique et artistique – Approbation**

Le conseil communal,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'article 3 bis dudit Décret précisant l'obligation de rédiger le projet pédagogique et artistique définissant l'ensemble des choix mis en œuvre pour atteindre les objectifs et les compétences inhérentes à l'enseignement artistique ;

Attendu qu'il convient d'adapter le projet pédagogique et artistique tous les cinq ans conformément au prescrit décretaal ;

Vu l'avis favorable de la commission paritaire locale;

Vu les articles 117, 118 et 119 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter le projet pédagogique et artistique de l'académie de musique « Jean Absil » tel qu'il est proposé en annexe.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Fédération Wallonie Bruxelles, à Monsieur le Receveur communal, au service de l'enseignement-gestion du personnel et à l'académie de musique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Muziekakademie "Jean Absil" – Pedagogische en artistieke projekt – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gezien het decreet van 06/06/1994 dat de statuten van het gesubsidieerd personeel van het officieel onderwijs vastlegt;

gezien het decreet van 2 juni 1998 dat het deeltijds kunstonderwijs gesubsidieerd door de Franse gemeenschap organiseert ;

gezien artikel 3 bis van dit decreet dat verplicht een pedagogisch en artistiek project op te stellen waarin de algemene keuzen om de doelen en de bekwaamheid volgens het artistieke onderwijs te bereiken ;

overwegende dat het noodzakelijk is het pedagogisch en artistiek project om de vijf jaar aan te passen in overeenstemming met de wettelijke voorschriften ;

gezien de goedkeuring van de Plaatselijke Paritaire Commissie ;

gezien de artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

het pedagogisch en artistiek project van de muziekakademie « Jean Absil » aan te nemen zoals voorgesteld in bijlage.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de H. Minister-President van de Executieve van het Hoofdstedelijk Brussels Gewest, Mevr. de Minister van Opvoeding van de Federatie Wallonië Brussel, de Gemeenteontvanger, de onderwijsdienst en de muziekakademie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Projet pédagogique et artistique 2.docx

A.T. - Patrimoine architectural - R.O. - Architectonisch erfgoed

14.03.2016/A/0017 **asbl Maison Cauchie – rue des Francs 5 – Octroi de subside communal pour 2015**

Le conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier ses articles 3 et 5 ;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 773/332-02 et relatif au subside alloué à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

Considérant le compte 2014 et le budget 2015 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

DECIDE

1. d'approuver le compte 2014 et le budget 2015 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie »;
2. de permettre au Collège des Bourgmestre et Echevins de liquider, sur le compte 310-0814238-09 de l'a.s.b.l. « Maison Cauchie », le subside inscrit à l'article budgétaire 773/332-02, soit la somme de 2.500,00 euros.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

vzw “Maison Cauchie” – Frankenstraat 5 – Toekenning van gemeentesubsidie voor 2015

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

gelet op het règlement betreffende de controle op de toekenning van toelagen en in het bijzonder zijn artikels 3 en 5 ;

gelet op het krediet ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02 en betreffende de subsidie toegewezen aan de v.z.w. « Maison Cauchie » ;

overwegende de rekening 2014 en de begroting 2015 ingediend door de vzw “Maison Cauchie” ;

BESLIST

1. de rekening 2014 en de begroting 2015 voorgesteld door de v.z.w. « Maison Cauchie » goed te keuren;
2. het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan, op het rekeningnummer 310-0814238-09 van de v.z.w. « Maison Cauchie », de

subsidie ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02, hetzij de som van 2.500,00 euro.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

MAISON CAUCHIE BUDGET 2015.pdf, subside cauchie 2015.pdf, descriptif destination subside.pdf, BILAN 31-12-2014.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

14.03.2016/A/0018 Budget Fixation FIPI 2016

Le conseil communal,

Vu l'appel à projets du Fonds d'impulsion à la politique d'immigrés(FIPI) lancé le 23 décembre 2015 par la COCOF;

Vu l'introduction des questionnaires d'introduction des projets à la COCOF dans le cadre du FIPI en date du 1 février 2016;

Vu l'approbation à l'unanimité des membres présents (8 membres dont 7 membres de droit) approuvée par la concertation locale en date du 23 février 2016;

Vu la décision du Collège du 25 juin 2015 d'arrêter la répartition Budget/Action du programme 2015, après examen de la proposition d'actions et du tableau de répartition prévisionnelle relative au Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés;

Vu l'inscription au budget communal de 2016, de crédits d'un montant total de 99.152,00 € dans le cadre du FIPI, dont 97.952,00 € en recettes et 99.152,00 € en dépenses dont 1.200,00 € de part communale;

Vu que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux asbl;

DECIDE

d'adopter le projet relatif au programme FIPI 2016 tel qu'il est présenté dans la présente délibération.

Projets Introduits	Budget demandé	Total 2016	Budget commune	Budget cocof	Fonctionne
<i>Animations et Loisirs pour Tous</i>	<i>10.150,00</i>	<i>10.060,00</i>		<i>10.060,00</i>	
<i>Atoll</i>	<i>16.070,00</i>	<i>16.070,00</i>		<i>16.070,00</i>	

<i>ETE (Institut Ernest Richard)</i>	48.000,00	21.277,00		21.277,00
<i>Maison des Jeunes</i>	14.795,00	14.795,00		14.795,00
<i>Mission Locale (Coordination)</i>	5.500,00	1.200,00	1.200,00	0,00
<i>Samarcande</i>	32.500,00	32.500,00		30.000,00
<i>Welcome Babbelkot</i>	3.250,00	3.250,00		3.250,00
Totaux	130.265,00	99.152,00	1.200,00	95.452,00

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling begroting FIM 2016

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep van het IFMB (Impulsfonds voor het Migrantenbeleid) die door de Franse Gemeenschapscommissie gelanceerd werd op 23 december 2015;

gelet op de indiening van de vragenlijsten voor de indiening van projecten bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van het IFMB op 1 februari 2016;

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige leden (8 leden waarvan 7 stemgerechtigde) op het lokaal overleg van 23 februari 2016;

gelet op de beslissing van het College van 25 juni 2015 om de begroting/actie-verdeling van het programma 2015 te beëindigen, na onderzoek van het actievoorstel en de tabel met de voorlopige verdeling met betrekking tot het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid;

gezien de inschrijving van €99.152,00 in het kader van het IFMB op de gemeentebegroting 2016, waarvan €97.952,00 als kost en € 99.152,00 als uitgaven, waarvan € 1.200,00 gemeentelijk deel;

gezien de gemeente de bedragen die in dit kader in de gemeentebegroting opgenomen werden, zal besteden via een voorschot in schijven en dit ten belope van 100% van de aan de vzw's toegekende toelagen;

BESLIST

het project voorzien in het IFMB-programma 2016, zoals het voorgelegd in deze beraardslaging goed te keuren.

Projecten	Budget Aanvraag	Totaal 2016	Gemeentelijke Budget	Bu co
<i>Animations et Loisirs pour Tous</i>	10.150,00	10.060,00		10.6

<i>Atoll</i>	16.070,00	16.070,00		16.6
<i>ETE (Institut Ernest Richard)</i>	48.000,00	21.277,00		21.2
<i>Maison des Jeunes</i>	14.795,00	14.795,00		14.7
<i>Mission Locale (Coordination)</i>	5.500,00	1.200,00	1.200,00	
<i>Samarcande</i>	32.500,00	32.500,00		30.6
<i>Welcome Babbelkot</i>	3.250,00	3.250,00		3.2.
Totale	130.265,00	99.152,00	1.200,00	95.4

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Appel à Projets_FIPI_communal_2016.docx, Répartition Budgétaire FIPI 2016.xls, Projets FIPI 2016.doc, Intro_Col FIPI-2016_projet -Finale.doc

14.03.2016/A/0019 **Programme de Cohésion Sociale – Cofinancement communal – Programme du Contrat Communal 2016-2020**

Le conseil communal,

Vu le décret relatif à la Cohésion sociale du 13 mai 2004 et ses arrêtés d'application;

Vu l'introduction des questionnaires d'introduction des projets à la Commission Communautaire Française dans le cadre du Programme de Cohésion sociale 2016-2020 en date du 27 février 2015 ;

Vu les priorités régionales, portant sur le soutien et l'accompagnement scolaire, l'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif, la citoyenneté interculturelle et le « vivre ensemble »;

Vu les éléments d'attention communaux mis en avant par le secteur social portant sur l'importance du vivre ensemble, la nécessité de développer une offre diversifiée d'actions, la transversalité des actions, la pérennisation des projets et la mise en évidence de l'ancrage local ;

Vu la décision du Collège datée du 25 juin 2015 du conseil daté du 21 septembre 2015 d'approuver la proposition du contrat communal Cohésion sociale après examen des questionnaires d'introduction et de la liste des promoteurs retenus et non retenus suivant un argumentaire établi en concertation avec la Cocof ;

Vu le cofinancement communal octroyé depuis 2006 et son augmentation pour 2016 pour un total de 82.808 inscrit au budget communal ;

Vu l'approbation de la proposition de répartition budgétaire de ce cofinancement par la concertation locale de Cohésion Sociale en date du 23 février 2016, à l'unanimité des membres présents (8 membres dont 7 membres de droit ;

Vu la décision du Collège du 3 mars 2016 d'arrêter la répartition Budget/Action du

cofinancement, après examen de la proposition tableau de répartition prévisionnelle relative au renforcement du Programme de Cohésion Sociale ;

Vu que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux asbl;

DECIDE

d'adopter le projet de cofinancement communal relatif au programme 2016-2020 tel qu'il est présenté dans la présente délibération.

Candidats promoteurs	Budget demandé Cohésion Sociale 2016-2020	Proposition d'affectation Contrat Communal Cohésion Social 2016-2020	Budget COCOI Approuvé
<i>Animation et loisirs pour tous</i>	78.400,00	70.000,00	60.100,00
<i>Aile asbl</i>	88.569,50	67.897,00	40.000,00
<i>Centre Culturel - le Senghor</i>	96.500,00	85.000,00	68.697,00
<i>Maison de quartier Chambery</i>	25.000,00	20.000,00	20.000,00
<i>La Ligue de l'enseignement</i>	53.725,00	22.000,00	22.000,00
<i>Samarcande</i>	23.075,00	18.000,00	10.000,00
<i>Welcome Babelkot asbl</i>	84.000,00	70.000,00	60.100,00
<i>Atoll</i>	23.700,00	—	—
<i>La cravate solidaire</i>	19.500,00	—	—
<i>Bambou vert</i>	25.000,00	—	—
<i>Réserve "vivre-ensemble"</i>			
Totaux	517.469,50	352.897,00	280.897,00

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Sociale Cohesieprogramma – Gemeentelijke cofinanciering – Programma van het Gemeentecoltract 2016-2020

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 13 mei 2004 betreffende de Sociale Samenhang en de bijbehorende toepassingsbesluiten;

gelet op de indiening van de vragenlijsten voor projecten bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van het Programma voor Sociale Cohésie 2016-2020 op 27 februari 2015;

gelet op de gewestelijke prioriteiten, met betrekking tot de ondersteuning en begeleiding op school, het aanleren en zich eigen maken van de Franse taal als actieve burger, het intercultureel burgerschap en het "samen leven";

gelet op de gemeentelijke aandachtspunten die aangehaald werden door de sociale sector betreffende het belang van het samen leven, de noodzaak om een divers actieaanbod te ontwikkelen, de transversaliteit van de acties, de duurzaamheid van de projecten en het belichten van de lokale verankering;

gelet op de beslissing van het college van 25 juni 2015 en de gemeenteraad van 21 september 2015 tot goedkeuring van het voorstel van het gemeentecontract Sociale Cohesie na onderzoek van de vragenlijsten en de lijst met geselecteerde en niet-geselecteerde promotoren volgens een argumentatie die opgesteld werd in overleg met de Franse Gemeenschapscommissie;

gelet op de cofinanciering door de gemeente sinds 2006 en zijn verhoging voor 2016 voor een totaal van 82.808 ingeschreven in de gemeentebegroting;

gelet op de goedkeuring van het voorstel van de budgettaire verdeling van deze cofinanciering door het lokaal overleg voor Sociale Cohesie op 23 februari 2016, bij unanimité van de aanwezige leden (8 leden waarvan 7 leden van rechtswege);

gelet op de beslissing van het college van 3 maart 2016 tot het vastleggen van de verdeling begroting/acties van de cofinanciering, na onderzoek van de voorlopige indelingstabel betreffende de versterking van het Programma voor Sociale Cohesie;

overwegende dat de gemeente de bedragen die in dit kader zijn opgenomen in de gemeentelijke begroting zal uitbetalen in schijven en dit tot 100% van de subsidies die toegekend worden aan de vzw's;

BESLIST

de ontwerptekst van de gemeentelijke cofinanciering van het programma 2016-2020 goed te keuren zoals voorgesteld in deze beraadslaging.

Candidaten	Budget Aanvraag Sociaal Cohesie 2016- 2020	Voorstel aanstelling gemeentelijke Contrat Sociaal Cohesie 2016-2020	Budget COCOF Aanvaard	
<i>Animation et loisirs pour tous</i>	78.400,00	70.000,00	60.100,00	
<i>Aile asbl</i>	88.569,50	67.897,00	40.000,00	2
<i>Centre Culturel - le Senghor</i>	96.500,00	85.000,00	68.697,00	1
<i>Maison de quartier Chambéry</i>	25.000,00	20.000,00	20.000,00	
<i>La Ligue de l'enseignement</i>	53.725,00	22.000,00	22.000,00	
<i>Samarcande</i>	23.075,00	18.000,00	10.000,00	
<i>Welcome Babbelkot asbl</i>	84.000,00	70.000,00	60.100,00	
<i>Atoll</i>	23.700,00	—	—	
<i>La cravate solidaire</i>	19.500,00	—	—	
<i>Bambou vert</i>	25.000,00	—	—	
<i>Réserve "vivre-ensemble"</i>				
Totalen	517.469,50	352.897,00	280.897,00	8 36

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

instruction_ budgetcofin2016-2020.xls, 2013Rapport CoordEtt (3).pdf, 2016-2020 motivation projets retenus.doc, Appel à Projets 2016-2020.docx, Intro_Col 16-20_Finale.doc

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

14.03.2016/A/0020 Règlement des activités ambulantes sur les marchés publics – Amendement

Le conseil communal,

Considérant la création d'un nouveau marché du terroir dans le quartier Van Meyel ;

Considérant qu'il faut adapter le règlement actuel pour prendre en compte ce nouveau marché ;

DECIDE

d'amender le Règlement actuel relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public de la façon suivante :

Le texte actuel se lit comme suit :

« Article 2 – Emplacements – Jours et heures de tenue

2/1 – Emplacements

Les marchés précisés à l'article 1 se tiennent aux lieux suivants :

Le samedi matin : place Jourdan

Le dimanche matin : place Jourdan, piétonnier de la place Jourdan, chaussée de Wavre jusqu'à la rue Louis Hap.

Pour chacun de ces marchés, il existe un plan d'emprise avec la distinction des emplacements affectables pour l'exercice de commerces alimentaires ou non alimentaires.

2/2 – Jours et heures de tenue

Les marchés se tiennent aux jours et horaires suivants :

Le samedi et le dimanche matin

- Arrivée des marchands ambulants abonnés : à partir de 5 heures 30
- Placement des marchands occasionnels : 7 heures 30
- Ouverture de la vente au public : 8 heures
- Départ des véhicules non affectés à la vente : 8 heures 30

- Fermeture de la vente au public : 13 heures
- Départ des marchands ambulants : 14 heures 30

Les marchands abonnés sont tenus d'occuper leurs emplacements avant 7 heures 30.

Au-delà de ces horaires le Concessionnaire est autorisé à disposer des places non occupées et à y installer des marchands occasionnels.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché, une dérogation peut être accordée lors de circonstances exceptionnelles. »

Le nouveau texte incluant le nouveau marché du quartier Van Meyel, comme ceci (en italique, vous trouverez le texte ajouté) :

« Article 2 – Emplacements – Jours et heures de tenue

2/1 – Emplacements

Les marchés précisés à l'article 1 se tiennent aux lieux suivants :

Le vendredi après-midi : rue Général Leman (entre l'avenue d'Auderghem et la place Van Meyel)

Le samedi matin : place Jourdan

Le dimanche matin : place Jourdan, piétonnier de la place Jourdan, chaussée de Wavre jusqu'à la rue Louis Hap.

Pour chacun de ces marchés, il existe un plan d'emprise avec la distinction des emplacements affectables pour l'exercice de commerces alimentaires ou non alimentaires.

2/2 – Jours et heures de tenue

Les marchés se tiennent aux jours et horaires suivants :

Le vendredi après-midi

- Arrivée des marchands ambulants abonnés à partir de : 12 heures
- Placement des marchands occasionnels : 13 heures
- Ouverture de la vente au public : 14 heures
- Départ des véhicules non affectés à la vente : 14h30
- Fermeture de la vente au public : 20 heures
- Départ des marchands ambulants : 21 heures

Les marchands abonnés sont tenus d'occuper leurs emplacements avant 13 heures.

Le samedi et le dimanche matin

- Arrivée des marchands ambulants abonnés : à partir de 5 heures 30
- Placement des marchands occasionnels : 7 heures 30
- Ouverture de la vente au public : 8 heures
- Départ des véhicules non affectés à la vente : 8 heures 30

- Fermeture de la vente au public : 13 heures
- Départ des marchands ambulants : 14 heures 30

Les marchands abonnés sont tenus d'occuper leurs emplacements avant 7 heures 30.

Au-delà de ces horaires le Concessionnaire est autorisé à disposer des places non occupées et à y installer des marchands occasionnels.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché, une dérogation peut être accordée lors de circonstances exceptionnelles. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten – Amendement

De gemeenteraad,

overwegende de creatie van een nieuw streekmarkt in de Van Meyel-wijk;

overwegende dat het huidige reglement moet aangepast worden om de nieuwe markt in opmerking te nemen;

BESLIST

om het huidige reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten te amenderen als volgt:

De huidige tekst luidt als volgt:

“Artikel 2 – Plaatsen – Marktdagen en -uren

2/1 –Plaatsen

De markten waarvan sprake is in artikel 1 worden gehouden op de volgende plaatsen:

Zaterdagochtend: Jourdanplein

Zondagochtend: Jourdanplein, voetgangersgebied van het Jourdanplein, Waversesteenweg tot Louis Hapstraat

Voor elk van deze markten bestaat er een plan met het onderscheid tussen de standplaatsen die toegewezen kunnen worden voor de uitoefening van voedinghandel of niet-voedinghandel.

2/2 – Marktdagen en -uren

De markten vinden plaats op de volgende dagen en uren:

Zaterdag- en zondagochtend

- Aankomst van de geabonneerde markt-kramers: vanaf 5.30 uur

- Plaatsing van de occasionele handelaars: 7.30 uur
- Opening van de verkoop aan het publiek: 8 uur
- Vertrek van de voertuigen die niet bestemd zijn voor de verkoop: 8.30 uur
- Sluiting van de verkoop aan het publiek: 13 uur
- Vertrek van de marktkramers: 14.30 uur

De geabonneerde handelaars moeten hun standplaatsen voor 7.30 uur bezetten.

Naast deze uren heeft de concessiehouder de toestemming om over niet-bezette standplaatsen te beschikken en er occasionele handelaars te laten plaatsnemen.

De handelaars mogen de markt niet verlaten voor het officiële einde van de markt, een afwijking kan toegestaan worden in uitzonderlijke omstandigheden.”

De nieuwe tekst zou de nieuwe markt van de wijk Van Meyel als volgt omvatten (u vindt de bijgevoegde tekst in cursief):

“Artikel 2 – Plaatsen – Marktdagen en -uren

2/1 – Plaatsen

De markten waarvan sprake is in artikel 1 worden gehouden op de volgende plaatsen:

Vrijdagnamiddag: Generaal Lemanstraat (tussen de Oudergemlaan en het Van Meyelplein)

Zaterdagochtend: Jourdanplein

Zondagochtend: Jourdanplein, voetgangersgebied van het Jourdanplein, Waversesteeweg tot Louis Hapstraat

Voor elk van deze markten bestaat er een plan met het onderscheid tussen de standplaatsen die toegewezen kunnen worden voor de uitoefening van voedinghandel of niet-voedinghandel.

2/2 – Marktdagen en -uren

De markten vinden plaats op de volgende dagen en uren:

Vrijdagnamiddag

- *Aankomst van de geabonneerde marktkramers: vanaf 12 uur*
- *Plaatsing van de occasionele handelaars: 13 uur*
- *Opening van de verkoop aan het publiek: 14 uur*
- *Vertrek van de voertuigen die niet bestemd zijn voor de verkoop: 14.30 uur*
- *Sluiting van de verkoop aan het publiek: 20 uur*
- *Vertrek van de marktkramers: 21 uur*

De geabonneerde handelaars moeten hun standplaatsen voor 13 uur bezetten.

Zaterdag- en zondagochtend

- Aankomst van de geabonneerde marktkramers: vanaf 5.30 uur
- Plaatsing van de occasionele handelaars: 7.30 uur
- Opening van de verkoop aan het publiek: 8 uur
- Vertrek van de voertuigen die niet bestemd zijn voor de verkoop: 8.30 uur
- Sluiting van de verkoop aan het publiek: 13 uur
- Vertrek van de marktkramers: 14.30 uur

De geabonneerde handelaars moeten hun standplaatsen voor 7.30 uur bezetten.

Naast deze uren heeft de concessiehouder de toestemming om over niet-bezette standplaatsen te beschikken en er occasionele handelaars te laten plaatsnemen.

De handelaars mogen de markt niet verlaten voor het officiële einde van de markt, een afwijking kan toegestaan worden in uitzonderlijke omstandigheden.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

14.03.2016/A/0021 **Culte Catholique – Eglise Saint-Henri – Budget 2016**

Le conseil communal,

Attendu que l'Administration Communale de Woluwé St-Lambert nous a transmis le budget 2016 de la fabrique d'Eglise St-Henri, dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune, en vue de soumettre ce document à l'avis de notre conseil communal;

Attendu que le budget a été arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise St-Henri et qu'il se présente comme suit :

<u>RECETTES</u>	<u>2016</u>
ordinaires	9.767,78 €
extraordinaires	1.342.872,22 €
TOTAL	1.352.640,00 €

DEPENSES

relatives au culte	15.380,00 €
ordinaires	13.260,00 €
extraordinaires	1.324.000,00 €
TOTAL	1.352.640,00 €

SOIT EN EQUILIBRE :

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale;

DECIDE

d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget 2016 de la fabrique d'Eglise St-Henri compte tenu de l'intervention communale demandée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Ahmed M'Rabet.

Katholieke Eredienst – Sint Hendrik Kerk – Begroting 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe ons de begroting van de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie over 2016 heeft overgemaakt, aangezien de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van onze gemeente, ten einde dit document aan het advies te onderwerpen van onze Gemeenteraad;

overwegende dat deze begroting werd vastgesteld door de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie en dat zij de volgende inhoud heeft :

<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>2016</u>
gewone	9.767,78 €
buitengewone	1.342.872,22€
TOTAAL	1.352.640,00 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	15.380,00 €
gewone	13.260,00 €
buitengewone	1324.000,00 €
TOTAAL	1.352.640,00 €

HETZIJ IN EVENWICHT

gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst;

gelet op artikel 255, 9° van de gemeentewet;

BESLIST

een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de

begroting over 2016 van de kerkfabriek van de Sint-Hendrikskerk overwegende de gemeentelijke tussenkomst aangevraagd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Ahmed M'Rabet.

14.03.2016/A/0022 **Culte catholique – Notre Dame du Sacré Coeur – Compte 2015**

Le conseil communal,

Vu la décision du 09 février 2016 du Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Coeur arrêtant son compte pour 2015 ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires	€ 22.886,00	
extraordinaires	€ 34.087,85	€ 56.973,85

DEPENSES

relatives au culte	€ 16.713,83	
ordinaires	€ 12.423,47	
extraordinaires	€ 0,00	€ 29.137,30

SOIT AVEC UN BONI DE € 27.836,55

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale;

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2015 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Ahmed M'Rabet.

Katholieke Eredienst – Kerk van O.L.V van het Heilig Hart – Rekening 2015

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 09 februari 2016 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart houdende vaststelling van haar rekening over 2015;

overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft:

ONTVANGSTEN

gewone	€ 22.886,00	
buitengewone	€ 34.087,85	€ 56.973,85

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 16.713,83	
gewone	€ 12.423,47	
buitengewone	€ 0,00	€ 29.137,30

HETZIJ MET EEN BONI VAN € 27.836,55

gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet;

BESLIST

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekening 2015 van de Onze Lieve Vrouw van het Heilig Hartkerk, ondanks het feit dat deze in boni afsluit zonder toegekende gemeentelijke bijdrage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Ahmed M'Rabet.

Colette Njomgang entre en séance / treedt in zitting

Secrétariat - Secretariaat

14.03.2016/A/0023 **Interpellation de Madame Gisèle MANDAILA sur l'intégration du gender budgeting dans les politiques communales**

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les Echevins,
Chers collègues,

En Belgique, différents dispositifs législatifs existent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. On peut citer :

- les articles 10 et 11 bis de la Constitution qui garantissent l'égalité des femmes

et des hommes et notamment l'égal exercice de leurs droits et libertés ;

- la loi du 12 janvier 2007 qui vise à lutter contre les discriminations entre les hommes et les femmes notamment dans l'emploi, la sécurité sociale, l'accès aux activités économiques, sociales et culturelles ;
- l'Ordonnance Gendermainstreaming du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- ainsi que le Plan régional Gendermainstreaming approuvé le 17/12/2015 par le GRBC.

Pour ne citer que ceux- là.

Bien que, depuis quelques années, on observe des progrès indéniables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, il faut cependant reconnaître que les inégalités entre les deux sexes persistent encore dans de nombreux domaines (inégalités salariales, Santé, Emploi, éducation des enfants, les tâches ménagères qui incombent encore à la femme, etc.).

Des mesures dites spécifiques ou mesures de discrimination positive ont été prises pour réduire ces inégalités entre les femmes et les hommes mais celles-ci n'ont pas toujours été efficaces. C'est pourquoi, le gendermainstreaming ou l'approche intégrée de l'égalité qui se veut transversale, systématique et préventive a été mise en place. Elle est transversale parce qu'elle est une stratégie qui s'applique à tous les domaines politiques. Elle est dite systématique parce qu'elle s'applique à toutes les phases du cycle politique et elle est préventive parce qu'elle aide les pouvoirs publics à éviter de mettre en place des politiques qui créent ou renforcent des inégalités entre les femmes et les hommes.

Le gendermainstreaming ne se limite pas à mettre en place des actions positives, mais il intègre systématiquement une approche respectueuse des besoins des femmes et des hommes dans l'ensemble des politiques et actions.

L'objectif du Gendermainstreaming n'est pas de nier les inégalités qui affectent les hommes et les femmes mais bien d'envisager ces questions dans une perspective de genre pour les réduire et améliorer la situation des femmes et des hommes. Pour ce faire, il est important qu'à côté de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques publiques, qu'on intègre également **le gender budgeting** qui permet d'analyser et d'élaborer des budgets en tenant compte de la situation respective des femmes et des hommes. Comme vous le savez, le gender budgeting peut s'appliquer à tous les domaines de compétences politiques tels que l'emploi, la cohésion sociale, la gestion des espaces publics, les sports, les maisons de quartier, l'urbanisme, la culture, la gestion des infrastructures, etc. Vous conviendrez avec moi que si on veut mener une bonne politique qui tienne compte des besoins des femmes et des hommes et qui favorise l'égalité entre ceux-ci, il faut s'en donner les moyens. Lors du vote du budget 2016, le groupe Défi par la voix de notre chef de file, déplorait déjà le fait que la notion de genre ne soit pas intégrée au budget alors que la majorité s'y était engagée dans sa note de politique générale de 2015.

Madame l'échevine, vous nous avez alors assuré d'intégrer la question du gender budgeting dans les politiques communales dès janvier. Mon groupe espère que sa mise en œuvre sera effective dès 2016 et de manière visible dans le budget 2017.

1. Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est ?

2. Quelle stratégie comptez-vous adopter en matière de genderbudgeting, est-ce sur l'ensemble du budget ou allez-vous circonscrire la démarche à des secteurs bien précis ?
3. Enfin, avez-vous été à la rencontre de ceux et celles qui utilisent réellement les différents services et espaces publics de la commune pour ne pas laisser l'analyse des besoins aux seuls experts ?

Je vous remercie.

Madame Mandaila lit son interpellation.

Le bourgmestre donne la parole à Madame Geuten :

« Avant de répondre à vos questions, Madame Mandaila, je tiens à vous remercier pour l'intérêt que vous portez aux projets mis en place dans le cadre de la compétence « Egalité Femmes-Hommes », et plus particulièrement au gender budgeting, dénommé en français le « budget sensible au genre ». Je suis certaine que votre groupe préférera cette dernière appellation !

Votre première question visait à savoir ce qu'il en était de l'intégration du gender budgeting dans les politiques communales, qui était prévue en janvier 2016, de sorte que celui-ci puisse être réellement mis en œuvre dès cette année et être visible dans le budget communal de 2017. Effectivement, nous avons l'intention d'implémenter le gender budgeting à Etterbeek dès 2015, comme nous l'avions indiqué dans la déclaration de politique générale qui accompagnait le budget 2015, afin de pouvoir annoncer un budget 2016 « genré », mais je vais vous retracer succinctement l'historique, de façon que vous ayez un aperçu du point où nous en sommes.

Tout d'abord, il faut savoir que la Région a mis sur pied tout un canevas de formations destinées aux communes-pilotes en matière de gender budgeting, dont Etterbeek fait partie. La coordinatrice du service Egalité Femmes-Hommes a scrupuleusement suivi ces formations qui ont débuté en 2014 et se sont poursuivies jusqu'en septembre 2015, et en a, bien entendu, fait rapport chaque fois. En octobre 2015, la Région a organisé un voyage d'étude à Vienne, qui est une ville exemplaire en matière de gendermainstreaming et de budget sensible au genre. C'est ainsi que le secrétaire, le bourgmestre, le receveur, la fonctionnaire de l'égalité et moi-même, nous nous sommes rendus à Vienne et avons pu, pendant trois jours, recevoir toutes les explications par rapport à tout ce qui y est mis en place en matière de gender budgeting.

Ce voyage nous a confrontés à la réalité d'une ville dont l'expérience en la matière est de plus de 10 ans et il fut décidé de s'en imprégner, avant d'établir une stratégie adaptée à notre réalité locale, et, partant, de postposer de quelques mois, l'adaptation de notre budget communal au « genre ». Nous aurions aimé inscrire quelques articles budgétaires « genrés » au budget 2016, mais ce dernier a été adopté en novembre, alors que notre voyage a eu lieu en octobre ; le délai était donc vraiment trop court (...).

A votre deuxième question portant sur la stratégie que nous comptons adopter en matière de gender budgeting, je répondrai que nous sommes riches de ces expériences acquises et ambitionnons de former les membres du collège, ainsi que les fonctionnaires responsables des services avant la fin du mois de juin, afin d'éviter tout retard dans la réalisation du budget 2017. Nous proposerons également aux conseillers communaux qui le souhaitent, une formation en soirée qui devrait se dérouler en septembre/octobre, avant le vote du budget. Notre souhait est, en toute

évidence, de « genrer » l'entièreté du budget communal (...). Pour ce faire, nous procéderons par étapes et aurons ainsi un an d'avance sur l'obligation régionale qui se profile à l'horizon. En effet, la conseillère régionale en charge de cette matière nous a récemment annoncé la publication, pour le mois de septembre, d'une circulaire visant à obliger les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, à mettre en place le gender budgeting pour 2018.

Enfin, vous souhaitiez savoir si nous avons été à la rencontre de ceux et celles qui utilisent réellement les différents services et espaces publics de la commune. Madame Mandaila, je connais et salue votre intérêt pour le sujet. Je crois savoir que vous avez suivi une formation qui était proposée aux parlementaires, et que vous étiez présente lors du colloque consacré au gender budgeting qui s'est tenu le 22 octobre 2015 à Flagey. Donc, vous savez aussi bien que moi, que la rencontre avec ceux et celles qui utilisent réellement les différents services et espaces publics communaux est une composante essentielle de la réflexion visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Il est manifeste que nos indicateurs seront relevés directement sur le terrain par nos soins. Néanmoins, avant de réaliser ce travail, il est important, d'une part, de former les fonctionnaires en charge d'articles budgétaires, afin qu'ils soient conscientisés aux indicateurs qu'il convient de rechercher, et d'autre part, de proposer aux élus, des outils de réflexion pertinents, afin d'alimenter leur réflexion sur la rectification d'inégalités tant en faveur des femmes que des hommes. J'espère avoir répondu pour l'instant à vos questions, Madame Mandaila. »

Le bourgmestre donne la parole à Madame Mandaila :

« Je vous remercie Madame l'Echevine. J'ai connaissance de votre volonté d'avancer dans le cadre de l'égalité (...) »

Le bourgmestre prend la parole :

« Il faut savoir que l'exécution de la compétence de l'égalité nécessite une adaptation du budget. D'ailleurs, le receveur, le secrétaire et moi en avons discuté lors de notre voyage à Vienne (...) et avons pris la résolution d'adapter le budget 2016. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à le faire, mais celui de 2017 sera bien adapté. A cet égard, je donne la parole à Monsieur Van Bockstal pour qu'il puisse vous donner quelques éléments d'informations complémentaires. »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Bockstal :

« « Dank u vrindelijk ». Je vous remercie pour l'interpellation ainsi que les réponses. Le séminaire à Vienne nous a éclairés sur le gender budgeting, mais nous avons également pu aborder le sujet lors de notre voyage de ce week-end à Louvain, organisé en vue de nous permettre de coordonner nos actions. Je rejoins les propos de ma collègue, Madame Geuten, et voudrais au surplus rappeler que, les services sont enjoint, dès le mois de juin, d'élaborer le budget, de sorte qu'il puisse être effectivement présenté au conseil communal au plus tard au mois de novembre. Je tiens à remercier le bourgmestre car Etterbeek est l'une des communes qui présente simultanément le budget communal et celui du CPAS, et ce, à une période assez avancée. Je m'excuse qu'on n'ait pas su intégrer la question du genre dans le budget communal (...). »

Le bourgmestre prend la parole :

« C'est exact ! C'est parce qu'il y a de nombreuses années, notre commune était chaque fois en douzième provisoire – je crois, Madame Mandaila, que vous n'étiez pas

encore conseillère communale à cette époque – et le budget était alors voté assez tard dans l'année en cause. (...) Il y a eu une nette évolution depuis lors, puisque maintenant le budget est voté entre les mois d'octobre et de novembre de l'année précédente celle sur laquelle porte le budget. Donc, comme l'a souligné Monsieur Van Bockstal, le budget était trop avancé dans son élaboration pour être techniquement modifié, sinon cela aurait considérablement retardé son adoption. »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Bockstal :

« (...) Je vous remercie et adresse mes félicitations à toute l'équipe. J'aimerais juste rappeler que la dimension du genre est, dans une certaine mesure, un élément qui donne une lisibilité supplémentaire au budget qui, même s'il demeure lourd, suscitera, sans aucun doute, un plus grand intérêt de la population, puisqu'il se rapproche plus de ses attentes. Dès lors, nous soutenons entièrement la proposition de Madame Geuten d'intégrer cette dimension de genre au budget. Par ailleurs, j'aimerais rajouter que le bourgmestre m'a informé de son souhait de rendre le budget plus participatif, de sorte à permettre à la population de s'exprimer, non seulement sur l'approbation de certains projets de la commune, mais également sur l'élaboration du budget lui-même (...). Nous travaillons déjà depuis quelques années, sur la lisibilité du budget, en vue de le rendre plus analytique pour qu'il puisse effectivement rendre compte de toutes les informations nécessaires.

Je remercie et tire mon chapeau à Madame Geuten pour son investissement en la matière, et, en ma qualité de responsable des finances, je ne peux que la soutenir et demander à tous mes autres collègues de désigner dans leurs compétences, un article budgétaire qu'ils pourraient inscrire dans le budget, dans le cadre de l'implémentation du gender budgeting. Je vous remercie. »

Le bourgmestre donne la parole à Madame Mandaila :

« Je vous remercie pour les réponses assez détaillées par rapport à cette problématique, mais j'aimerais juste rappeler que, vu que la coordinatrice du service Egalité Femmes-Hommes a entamé les formations sur le gender budgeting depuis 2014, à mon sens, il aurait été judicieux d'intégrer la dimension de genre dans le budget communal depuis lors. Je pense qu'il n'était pas nécessaire d'attendre les séminaires de Vienne pour s'en enquérir. D'ailleurs, vous auriez pu vous inspirer auprès des communes voisines, telles que la commune d'Ixelles qui a déjà intégré le gender budgeting dans sa politique budgétaire.

Toutefois, je voudrais saluer les efforts qui sont mis en place. Notre groupe continuera à être attentif à cette problématique et souhaiterait participer à la formation qui sera proposée aux conseillers, afin de déterminer dans quelle mesure nous pourrions nous impliquer dans la sensibilisation à la politique de genre dans son ensemble, et à l'intégration du gender budgeting dans notre commune. Je pense qu'il est important de se donner les moyens, afin de pouvoir réaliser cette politique d'égalité entre les hommes et les femmes. D'ailleurs, Madame Geuten, vous l'avez souligné lors du colloque : sans moyens, il est difficile de mettre en place cette politique de genre. Je continuerai dès lors à être attentive à cette problématique et à la suivre de près. Je crois qu'en tant que femmes, nous prônons l'égalité non pas seulement pour les femmes, mais également pour les hommes. On a souvent tendance à croire que l'égalité concerne uniquement les femmes, mais le gender budgeting intègre bien la politique pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Je vous remercie. »

Interpellatie van mevrouw Gisèle MANDAILA over de integratie van gender budgeting in het gemeentebestuur

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,

In België bestaan er verschillende wetten op het gebied van gelijkheid van mannen en vrouwen. We kunnen de volgende aanhalen:

- artikels 10 en 11 bis van de Grondwet die de gelijkheid van mannen en vrouwen garanderen en in het bijzonder de gelijke uitoefening van hun rechten en vrijheden;
- de wet van 12 januari 2007 ter bestrijding van de discriminatie van mannen en vrouwen, in het bijzonder op het vlak van werkgelegenheid, sociale zekerheid, toegang tot economische, sociale en culturele activiteiten;
- de ordonnantie gender mainstreaming van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- en het gewestelijk plan gender mainstreaming goedgekeurd op 17/12/2015 door het MBHG.

Om er maar enkele te noemen.

Hoewel er sinds enkele jaren onmiskenbaar vooruitgang vastgesteld wordt op het gebied van gelijkheid van vrouwen en mannen, moeten we toch toegeven dat de ongelijkheid tussen beide geslachten blijft bestaan binnen tal van domeinen (inkomensongelijkheid, gezondheid, werkgelegenheid, opleiding van kinderen, huishoudelijke taken die nog steeds neerkomen op de vrouw, enz.).

Er werden zogenaamde specifieke maatregelen of positieve discriminatiemaatregelen genomen om deze ongelijkheid tussen mannen en vrouwen te verkleinen, maar deze waren niet altijd doeltreffend. Daarom werd gender mainstreaming of de geïntegreerde benadering van de gelijkheid opgericht die transversaal, systematisch en preventief wil zijn. Ze is transversaal omdat ze een strategie is die van toepassing is op alle beleidsdomeinen. Ze is zogenaamd systematisch omdat ze van toepassing is op alle fases van de politieke cyclus en ze is preventief omdat ze de overheid helpt om te vermijden dat ze een beleid invoert dat de ongelijkheid tussen vrouwen en mannen creëert of versterkt.

Gender mainstreaming beperkt zich niet tot het opzetten van positieve acties, maar integreert systematisch een benadering die respect heeft voor de behoeften van vrouwen en mannen in elk beleid en elke actie.

De bedoeling van gender mainstreaming is niet om de ongelijkheid die mannen en vrouwen treft te ontkennen, maar om deze kwestie te overwegen in een genderperspectief om deze ongelijkheid te verkleinen en de situatie van vrouwen en mannen te verbeteren. Hiervoor is het belangrijk dat we niet alleen de genderdimensie integreren in het openbaar beleid, maar dat we ook **gender budgeting** integreren dat het mogelijk maakt om begrotingen te analyseren en op te stellen rekening houdend met de respectieve situatie van vrouwen en mannen. Zoals u weet, kan gender budgeting

toegepast worden op alle domeinen van politieke bevoegdheden zoals werkgelegenheid, sociale cohesie, beheer van de openbare ruimten, sport, buurthuizen, stedenbouw, cultuur, beheer van de infrastructuur, enz. U zult het met mij eens zijn dat als we een goed beleid willen voeren dat rekening houdt met de behoeften van mannen en vrouwen en dat de gelijkheid tussen beiden bevordert, we ons hiervoor de middelen moeten geven. Bij de stemming van de begroting 2016 betreurde de fractie Défi bij monde van onze aanvoerder het feit dat de notie “gender” niet geïntegreerd werd in de begroting hoewel de meerderheid zich daartoe verbonden had in zijn algemene beleidsnota van 2015.

Mevrouw de schepen, u heeft ons toen verzekerd dat de kwestie gender budgeting geïntegreerd zou worden in het gemeentebeleid vanaf januari. Mijn fractie hoopt dat de uitvoering effectief zal zijn vanaf 2016 en zichtbaar zal zijn in de begroting van 2017.

1. Kunt u ons zeggen hoe het hiermee staat?
2. Welke strategie wilt u toepassen op het vlak van gender budgeting, is dat voor de volledige begroting of gaat u dat beperken tot specifieke sectoren?
3. Hebt u de mannen en vrouwen ontmoet die werkelijk gebruik maken van de verschillende diensten en openbare ruimten van de gemeente zodat de behoefteanalyse niet enkel overgelaten wordt aan de deskundigen?

Ik dank u.

Mevrouw Mandaila leest haar interpellatie.

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Geuten:

“Alvorens uw vragen te beantwoorden, mevrouw Mandaila, wil ik u bedanken voor de interesse die u heeft voor de projecten in het kader van de bevoegdheid “Gelijkheid Vrouwen – Mannen” en in het bijzonder voor gender budgeting, wat in het Frans “budget sensible au genre” (Nederlands: gendergevoelige begroting) genoemd wordt. Ik ben er zeker van dat uw fractie de voorkeur heeft voor die laatste benaming!

Uw eerste vraag was erop gericht te weten hoe het staat met de integratie van gender budgeting in het gemeentebeleid, die voorzien was voor januari 2016 zodat die daadwerkelijk uitgevoerd kan worden vanaf dit jaar en zichtbaar kan zijn in de gemeentebegroting van 2017. Het was inderdaad onze bedoeling om gender budgeting te implementeren in Etterbeek vanaf 2015, zoals wij aangegeven hadden in de algemene beleidsverklaring bij de begroting 2015 om een “genderspecifieke” begroting 2016 te kunnen aankondigen, maar ik zal kort het verloop schetsen zodat u een overzicht heeft van de stand van zaken.

Allereerst moet u weten dat het Gewest een opleidingsschema op touw gezet heeft voor de pilotgemeenten op het gebied van gender budgeting, waaronder Etterbeek. De coördinatrice van de dienst Gelijkheid Vrouwen – Mannen heeft die opleidingen nauwgezet gevolgd van 2014 tot september 2015 en heeft daar uiteraard elke keer een verslag van gemaakt. In oktober 2015 heeft het Gewest een studiereis naar Wenen georganiseerd, een voorbeeldstad op het vlak van gender mainstreaming en gendergevoelige begroting. De secretaris, de burgemeester, de ontvanger, de ambtenaar van gelijkheid en ikzelf zijn naar Wenen geweest en hebben gedurende drie dagen uitleg gekregen over alles wat georganiseerd wordt op het vlak van gender budgeting.

Die reis heeft ons geconfronteerd met de werkelijkheid van een stad die al meer dan tien jaar ervaring heeft op dit gebied en er werd beslist om dit volledig in ons op te nemen alvorens een strategie vast te leggen die afgestemd is op onze lokale werkelijkheid en, bijgevolg, om de aanpassing van onze gemeentebegroting aan “gender” enkele maanden uit te stellen. Wij hadden graag enkele “genderspecifieke” begrotingsartikelen ingeschreven in de begroting 2016, maar die werd goedgekeurd in november terwijl wij onze reis gemaakt hebben in oktober; er was dus echt te weinig tijd (...).

Op uw tweede vraag over de strategie die wij willen toepassen op het vlak van gender budget, zal ik het volgende antwoorden: wij hebben veel ervaring opgedaan en wij willen de leden van het college en de diensthoofden voor eind juni een opleiding laten volgen. Op die manier vermijden we dat de opmaak van de begroting 2017 vertraging oploopt. Wij zullen ook de gemeenteraadsleden die dat wensen een avondopleiding voorstellen die zou plaatsvinden in september/oktober, voor de stemming van de begroting.

Natuurlijk is het onze wens om de volledige gemeentebegroting een genderspecifiek karakter te geven (...). Hiervoor zullen wij stap voor stap te werk gaan. Op die manier zullen wij een jaar voorsprong hebben op de gewestelijke verplichting die zich in de toekomst aankondigt. De gewestelijke adviseur die hiervoor verantwoordelijk is heeft ons onlangs aangekondigd dat er in september een omzendbrief gepubliceerd zal worden om de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verplichten gender budgeting in te voeren tegen 2018.

Tot slot wilde u weten of wij de mensen ontmoet hebben die werkelijk gebruikmaken van de verschillende diensten en openbare ruimten van de gemeente. Mevrouw Mandaila, ik ken en waardeer uw interesse voor dit onderwerp. Ik meen te weten dat u een opleiding gevolgd heeft die georganiseerd werd voor parlementairen en dat u aanwezig was op een colloquium over gender budgeting op 22 oktober 2015 in Flagey. U weet dus even goed als ik dat de ontmoeting met diegenen die werkelijk gebruikmaken van de verschillende diensten en openbare ruimten van de gemeente een essentieel onderdeel is van het denkproces dat de ongelijkheden tussen vrouwen en mannen wil verkleinen. Het is duidelijk dat wij onze indicatoren rechtstreeks op het terrein zullen opmeten. Alvorens dit werk uit te voeren is het echter belangrijk om enerzijds de ambtenaren die verantwoordelijk zijn voor de begrotingsartikelen op te leiden zodat zij bewust gemaakt worden van de indicatoren die nagestreefd moeten worden en anderzijds de verkozenen pertinente reflectiemiddelen voor te stellen om hun denkproces over de rechtzetting van de ongelijkheden te corrigeren, zowel ten behoeve van vrouwen als van mannen.

Ik hoop dat ik voorlopig al uw vragen beantwoord heb, mevrouw Mandaila.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Mandaila:

“Ik dank u, mevrouw de schepen. Ik ben op de hoogte van uw wens om vooruitgang te boeken in het kader van de gelijkheid (...)”

De burgemeester neemt het woord:

“U moet weten dat de uitvoering van de bevoegdheid gelijkheid een aanpassing van de begroting vereist. De ontvanger, de secretaris en ik hebben er overigens over gepraat

tijdens onze reis naar Wenen (...) en hebben het besluit genomen om de begroting 2016 aan te passen. Jammer genoeg zijn wij er niet in geslaagd om dat te doen, maar die van 2017 zal wel degelijk aangepast worden. In dit opzicht geef ik het woord aan de heer Van Bockstal zodat hij u enkele bijkomende info-elementen kan geven.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Bockstal:

“Dank u vriendelijk. Ik dank u voor de interpellatie en de antwoorden. Het seminarie in Wenen heeft duidelijkheid gebracht over gender budgeting, maar wij hebben het onderwerp ook kunnen aansnijden tijdens onze reis van dit weekend in Leuven, die georganiseerd werd om onze acties te kunnen coördineren. Ik sluit mij aan bij mijn collega, mevrouw Geuten, en ik zou bovendien in herinnering willen brengen dat de diensten vanaf de maand juni gelast zijn met het opstellen van de begroting zodat die ten laatste in de maand november voorgesteld kan worden aan de gemeenteraad. Ik wil de burgemeester bedanken want Etterbeek is een van de gemeenten die de gemeentebegroting en de begroting van het OCMW gelijktijdig voorstellen en dat vrij vroeg. Mijn excuses dat wij de genderkwestie niet geïntegreerd hebben in de gemeentebegroting (...).”

De burgemeester neemt het woord:

“Dat klopt. Dat is zo omdat onze gemeente vele jaren geleden elke keer een voorlopige twaalfden had – ik denk, mevrouw Mandaila, dat u nog geen gemeenteraadslid was in die tijd – en de begroting werd toen bijgevolg vrij laat op het jaar gestemd. (...) Er is sindsdien een duidelijke evolutie aangezien de begroting nu gestemd wordt tussen oktober en november van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de begroting betrekking heeft. Zoals de heer Van Bockstal benadrukt heeft was de uitwerking van de begroting dus te ver gevorderd om technisch aangepast te worden, zo niet had haar goedkeuring aanzienlijk vertraging opgelopen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Bockstal:

“(...) Ik dank u en mijn complimenten aan het hele team. Ik zou u er alleen maar aan willen herinneren dat de genderdimensie in zekere mate een element is dat de begroting een extra leesbaarheid geeft. Hoewel die begroting zwaar blijft, zal ze ongetwijfeld meer belangstelling opwekken bij de bevolking aangezien ze meer in de buurt komt van haar verwachtingen. Wij steunen dan ook volledig het voorstel van mevrouw Geuten om die genderdimensie in de begroting te integreren. Bovendien zou ik willen toevoegen dat de burgemeester mij op de hoogte gebracht heeft van zijn wens om de begroting meer inspraak bevorderend te maken zodat de bevolking haar mening kan geven, niet alleen over de goedkeuring van bepaalde projecten van de gemeente, maar ook over de uitwerking van de begroting zelf (...). Wij werken al enkele jaren aan de leesbaarheid van de begroting met het doel ze analytischer te maken zodat ze echt alle noodzakelijke informatie kan vermelden.

Ik dank mevrouw Geuten en neem mijn petje voor haar af vanwege haar investering op dit gebied en als verantwoordelijke van de financiën kan ik haar alleen maar steunen en al mijn andere collega's vragen om in hun bevoegdheden een begrotingsartikel aan te duiden dat ze in de begroting zouden kunnen inschrijven in het kader van de implementatie van gender budgeting. Ik dank u.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Mandaila:

“Ik dank u voor de vrij gedetailleerde antwoorden in verband met deze problematiek, maar ik zou graag nog in herinnering brengen dat, aangezien de coördinatrice van de

dienst Gelijkheid Vrouwen – Mannen met de opleidingen over gender budget gestart is in 2014, het volgens mij verstandig geweest zou zijn om de genderdimensie sindsdien te integreren in de gemeentebegroting. Ik denk dat het niet nodig was om de seminaries van Wenen af te wachten om onderzoek te doen. Bovendien had u inspiratie kunnen opdoen bij de buurgemeenten zoals Elsene dat gender budgeting al geïntegreerd heeft in zijn begrotingsbeleid.

Toch zou ik mijn waardering willen uitspreken voor de inspanningen die geleverd worden. Onze fractie zal aandacht blijven besteden aan deze problematiek en zou willen deelnemen aan de opleiding die georganiseerd zal worden voor de raadsleden om te bepalen in welke mate wij betrokken zouden kunnen worden in de bewustmaking van het genderbeleid in het algemeen en van de integratie van gender budgeting in onze gemeente. Ik denk dat het belangrijk is om zich de middelen te geven om het beleid voor de gelijkheid van mannen en vrouwen te realiseren. U heeft het overigens benadrukt tijdens het colloquium, mevrouw Geuten: zonder middelen is het moeilijk om dit genderbeleid uit te voeren. Ik zal dan ook aandacht blijven besteden aan die problematiek en van dichtbij blijven opvolgen. Ik denk dat wij als vrouw de gelijkheid niet alleen prijzen voor vrouwen, maar ook voor de mannen. Wij hebben vaak de neiging om te geloven dat de gelijkheid enkel betrekking heeft op vrouwen, maar gender budgeting integreert wel degelijk het beleid voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen. Ik dank u.”

De raad hoort de interpellatie.

14.03.2016/A/0024 **Motion de Monsieur Arnaud VAN PRAET visant l'instauration d'un règlement relatif à l'interdiction du maintien et à l'enlèvement des graffitis**

Vu l'art. 117 et 119bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 25 janvier 2007 visant à réprimer le graffiti et la dégradation des propriétés immobilières et modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la Loi du 24 mai 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement général de police ;

Vu le Plan propreté communal 2015-2018 ;

Le Conseil communal d'Etterbeek arrête :

REGLEMENT RELATIF A L'INTERDICTION DU MAINTIEN ET A L'ENLEVEMENT DES GRAFFITIS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1. Le présent règlement s'applique sur tout le territoire communal.

Pour autant que de besoin, il est applicable à tout bien mobilier ou immobilier. Toutefois, sont exclues les parties intérieures d'immeuble et les parties d'immeuble non visibles depuis l'espace public.

Art. 2. Le présent règlement complète, sans leur porter préjudice, les dispositions du Règlement général de police.

Art. 3. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement :

- a) **Domaine public** : ensemble des biens affectés directement à l'usage du public ou à la poursuite d'une mission de service public, et notamment les voiries, squares et places publiques, les trottoirs, les escaliers publics, le mobilier urbain, les abribus, les parcs et jardins publics, les terrains de jeux, etc ;
- b) **Graffiti** : un ou plusieurs dessin, symbole, lettre, signature, figure, inscription, tache, de quelque manière qu'il soit produit et apposé ;
- c) **Propriétaire** : tout titulaire d'un droit réel mobilier ou immobilier sur lequel porte, de par la loi ou la jurisprudence, l'obligation d'entretien de la chose ou tout représentant légal de celui-ci (syndic, administrateur, etc.).

CHAPITRE II

INTERDICTION D'APPOSER ET DE CONSERVER UN GRAFFITI

Art. 4. Nul n'a le droit d'apposer, de faire apposer ou de permettre l'apposition de graffiti sur une propriété privée ou sur le domaine public.

Art. 5. Nul ne peut maintenir un graffiti sur sa propriété.

Art. 6. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut déroger à cette interdiction, soit d'initiative, soit sur demande écrite introduite devant lui. Toute dérogation nécessite l'accord préalable et écrit du propriétaire.

Il rend sa décision de manière motivée.

CHAPITRE III

ENLEVEMENT DE GRAFFITI PAR LA COMMUNE D'ETTERBEEK

Art. 7. La Commune d'Etterbeek organise un programme d'enlèvement des graffiti sur le domaine public et les propriétés privées.

Art. 8. Le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne un fonctionnaire délégué afin d'assurer la gestion opérationnelle de ce programme. Dans les cas visés par le présent règlement, il rend avis au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 9. Le fonctionnaire délégué est ainsi saisi :

- a) Des constats de la présence de graffiti sur le domaine public et les propriétés privées dressés par les agents communaux-constatateurs, au sens de la loi du 24 mai 2013 relative aux sanctions administratives communales ;
- b) Des constats de même nature dressés par les fonctionnaires de police et les agents de police ;
- c) Des demandes d'enlèvement de graffiti valablement introduites sur base l'article 14, a) du présent règlement.

Art. 10. Le fonctionnaire délégué assure une bonne collaboration entre la Commune d'Etterbeek et la Zone de police Montgomery en vue de favoriser l'identification et la poursuite des auteurs de graffiti.

CHAPITRE IV

ENLEVEMENT DE GRAFFITI SUR LE DOMAINE PUBLIC

Art. 11. L'enlèvement de graffiti sur le domaine public communal est opéré dans les 60 jours de leur constat.

Art. 12. L'enlèvement de graffiti sur le domaine public non communal, au même titre que la gestion, l'entretien et la police de leurs infrastructures, est opéré par les services publics compétents.

Dès constat, le fonctionnaire délégué notifie au service public concerné, par courrier recommandé, une demande d'enlèvement endéans un délai de 60 jours. Un reportage photographique est annexé à la demande.

Passé ce délai, à défaut d'enlèvement, le fonctionnaire délégué en avise le Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel peut se substituer au service public défaillant auquel il pourra réclamer ensuite le remboursement des frais engagés.

Art. 13. L'enlèvement de graffiti sur le patrimoine immobilier d'un organisme public ou privé, exerçant une mission de service public, est opéré par cet organisme.

Dès constat, le fonctionnaire délégué notifie à l'organisme concerné, par courrier recommandé, une demande d'enlèvement endéans un délai de 60 jours. Un reportage photographique est annexé à la demande.

Passé ce délai, à défaut d'enlèvement, le fonctionnaire délégué en avise le Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel peut se substituer à l'organisme défaillant auquel il réclamera ensuite le remboursement des frais engagés.

CHAPITRE V

ENLEVEMENT DE GRAFFITI SUR LES PROPRIETES PRIVEES

Art. 14. La Commune d'Etterbeek effectue, à ses frais, et dans la réserve des crédits budgétaires disponibles, l'enlèvement des graffiti sur les propriétés privées :

- a) A la demande du propriétaire du bien visé, du locataire ou de son occupant, adressée par écrit au Service de la Propreté publique ;
- b) D'initiative, après constat, par les agents communaux-constatateurs ou par les fonctionnaires ou agents de police, de la présence d'un graffiti. Dans ce cas, ledit constat et une proposition d'enlèvement sont adressés, par écrit, au propriétaire du bien, lequel a 15 jours pour y répondre.

Art. 15. Toute intervention communale en vue de l'enlèvement d'un graffiti existant est conditionnée au consentement préalable et écrit du propriétaire. ~~A cet effet, un formulaire de consentement est annexé au présent règlement.~~

Il doit, en outre, avoir exonéré la Commune d'Etterbeek et tout opérateur agissant pour

le compte de celle-ci de toute responsabilité en cas de dommages à sa propriété pouvant être causés lors de l'exécution de l'enlèvement du graffiti en bon père de famille et dans les règles de l'art.

Art. 16. En cas de refus ou de défaut, pour le propriétaire, de consentir à l'enlèvement d'un graffiti conformément aux articles 14 et 15, le fonctionnaire délégué adresse à celui-ci, par courrier recommandé, une mise en demeure de se conformer, sous 30 jours, aux prescrits de l'article 5 du présent règlement et dans le même délai, de procéder ou de faire procéder à l'enlèvement de celui-ci.

Si ce délai court durant la période de vacances collectives recommandée pour le secteur de la Construction pour l'Arrondissement de Bruxelles, il en est d'autant prorogé.

Tant que court le délai, le propriétaire peut toujours marquer son accord à l'intervention de la Commune d'Etterbeek, dans les conditions de l'article 15.

Art. 17. En cas de refus ou de défaut de se conformer à la mise en demeure visée à l'article 16, le fonctionnaire délégué saisit l'agent communal sanctionnateur désigné, à cette fin, par le Conseil communal.

Art. 18. Tout graffiti ou partie de graffiti, situé à plus de cinq mètres du sol, peut, le cas échéant, justifier la facturation, au propriétaire, du coût des équipements utilisés pour y accéder.

CHAPITRE VI

SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Art. 19. Tout refus ou défaut, pour un propriétaire, de se conformer à l'interdiction visée à l'article 5 du présent règlement est passible d'une amende administrative de maximum 350 euros.

Art. 20. Le montant de l'amende est proportionné à la gravité des faits et fonction de l'éventuelle récidive.

Art. 21. La procédure est menée devant l'agent communal sanctionnateur, dans les conditions de la loi du 24 mai 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Le présent règlement entre en vigueur le 1er avril 2016.

ANNEXE

FORMULAIRE D'AUTORISATION D'ACCÈS ET D'EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

Propriétaire

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Représentant du propriétaire (s'il y a lieu)

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Adresse de l'intervention :

~~Le propriétaire consent à donner accès à la propriété, localisée à l'adresse ci-dessus mentionnée, aux représentants de la Commune d'Etterbeek et de l'entrepreneur, le cas échéant, désigné par elle, afin qu'ils puissent exécuter sur sa propriété les travaux d'enlèvement, de nettoyage ou de masquage de graffiti visibles de la rue, de même que les récidives à venir, le cas échéant. La Commune d'Etterbeek et l'entrepreneur n'ont pas d'obligation de résultat.~~

~~Les coûts des travaux effectués ainsi que les produits utilisés sont en totalité à charge de la Commune d'Etterbeek. Tout graffiti ou partie de graffiti, situé à plus de cinq mètres du sol, peut, le cas échéant, justifier la facturation, au propriétaire, du coût des équipements utilisés pour y accéder.~~

~~Le propriétaire est avisé que les travaux peuvent laisser certaines traces, démarcations ou autres sur les surfaces traitées. Il exonère la Commune d'Etterbeek et l'entrepreneur qui exécute les travaux de toute responsabilité en cas de dommage à sa propriété pouvant être causés lors de l'exécution des travaux d'enlèvement du graffiti en bon père de famille et dans les règles de l'art.~~

~~J'autorise, dans les termes ci-énoncés, la Commune d'Etterbeek à procéder ou à faire procéder aux travaux d'enlèvement, de nettoyage ou de masquage de graffiti.~~

Date :

Signature :

Amendement de Monsieur Arnaud Van Praet approuvé à l'unanimité:

Le premier alinéa de l'article 15 est modifié comme suit :

« Toute intervention communale en vue de l'enlèvement d'un graffiti existant est conditionnée au consentement préalable et écrit du propriétaire. A cet effet, le Collège des Bourgmestre et Echevins arrête un formulaire de consentement. »

Le formulaire d'autorisation d'accès et d'exonération de responsabilité en annexe de la motion est donc supprimé.

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je présenterai succinctement la motion – je pense que nous avons tous pu en prendre connaissance – ainsi que l'amendement qui est déposé sur les bancs. Celui-ci fait suite à une remarque des services communaux, qui me semble fondée et qu'il ya lieu de prendre en considération.

Depuis de longues années, Etterbeek a une politique de lutte contre les graffitis et de

collaboration avec les propriétaires, pour enlever ceux-ci. Notre commune compte, ainsi, parmi celles qui œuvrent gratuitement pour ôter les graffitis et les tags des façades. Donc, c'est une politique qui n'est pas nouvelle et, sous ce collègue, Madame l'Echevine de la propreté, Marie-Rose Geuten a, avec la collaboration du bourgmestre, poursuivi et intensifié la lutte contre les graffitis à Etterbeek. Il s'agit indéniablement de l'une des formes d'incivilités, de salissures qui se voit le plus et qui mérite une attention particulière.

On observe que diverses communes bruxelloises ont adopté un règlement propre à la lutte contre les graffitis. Etterbeek n'en comptait pas jusqu'à ce jour, et c'est l'intention de l'initiative que j'ai formulée par cette motion. Ce règlement ne prétend pas s'appliquer au quotidien, mais vise à être opérationnel et à pouvoir intervenir, lorsque les propriétaires – exclusivement car cela relève de leur responsabilité – sont en défaut de répondre favorablement à la proposition de la commune d'ôter des graffitis de leurs façades ou s'y refusent. Ce règlement érige en infraction administrative, le fait de maintenir des graffitis sur sa façade et, de fait, légitime plus fortement l'intervention des pouvoirs publics. Assurément, l'objectif n'est pas de contraindre les propriétaires à recourir d'emblée aux services communaux, puisque ceux-ci restent libres de faire appel à une société privée s'ils le souhaitent. Néanmoins, ils sont tenus de faire procéder, dans un certain délai, à l'enlèvement des graffitis, sinon ils risquent de s'exposer à une sanction.

Incontestablement, lorsqu'en tant que pouvoir public, on oblige les propriétaires privés à adopter un comportement, il est important que le pouvoir public se plie, de la même manière, à la même obligation. D'ailleurs, vous aurez remarqué que le règlement débute par des mesures qui concernent le domaine public. Ainsi, la commune s'oblige moralement à recenser sur son territoire, sur son domaine public, les tags existants – qui sont assez nombreux – et à enlever ceux-ci. Le règlement ne vise donc pas uniquement les propriétés privées, mais également le patrimoine communal.

Tout règlement a bien évidemment sa légitimité, dès lors qu'une sanction vient régir son respect. Dans cette perspective, nous avons choisi d'assortir les manquements au règlement, de sanctions administratives communales qui se développent de plus en plus. Ainsi, le règlement prévoit une procédure dont je vous épargne les détails et dans le cadre duquel un fonctionnaire sanctionnateur peut infliger, dans le respect des droits de la défense, une sanction administrative d'un montant maximal de 350 €, variable en fonction des éventuelles récidives, comme la loi votée par Madame Milquet en dispose.

Monsieur le Président, l'amendement que je souhaite présenter concerne l'alinéa premier de l'article 15 du règlement, qui stipule qu'avant l'intervention communale en vue de l'enlèvement d'un graffiti existant, l'autorisation préalable et écrite du propriétaire est nécessaire. La motion était accompagnée, à cet égard, d'une proposition de formulaire pouvant consacrer cette autorisation. Cependant, je me suis rendu compte, a posteriori, que les services communaux disposaient de formulaires similaires dans l'intention, mais plus complets et mieux élaborés. Par conséquent, il m'a paru incongru d'imposer, par voie réglementaire, un formulaire qui n'était pas adapté. Donc, l'amendement vise à supprimer la dernière phrase du premier alinéa de l'article 15 et à la remplacer par : « A cet effet, le Collège des Bourgmestre et Echevins arrête un formulaire de consentement. ». De cette manière, le collège pourra adopter librement et en tout temps, un formulaire qui permette aux propriétaires d'exprimer,

par écrit, leur accord à l'intervention communale. Voilà ! »

Le bourgmestre prend la parole :

« Merci Monsieur Van Praet pour ce remarquable exposé. (...) »

Le bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Merci Monsieur le Président. Nous remercions Monsieur Van Praet pour sa motion, parce qu'il est important, pour le bien vivre ensemble, de pouvoir évoluer dans un cadre de vie agréable et propre. Malheureusement, les graffitis intempestifs renforcent le sentiment d'insécurité. Nous apprécions l'initiative qu'a prise la commune, de proposer le détaggage gratuit aux habitants (...). Et il est intéressant que cette motion ambitionne d'élargir cette politique aux biens publics. Après avoir examiné le texte, nous voudrions souligner notre inquiétude quant aux informations qui seront portées à l'attention des propriétaires ; il ne faudrait pas qu'une personne déjà pénalisée par un graffiti, se sente doublement victime, si elle reçoit une nouvelle sanction. Etes-vous certain que les étapes administratives sont suffisantes avant la sanction ? Parce qu'actuellement, les deux premiers enlèvements de tags sont gratuits, mais si des personnes sont victimes d'un acharnement ou habitent des endroits qui attirent particulièrement les tagueurs, seront-elles sanctionnées, si elles se décourageaient ? Concernant l'article 14, nous lisons que la commune effectue les détaggages dans la réserve des crédits budgétaires. Si le détaggage devient obligatoire, cette réserve pourra-t-elle être suffisante ? »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus de Warnaffe :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Nous remercions Monsieur Van Praet pour sa proposition que nous trouvons très intéressante et pertinente. Nous avons deux remarques à formuler. Tout d'abord, il serait judicieux de connaître le bilan que la commune fait sur le nombre d'interventions de détaggage, afin qu'on puisse les évaluer en termes quantitatif et budgétaire. Notre deuxième remarque est relative à la lisibilité du texte. En effet, la deuxième phrase du point b) de l'article 14 du règlement est libellée comme suit : « Dans ce cas, ledit constat et une proposition d'enlèvement est adressé (...) ». N'est-il pas plus approprié de dire : « Dans ce cas, ledit constat et une proposition d'enlèvement sont adressés (...) » ou « Dans ce cas, ledit constat comprenant une proposition d'enlèvement est adressé (...) » ? Je vous remercie. »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani Ilungu :

« Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues, toute initiative qui vise le renforcement de moyens et leur efficacité pour lutter contre un phénomène social aussi désagréable que les graffitis est bienvenue. J'ai tout simplement une petite observation concernant l'article 15 de ce projet de règlement, dans lequel la responsabilité de la commune est évoquée. L'article stipule que la responsabilité de la commune n'est pas engagée, en cas de dommages causés à la propriété lors du détaggage, si ce dernier a été effectué en bon père de famille et dans les règles de l'art. On semble donc exclure la responsabilité de la commune, d'où ma question : la commune a-t-elle déjà investigué sur le professionnalisme des personnes qui effectuent ces travaux et a-t-elle conscience de sa responsabilité ? Merci. »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Merci Monsieur le Président. J'aimerais saluer l'évolution de la lutte contre les tags. Vous vous souviendrez qu'il y a une dizaine d'années, j'avais interpellé sur cette problématique et, à l'époque, il m'avait été répondu que, pour des raisons budgétaires,

le seul service gratuit que la commune pouvait rendre au public était de mettre à sa disposition, les outils adéquats lui permettant d'enlever les graffitis de sa façade. Je constate avec satisfaction que la lutte contre les graffitis a évolué, et ce, bien entendu grâce aux moyens budgétaires qui se sont dégagés et qui ont, de ce fait, permis de mettre en place un service plus proactif pour lutter contre la disparition des graffitis.

En ce qui concerne cet ambitieux projet de voir les graffitis enlevés, non seulement de l'espace public (...), mais également de responsabiliser les particuliers quant à la présence de graffitis et l'obligation qu'ils auraient de les enlever, j'ai une petite interrogation concernant la manière dont certains vont comprendre ce règlement, même si notre groupe est favorable à cette responsabilisation. J'en veux notamment à la formulation de l'article 3, (...) qui considère le propriétaire, comme la personne à qui incombe l'obligation de l'enlèvement des graffitis. En effet, l'article définit le propriétaire comme le « titulaire d'un droit réel mobilier ou immobilier sur lequel porte, de par la loi ou la jurisprudence, l'obligation d'entretien de la chose ou tout représentant légal de celui-ci (syndic, administrateur, etc.) ». Je crains que cette définition crée dans le chef des locataires de certains biens, une certaine insouciance quant à la présence de graffitis sur ces biens (...). Peut-être, pourrait-on adapter la définition et les obligations des uns et des autres, car certains propriétaires pourraient considérer que c'est au locataire, qu'il revient de nettoyer les volets tagués par exemple, d'autant que l'article 5, qui dispose que « Nul ne peut maintenir un graffiti sur sa propriété », pourrait encourager un locataire à ne pas se sentir concerné par cette obligation. Je cherche avec vous, un moyen pour éventuellement éviter des ambiguïtés quant à la finalité de l'objectif qui est visé par votre proposition. Je suis enthousiaste quant à l'évolution des choses, mais je pense qu'une clarification du texte vis-à-vis des locataires s'impose, car les propriétaires ou tous ceux qui ont un droit réel immobilier, auront certainement conscience de l'obligation qui leur incombe, mais les autres non. Le souci va apparaître, de manière plus criante, dans les copropriétés. Qui sera sanctionné, lorsqu'il y aura un tag sur un volet d'une copropriété : (...) l'association des copropriétaires, le syndic, le propriétaire du bien tagué ? Je crois que, là aussi, un important travail pédagogique est nécessaire, mais cela permettra d'éviter toute ambiguïté dans le chef des personnes qui devront se sentir contraintes, soit d'accepter la proposition de détaggage qui leur sera faite, soit de prendre, tout simplement, l'initiative de l'enlèvement et de faire appel, si elles le souhaitent, à une entreprise privée.

Par ailleurs, je rejoins ma collègue du groupe Ecolo, Madame Servais, sur l'aspect budgétaire : les frais de détaggage sont-ils prévus ? Indépendamment de cela, sauf erreur, il me revient que, lorsqu'on faisait appel à la commune pour un détaggage, il y avait l'obligation de recouvrer la façade, d'un produit qui rend plus difficile, voire impossible l'apposition de nouveaux tags. Cette obligation est-elle comprise dans l'intervention de la commune ? Le cas échéant, y a-t-il un budget prévu pour l'apposition d'un tel produit sur toutes les façades qui feront l'objet d'un détaggage de la part de la commune ?

Voilà les interrogations que me suscite votre proposition de règlement ! Bien entendu, mon dessein est de trouver une solution pour que l'enlèvement des graffitis se fasse de la manière la plus efficace possible, et en y consacrant les moyens nécessaires. Je vous remercie. »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Chers collègues, je vous remercie pour votre soutien. Je répondrai brièvement à vos questions, parce que je pense que beaucoup d'entre elles relèvent de la compétence du collège, à qui je cèderai rapidement la parole. En ce qui concerne l'information des propriétaires sur la procédure aboutissant à une sanction administrative, je pense qu'elle constitue une épreuve déjà bien connue des services communaux. Dans une volonté d'entrer en contact avec les propriétaires et de les sensibiliser, le règlement que je propose, prévoit que les services communaux adressent, par voie ordinaire, un premier courrier au propriétaire concerné, dans lequel ils portent à la connaissance de celui-ci, la possibilité de l'enlèvement gratuit des graffitis par leurs soins. Si le propriétaire ne réagit pas endéans un certain délai, un second courrier lui est d'office adressé, et ce, par voie recommandée, afin de s'assurer qu'il le reçoive. On se trouve alors dans le cas de figure, où le règlement s'applique. Bien évidemment, cela n'empêche pas toute autre campagne d'approche de sensibilisation des propriétaires. Je n'éprouve aucune inquiétude à cet égard et ne doute pas que les services communaux sensibilisent les propriétaires au problème des graffitis et leur expliquent vraiment que le but est, non pas de les « chasser », mais de leur rendre un service pour maintenir la beauté et la qualité de leurs bâtiments.

En ce qui concerne la gratuité de l'intervention de la commune en cas d'acharnement, le règlement ne l'évoque pas expressément, mais, en toute logique, la gratuité demeure la règle dans l'esprit du règlement. Il serait, en effet, improbe, voire contraire aux objectifs du règlement, de facturer à un propriétaire qui subirait un acharnement dont il n'est pas responsable, les interventions de la commune, quel que soit leur nombre. Monsieur Gasia, je n'ai pas évoqué des éléments techniques au-delà de l'enlèvement dans le règlement. Il existe effectivement des produits, qui peuvent être appliqués sur les façades à titre préventif et qui permettent de faciliter, en aval, l'enlèvement des tags, mais je n'en ai pas fait mention dans le règlement. Le collège reste, au demeurant, libre de compléter le règlement, de toute autre mesure préventive, qu'elle soit technique ou autre, dans l'intérêt de la population.

En ce qui concerne le choix de viser exclusivement les propriétaires, le règlement prévoit que toute personne qui a un intérêt ou un lien avec le bien peut solliciter l'intervention de la commune. Il peut s'agir du propriétaire, du locataire, du commerçant, de l'occupant, etc. ; toutes ces personnes sont sensibilisées et sont habilités à introduire une demande d'enlèvement de graffitis auprès de la commune. Toutefois, la règle en région bruxelloise veut que ce soit le propriétaire qui marque accord sur l'intervention de la commune, car il y a toujours une possibilité qu'on puisse porter atteinte, non pas à la stabilité du bâtiment, mais à la qualité d'une pierre. C'est donc logique que le propriétaire soit contacté en premier lieu.

Enfin, en ce qui concerne les complexités dans le cas des copropriétés, je pense que les services communaux ont déjà l'habitude d'entreprendre des démarches avec les copropriétés, que ce soit dans le cadre de cette problématique-ci ou dans d'autres et cela n'empêche pas que le contact puisse être pris avec le syndic qui est souvent connu des services communaux. Voilà ! »

Le bourgmestre prend la parole :

« (...) Il s'agit d'un dossier dans lequel je me suis personnellement impliqué aux côtés du service des travaux et de l'échevine de la propreté, parce que, initialement, on avait passé un marché public permettant aux propriétaires privés de faire nettoyer leurs façades par une société désignée par le marché public. Certes, cette procédure a

produit un certain résultat, mais (...) on s'est rendu compte qu'elle était trop lente. Et les situations à la chaussée de Wavre, à la Chasse, à l'avenue Eudore Pirmez, etc. sont tout à fait intolérables et ne peuvent perdurer. Donc, on a décidé de doter la Mission locale, d'une camionnette et d'une machine spécifiques pour l'enlèvement des tags et engagé un fonctionnaire expérimenté dans le domaine. L'idée est aussi de former le personnel sous contrat PTP (Programme de transition professionnelle) au sein de la Mission locale, à ce genre de travaux, mais aussi à des tâches plus simples, telles que la peinture des volets en bois qui auraient fait l'objet de tags.

Par ailleurs, je me suis entretenu avec le Secrétaire pour anticiper la phase préalable à l'accord du propriétaire. A cet égard, nous avons décidé de confier à un fonctionnaire – qui travaillera sur base des instructions de l'agent en charge de la propreté publique au service des Travaux – tout d'abord, de prendre des photographies de l'ensemble des tags qu'il découvre en rue, ensuite, de recueillir, via le cadastre, les coordonnées des propriétaires des bâtiments concernés et enfin de contacter ceux-ci pour demander leur accord, afin que la commune, par le biais de la Mission locale, puisse procéder au nettoyage gratuit des tags. Cela constitue déjà, pour répondre à la préoccupation de Madame Servais, une étape antérieure à l'application du règlement. Donc, il y a vraiment trois étapes précédant l'imposition d'une sanction administrative.

Il est clair que le but du règlement n'est pas de sanctionner, mais d'arriver à ce qu'on nettoie et de motiver pour qu'on nettoie. Néanmoins, je pense qu'il ne serait pas anormal d'infliger une sanction administrative, si le propriétaire refuse à trois reprises de faire nettoyer, même gratuitement, sa façade, eu égard à l'agression qu'impliquent les tags au niveau des pouvoirs publics et de l'environnement et au sentiment d'insécurité qu'ils génèrent. Vous devez savoir que je me suis également impliqué au niveau des agents de quartier, (...) qui, ayant désormais tous la qualité de constatateur, ont commencé à dresser des constats des incivilités qu'ils rencontrent dans la rue. (...) Le marché initial permettant aux propriétaires de faire nettoyer leurs façades, que j'ai évoqué au début de mon intervention, se maintient. Le nouveau dispositif mis en place via la Mission locale vient s'y greffer et le règlement, pour lui donner « un coup de fouet » et faire en sorte que la procédure soit plus rapide. Voilà !»

Le Conseil approuve le texte amendé.
30 votants : 30 votes positifs.

Motie van de heer Arnaud VAN PRAET tot invoering van een reglement betreffende het verbod om graffiti te behouden en de verwijdering van graffiti

Gelet op artikels 117 en 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 25 januari 2007 tot bestraffing van graffiti en beschadiging van onroerende eigendommen en tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

gelet op de wet van 24 mei 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het algemeen politiereglement;

gelet op het gemeentelijke Netheidsplan 2015-2018;

bepaalt de gemeenteraad van Etterbeek:

REGLEMENT BETREFFENDE HET VERBOD OM GRAFFITI TE BEHOUDEN EN DE VERWIJDERING VAN GRAFFITI

HOOFDSTUK I

ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 1. Dit reglement is van toepassing op het volledige grondgebied van de gemeente.

Voor zover als nodig, is het van toepassing op elk roerend of onroerend goed. Zijn echter uitgesloten het interieur van gebouwen en de delen van gebouwen die niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Art. 2. Dit reglement is een aanvulling op de bepalingen van het algemeen politiereglement, zonder hieraan afbreuk te doen.

Art. 3. De volgende definities zijn van toepassing op dit reglement:

a) Openbaar domein: geheel van de goederen die rechtstreeks bestemd zijn voor het gebruik door het publiek of het nastreven van een opdracht van openbare dienstverlening en in het bijzonder de openbare wegen, plantsoenen en pleinen, de voetpaden, de openbare trappenhuisen, het stadsmeubilair, de bushokjes, de openbare parken en tuinen, de speelterreinen, enz.;

b) Graffiti: een of meerdere tekeningen, symbolen, letters, handtekeningen, figuren, opschriften, vlekken op welke wijze dan ook veroorzaakt en aangebracht;

c) Eigenaar: elke titularis van een roerend of onroerend zakelijk recht waarop, via de wet of de rechtspraak, de verplichting rust te voorzien in het onderhoud van het goed of elke wettelijke vertegenwoordiger van deze titularis (syndicus, zaakwaarnemer, enz.).

HOOFDSTUK II

VERBOD OM GRAFFITI AAN TE BRENGEN EN TE BEHOUDEN

Art. 4. Niemand heeft het recht om graffiti aan te brengen, te laten aanbrengen of toestemming te geven voor het aanbrengen ervan op een privé-eigendom of op het openbaar domein.

Art. 5. Niemand mag graffiti op zijn eigendom behouden.

Art. 6. Het college van burgemeester en schepenen kan afwijken van dit verbod, hetzij op eigen initiatief, hetzij op schriftelijk verzoek dat bij het college ingediend werd. Voor elke afwijking is de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de eigenaar nodig.

Het college neemt een gemotiveerde beslissing.

HOOFDSTUK III

VERWIJDERING VAN GRAFFITI DOOR DE GEMEENTE ETTERBEEK

Art. 7. De gemeente Etterbeek organiseert een programma voor de verwijdering van graffiti op het openbaar domein en de privé-eigendommen.

Art. 8. Het college van burgemeester en schepenen wijst een afgevaardigd ambtenaar aan voor het operationele beheer van dit programma. In de gevallen bedoeld in dit reglement adviseert hij het college van burgemeester en schepenen.

Art. 9. De afgevaardigd ambtenaar neemt zo in behandeling:

- a) De vaststellingen van de aanwezigheid van graffiti op het openbaar domein en de privé-eigendommen opgesteld door de gemeenteambtenaren-vaststellers, in de zin van de wet van 24 mei 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
- b) De vaststellingen van dezelfde aard opgesteld door de politieambtenaren en politieagenten;
- c) De verzoeken tot verwijdering van graffiti die rechtsgeldig ingediend werden op basis van artikel 14, a) van dit reglement.

Art. 10. De afgevaardigd ambtenaar verzekert een goede samenwerking tussen de gemeente Etterbeek en de politiezone Montgomery om de identificatie en de vervolging van graffitispuiters te bevorderen.

HOOFDSTUK IV

VERWIJDERING VAN GRAFFITI OP HET OPENBAAR DOMEIN

Art. 11. De graffiti op het openbaar domein van de gemeente wordt binnen de 60 dagen na vaststelling verwijderd.

Art. 12. De verwijdering van graffiti op het niet-gemeentelijke openbaar domein, net als het beheer, het onderhoud en de politie van hun infrastructures, wordt uitgevoerd door de bevoegde openbare diensten.

Onmiddellijk na de vaststelling deelt de afgevaardigd ambtenaar, per aangetekend schrijven, een verzoek tot verwijdering binnen een termijn van 60 dagen mee aan de openbare dienst. Een fotoreportage wordt bij het verzoek gevoegd.

Als de termijn verlopen is en de graffiti niet verwijderd werd, brengt de afgevaardigd ambtenaar het college van burgemeester en schepenen hiervan op de hoogte, dat de plaats van de in gebreke blijvende openbare dienst kan innemen van wie het de terugbetaling van de gemaakte kosten zal kunnen eisen.

Art. 13. De verwijdering van graffiti op het onroerend erfgoed van een openbare of private instelling die een opdracht van openbare dienstverlening uitvoert, wordt uitgevoerd door deze instelling.

Onmiddellijk na de vaststelling deelt de afgevaardigd ambtenaar, per aangetekend schrijven, een verzoek tot verwijdering binnen een termijn van 60 dagen mee aan de betrokken instelling. Een fotoreportage wordt bij het verzoek gevoegd.

Als de termijn verlopen is en de graffiti niet verwijderd werd, brengt de afgevaardigd ambtenaar het college van burgemeester en schepenen hiervan op de hoogte, dat de

plaats van de in gebreke blijvende instelling kan innemen van wie het de terugbetaling van de gemaakte kosten kan eisen.

HOOFDSTUK V

VERWIJDERING VAN GRAFFITI OP PRIVE-EIGENDOMMEN

Art. 14. De gemeente Etterbeek verwijdert op eigen kosten, en binnen de reserve van de beschikbare begrotingskredieten, de graffiti op privé-eigendommen:

- a) Op verzoek van de eigenaar van het beoogde goed, van de huurder of van de bezetter, dat schriftelijk gericht wordt aan de dienst Openbare Netheid;
- b) Op eigen initiatief, na vaststelling, door de gemeenteambtenaren-vaststellers of de politieambtenaren of –agenten, van de aanwezigheid van graffiti. In dat geval worden deze vaststelling en een voorstel tot verwijdering schriftelijk gericht aan de eigenaar van het goed, die 15 dagen de tijd heeft om hieraan gehoor te geven.

Art. 15. Voor elke tussenkomst van de gemeente met het oog op de verwijdering van bestaande graffiti is de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de eigenaar nodig. ~~Daartoe wordt een toestemmingsformulier bij dit reglement gevoegd.~~

Bovendien moet hij de gemeente Etterbeek en elke operator die handelt in haar opdracht vrijgesteld hebben van elke verantwoordelijkheid in geval van schade aan zijn eigendom die veroorzaakt kan zijn bij de verwijdering van de graffiti als een goede huisvader en volgens de regels van de kunst.

Art. 16. In geval van weigering of gebreke, voor de eigenaar, om toestemming te geven voor de verwijdering van graffiti in overeenstemming met artikels 14 en 15 richt de afgevaardigd ambtenaar, per aangetekend schrijven, een ingebrekestelling aan de eigenaar om zich binnen de dertig dagen te schikken naar de voorschriften van artikel 5 van dit reglement en om binnen dezelfde termijn de graffiti te verwijderen of te laten verwijderen.

Als deze termijn tijdens de collectieve vakantieperiode aanbevolen voor de bouwsector van het arrondissement Brussel valt, dan wordt die verlengd.

Zolang de termijn loopt, kan de eigenaar altijd instemmen met de tussenkomst van de gemeente Etterbeek, onder de voorwaarden van artikel 15.

Art. 17. In geval van weigering of gebreke om zich te schikken naar de ingebrekestelling bedoeld in artikel 16, maakt de afgevaardigd ambtenaar de zaak aanhangig bij de sanctionerende gemeenteambtenaar die hiertoe aangesteld werd door de gemeenteraad.

Art. 18. Elke graffiti of deel van graffiti op meer dan vijf meter van de grond kan in voorkomend geval de facturering aan de eigenaar rechtvaardigen van de kosten voor de uitrusting die gebruikt werd om er toegang tot te krijgen.

HOOFDSTUK VI

ADMINISTRATIEVE SANCTIES

Art. 19. Elke weigering of gebrek, voor een eigenaar, om zich te schikken naar het verbod bedoeld in artikel 5 van dit reglement kan leiden tot een administratieve boete

van maximum 350 euro.

Art. 20. Het bedrag van de boete wordt in verhouding gebracht met de ernst van de feiten en in functie van eventuele recidive.

Art. 21. De procedure wordt gevoerd voor de sanctionerende gemeenteambtenaar onder de voorwaarden van de wet van 24 mei 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Dit reglement treedt in werking op 1 april 2016.

BIJLAGE

~~FORMULIER VOOR TOEGANGSTOELATING EN VRIJSTELLING VAN VERANTWOORDELIJKHEID~~

Eigenaar

Naam:

Adres:

Telefoon:

Vertegenwoordiger van de eigenaar (indien van toepassing)

Naam:

Adres:

Telefoon:

~~Adres van de tussenkomst:~~

~~De eigenaar stemt ermee in toegang te geven tot het eigendom, gelegen op bovengenoemd adres, aan de vertegenwoordigers van de gemeente Etterbeek en van de aannemer, in voorkomend geval, aangesteld door de gemeente, zodat zij op het eigendom graffiti die zichtbaar is vanaf de straat kunnen verwijderen, schoonmaken of verhullen net als de toekomstige herhalingen in voorkomend geval. De gemeente Etterbeek en de aannemer hebben geen resultaatverplichting.~~

~~De kosten voor de uitgevoerde werkzaamheden en de gebruikte producten zijn volledig ten laste van de gemeente Etterbeek. Elke graffiti of deel van graffiti op meer dan vijf meter van de grond kan in voorkomend geval de facturering aan de eigenaar rechtvaardigen van de kosten voor de uitrusting die gebruikt werd om er toegang tot te krijgen.~~

~~De eigenaar wordt ervan op de hoogte gebracht dat de werkzaamheden bepaalde sporen, afscheidingen of andere kunnen achterlaten op de behandelde oppervlakken. Hij stelt de gemeente en de aannemer die de werkzaamheden uitvoert vrij van elke verantwoordelijkheid in geval van schade aan zijn eigendom die veroorzaakt kan zijn bij de verwijdering van de graffiti als een goede huisvader en volgens de regels van de kunst.~~

~~Ik geef de gemeente Etterbeek, onder de hierboven vermelde voorwaarden, de~~

~~toestemming om werkzaamheden voor de verwijdering, de schoonmaak of de verhulling van graffiti uit te voeren of te laten uitvoeren.~~

Datum:

Handtekening:

Amendement van de heer Arnaud Van Praet unaniem goedgekeurd :

De eerste alinea van artikel 15 wordt aangepast als volgt:

*“Voor elke tussenkomst van de gemeente met het oog op de verwijdering van bestaande graffiti is de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de eigenaar nodig. **Daartoe stelt het college van burgemeester en schepenen een toestemmingsformulier op.**”*

Het formulier voor toegangstoelating en vrijstelling van verantwoordelijkheid bijgevoegd bij de motie wordt dus geschrapt.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik zal mijn motie kort voorstellen – ik denk dat wij er allemaal kennis van hebben kunnen nemen – alsook het amendement dat op de banken wordt neergelegd. Dat amendement komt er na een opmerking van de gemeentediensten die mij gegrond lijkt en in overweging genomen moet worden.

Sinds vele jaren heeft Etterbeek een beleid voor de strijd tegen graffiti en de samenwerking met de eigenaars om die graffiti te verwijderen. Onze gemeente is daarmee een van de gemeenten die zich gratis inspannen om graffiti en tags van gevels te verwijderen. Het beleid is dus niet nieuw en onder dit college heeft mevrouw de schepen van Netheid, Marie-Rose Geuten, met de medewerking van de burgemeester, de strijd tegen graffiti in Etterbeek voortgezet en versterkt. Het gaat ontegenzeggelijk om een van de vormen van onburgerlijk gedrag, van vuiligheid die zich het meest voordoet en speciale aandacht verdient.

We stellen vast dat verschillende Brusselse gemeenten een reglement aangenomen hebben in verband met de strijd tegen graffiti. Op heden had Etterbeek er geen en het is de intentie van het initiatief dat ik met deze motie geformuleerd heb. Dit reglement streeft er niet naar van toepassing te zijn op het dagelijkse leven, maar wil operationeel zijn en kunnen tussenkomen wanneer de eigenaars – uitsluitend want dat valt onder hun verantwoordelijkheid – niet gunstig antwoorden op het voorstel van de gemeente om graffiti van hun gevel te verwijderen of wanneer zij weigeren. Dit reglement maakt van het behoud van graffiti op zijn gevel een administratieve inbreuk en rechtvaardigt duidelijker de tussenkomst van de overheid. Ongetwijfeld is het niet de bedoeling om eigenaars ertoe te dwingen meteen al een beroep te doen op de gemeentediensten aangezien zij vrij zijn om een beroep te doen op een privé-firma als zij dat wensen. Toch zijn zij verplicht om de graffiti binnen een bepaalde termijn te verwijderen, zo niet riskeren zij een sanctie.

Als wij als overheid privé-eigenaars ertoe verplichten een bepaald gedrag te stellen, is het zeker belangrijk dat de overheid zich op dezelfde manier naar dezelfde verplichting schikt. U zult overigens gemerkt hebben dat het reglement begint met maatregelen die

betrekking hebben op het openbaar domein. Op die manier verbindt de gemeente zich er moreel toe om op zijn grondgebied, op zijn openbaar domein, de bestaande tags – die vrij talrijk zijn – te tellen en te verwijderen. Het reglement richt zich dus niet enkel op privé-eigendommen maar ook op het gemeentelijke patrimonium.

Elk reglement heeft vanzelfsprekend zijn legitimiteit gegeven het feit dat een sanctie de naleving ervan regelt. In dat opzicht hebben wij ervoor gekozen de overtredingen van het reglement vergezeld te doen gaan van gemeentelijke administratieve sancties die zich steeds meer uitbreiden. Zo voorziet het reglement een procedure waarvan ik u de details bespaar en in het kader waarvan een sanctionerend ambtenaar, met respect voor de verdedigingsrechten, een administratieve boete kan opleggen van een maximumbedrag van € 350, dat varieert in functie van eventuele recidives, zoals de wet gestemd door mevrouw Milquet beschikt.

Mijnheer de voorzitter, het amendement dat ik wil voorstellen heeft betrekking op de eerste alinea van artikel 15 van het reglement, dat bepaalt dat er voor elke tussenkomst van de gemeente met het oog op de verwijdering van bestaande graffiti de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de eigenaar nodig is. Bij de motie werd in dat opzicht een voorstel gevoegd voor een formulier dat die toelating kan bevestigen. Ik heb nadien echter beseft dat de gemeentediensten over gelijkaardige formulieren beschikten die echter vollediger en beter uitgewerkt zijn. Bijgevolg lijkt het mij niet passend om, aan de hand van een reglement, een formulier op te leggen dat niet aangepast was. Het amendement wil dus de laatste zin van de eerste alinea van artikel 15 schrappen en vervangen door: “Daartoe stelt het college van burgemeester en schepenen een toestemmingsformulier op.” Op die manier zal het college op elk moment vrij een formulier kunnen goedkeuren waarmee de eigenaars schriftelijk hun akkoord kunnen geven voor de tussenkomst van de gemeente. Zo!”

De burgemeester neemt het woord:

“Bedankt, mijnheer Van Praet, voor deze voortreffelijke uiteenzetting. (...)”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Wij danken de heer Van Praet voor zijn motie omdat het belangrijk is, voor het goed samenleven, om zich te kunnen ontwikkelen in een aangenaam en schoon leefklimaat. Jammer genoeg versterkt de ongepaste graffiti het gevoel van onveiligheid. Wij waarderen het initiatief van de gemeente om het verwijderen van graffiti gratis aan te bieden aan de inwoners (...). En het is interessant dat die motie ambieert om dat beleid uit te breiden naar de openbare goederen. Na onderzoek van de tekst zouden wij onze bezorgdheid willen benadrukken over de informatie die aan de eigenaars gegeven zal worden; het is niet de bedoeling dat een persoon die al gestraft wordt met een graffiti-tekening zich dubbel slachtoffer voelt als hij een nieuwe sanctie krijgt. Bent u zeker dat de administratieve stappen voorafgaand aan de sanctie voldoende zijn? Want op dit moment zijn de twee eerste verwijderingen van tags gratis, maar als de personen het slachtoffer worden van hardnekkigheid of wonen op een plek die specifiek taggers aantrekt, zullen zij dan gesanctioneerd worden als ze de moed verliezen? In artikel 14 lezen wij dat de gemeente de tags verwijdert binnen de reserve van de beschikbare begrotingskredieten. Als het verwijderen van tags verplicht wordt, zal die reserve dan voldoende zijn?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus de Warnaffe:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Wij danken de heer Van Praet voor zijn voorstel

dat wij zeer interessant en pertinent. Wij hebben twee opmerkingen. In de eerste plaats zou het verstandig zijn om de balans te kennen die de gemeente maakt over de tussenkomsten voor het verwijderen van tags zodat wij die tussenkomsten kunnen evalueren op kwantitatief en budgettair vlak. Onze tweede opmerking heeft betrekking op de leesbaarheid van de tekst. De tweede zin van punt b) van artikel 14 van het reglement luidt als volgt: “Dans ce cas, ledit constat et une proposition d'enlèvement est adressé (...)”. Zou het niet passender zijn om te zeggen: “Dans ce cas, ledit constat et une proposition d'enlèvement sont adressés (...)” of “Dans ce cas, ledit constat comprenant une proposition d'enlèvement est adressé (...)”? Ik dank u.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani Ilungu:

“Mijn heer de voorzitter, dames en heren, beste collega's, elk initiatief dat de versterking van middelen en hun efficiëntie beoogt in de strijd tegen een dergelijk onaangenaam maatschappelijk fenomeen als graffiti is welkom. Ik heb enkel een kleine opmerking over artikel 15 van dit ontwerpreglement waarin de verantwoordelijkheid van de gemeente aangehaald word. Het artikel bepaalt dat de gemeente niet verantwoordelijk gesteld kan worden in geval van schade die veroorzaakt wordt aan het eigendom tijdens het verwijderen van de tags als die werkzaamheden uitgevoerd worden als een goede huisvader en volgens de regels van de kunst. Men lijkt dus de verantwoordelijkheid van de gemeente uit te sluiten, vanwaar mijn vraag: heeft de gemeente al onderzoek gedaan naar de vakkundigheid van de mensen die deze werkzaamheden uitvoeren en is zij zich bewust van haar verantwoordelijkheid? Bedankt.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Ik zou mijn lof willen uitspreken voor de evolutie van de strijd tegen tags. U zult zich nog herinneren dat ik een tiental jaar geleden geïnterpelleerd heb over deze problematiek en dat er mij toen tijd geantwoord werd dat er om budgettaire redenen maar één dienst was die de gemeente het publiek gratis zou kunnen aanbieden, met name hen het juiste gereedschap ter beschikking stellen om de graffiti van hun gevel te verwijderen. Tevreden stel ik vast dat de strijd tegen graffiti geëvolueerd is, uiteraard dankzij de budgettaire middelen die vrijgemaakt werden en het mogelijk gemaakt hebben om een meer proactieve dienst op te richten in de strijd tegen graffiti.

Wat betreft het ambitieuze project om graffiti te verwijderen, niet alleen in de openbare ruimte (...), maar ook om particulieren verantwoordelijkheidsgevoel bij te brengen betreffende de aanwezigheid van graffiti en de verplichting die zij zouden hebben om die te verwijderen, heb ik een kleine vraag over de manier waarop sommigen dit reglement gaan opvatten, hoewel onze fractie positief tegenover dit verantwoordelijkheidsbesef staat. Ik heb het in het bijzonder over de formulering van artikel 3, (...) dat de eigenaar beschouwt als de persoon die de plicht heeft om de graffiti te verwijderen. Het artikel definieert de eigenaar als de “titularis van een roerend of onroerend zakelijk recht waarop, via de wet of de rechtspraak, de verplichting rust te voorzien in het onderhoud van het goed of elke wettelijke vertegenwoordiger van deze titularis (syndicus, zaakwaarnemer, enz.)”. Ik vrees dat die definitie bij de huurders van sommige goederen een zekere onbekommerdheid creëert over de aanwezigheid van graffiti op die goederen (...). Misschien zouden we de definitie en de verplichtingen van de enen en de anderen kunnen aanpassen. Sommige eigenaars zouden immers kunnen denken dat het de taak van de huurder is om bijvoorbeeld luiken met tags erop schoon te maken temeer daar artikel 5, dat

bepaalt dat “niemand [graffiti op zijn eigendom mag] behouden”, een huurder zou kunnen aanmoedigen om te denken dat die verplichting geen betrekking heeft op hem. Ik zoek met u een middel om eventueel dubbelzinnigheden met betrekking tot de doelstelling van uw voorstel te vermijden. Ik ben enthousiast over de evolutie van de zaken, maar ik denk dat een verduidelijking van de tekst ten opzichte van de huurders zich opdringt want de eigenaars of zij die een onroerend zakelijk recht hebben zullen zich bewust zijn van de verplichting die zij hebben, maar de anderen niet. Het probleem zal zich duidelijker stellen bij de gemeenschappelijke eigendommen. Wie zal gestraft worden bij een tag op een luik van een gemeenschappelijk eigendom: (...) de vereniging van de mede-eigenaars, de syndicus, de eigenaar van het getagde goed? Ik denk dat er ook hier pedagogisch werk geleverd moet worden, maar zo kan onduidelijkheid vermeden worden bij de personen die zich gedwongen moeten voelen om hetzij het voorstel voor de verwijdering van de graffiti te aanvaarden, hetzij eenvoudigweg het initiatief te nemen om graffiti te verwijderen en, indien zij dat wensen, een beroep te doen op een privéfirma.

Ik sluit mij overigens aan bij mijn collega van de fractie Ecolo, mevrouw Servais, in verband met het budgettaire aspect: zijn de kosten voor het verwijderen van tags voorzien? Onafhankelijk daarvan, herinner ik mij, als ik mij niet vergis, dat wanneer men een beroep doet op de gemeente voor het verwijderen van tags, men verplicht is om de gevel te behandelen met een product dat het moeilijker of zelfs onmogelijk maakt om nieuwe tags aan te brengen. Is die verplichting begrepen in de tussenkomst van de gemeente? Zo niet, wordt er een budget voorzien voor het aanbrengen van een dergelijk product op alle gevels waarvan tags verwijderd worden door de gemeente?

Zo, dit zijn de vragen die uw reglementvoorstel bij mij oproepen! Uiteraard is het mijn bedoeling om een oplossing te vinden zodat de graffiti zo efficiënt mogelijk verwijderd kan worden door er de nodige middelen aan te besteden. Ik dank u.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Beste collega’s, ik dank u voor uw steun. Ik zal uw vragen kort beantwoorden omdat ik denk dat vele vragen onder de bevoegdheid van het college vallen, dat ik snel het woord zal geven. Wat betreft de informatie van de eigenaars over de procedure die resulteert in een administratieve sanctie denk ik dat die procedure een beproeving is waarmee de gemeentediensten al erg vertrouwd zijn. Met de wens in contact te komen met de eigenaars en hen te sensibiliseren voorziet het reglement dat ik voorstel dat de gemeentediensten een eerste brief, met normale zending, sturen naar de betrokken eigenaar waarin zij de eigenaar informeren over de mogelijkheid om graffiti gratis te laten verwijderen door de gemeentediensten. Als de eigenaar niet binnen een zekere termijn reageert, wordt hem een tweede, aangetekende brief toegestuurd om er zeker van te zijn dat hij die ontvangt. We bevinden ons dan in de denkbeeldige situatie waarin het reglement van toepassing is. Natuurlijk belet dat niet dat er andere campagnes rond de bewustmaking van eigenaars op touw gezet worden. Ik maak mij hier geen zorgen over en ik ben er zeker van dat de gemeentediensten de eigenaars gevoelig maken voor het graffiti-probleem en hun echt uitleggen dat het niet de bedoeling is om hen “op te jagen”, maar om hen een dienst te verlenen om de schoonheid en de kwaliteit van hun gebouwen te behouden.

De kosteloosheid van de tussenkomst van de gemeente in geval van hardnekkigheid wordt niet uitdrukkelijk vermeld in het reglement, maar logischerwijs is die kosteloosheid de regel in de geest van het reglement. Het zou namelijk onjuist of zelfs

tegenstrijdig met de doelstelling van het reglement zijn om de tussenkomsten van de gemeente te factureren aan een eigenaar die het slachtoffer zou worden van een hardnekkigheid waarvoor hij niet verantwoordelijk is, ongeacht het aantal tussenkomsten.

Mijnheer Gasia, ik heb de technische elementen bovenop de verwijdering niet vermeld in het reglement. Er bestaan inderdaad producten die preventief aangebracht kunnen worden op de gevels en die het gemakkelijker maken om de tags te verwijderen, maar ik heb dit niet vermeld in het reglement. Het college is trouwens volledig vrij om het reglement aan te vullen met andere preventieve maatregelen, hetzij technische, hetzij andere, in het belang van de bevolking.

Wat betreft de keuze om enkel de eigenaars te noemen voorziet het reglement dat iedereen die belang of een band heeft met het goed de tussenkomst van de gemeente kan aanvragen. Het kan gaan om de eigenaar, de huurder, de handelaar, de bezetter, enz.; al die mensen zullen gesensibiliseerd worden en zijn gerechtigd om een aanvraag tot verwijdering van graffiti in te dienen bij de gemeente. In het Brussels gewest wil de regel echter dat de eigenaar akkoord gaat met de tussenkomst van de gemeente aangezien er altijd een mogelijkheid bestaat dat er afbreuk gedaan wordt, niet aan de stabiliteit van het gebouw, maar aan de kwaliteit van de steen. Het is dus logisch dat in de eerste plaats de eigenaar gecontacteerd wordt.

Wat tot slot de complexiteit in geval van gemeenschappelijke eigendommen betreft, denk ik dat de gemeentediensten al de gewoonte hebben om stappen te ondernemen met de mede-eigenaars in het kader van deze of een andere problematiek en dat belet niet dat er contact opgenomen kan worden met de syndicus, die vaak gekend is bij de gemeentediensten. Zo!”

De burgemeester neemt het woord:

“(…) Het gaat om een dossier waarbij ik persoonlijk betrokken ben samen met de dienst Openbare Werken en de schepen van Netheid omdat wij oorspronkelijk een openbare aanbesteding uitgeschreven hadden om privé-eigenaars de mogelijkheid te geven hun gevel te laten schoonmaken door een firma die aangesteld werd door de openbare aanbesteding. Deze procedure mag dan wel een zeker resultaat opgeleverd hebben, (...) wij hebben toch vastgesteld dat ze te traag was. En de situatie op de Waversesteenweg, de Jacht, de Eudore Pirmezlaan, enz. is ontoelaatbaar en mag niet blijven voortduren. Wij hebben dus beslist om de Mission locale uit te rusten met een bestelwagen en een machine die specifiek bedoeld zijn om tags te verwijderen en wij hebben een ambtenaar aangeworven die ervaring heeft binnen dit domein. Het idee is ook om het personeel op te leiden met een DSP-contract (doorstromingsprogramma) binnen de Mission locale voor dit soort werkzaamheden, maar ook voor eenvoudigere taken zoals het verven van houten luiken waarop tags aangebracht werden.

Ik heb bovendien met de secretaris overlegd om te anticiperen op de fase die voorafgaat aan het akkoord van de eigenaar. In dat opzicht hebben wij beslist om een ambtenaar – die zal werken op basis van instructies van de ambtenaar die verantwoordelijk is voor de openbare netheid op de dienst Openbare Werken – de taak toe te vertrouwen om allereerst foto's te nemen van alle tags die hij op straat ontdekt. Vervolgens dient hij via het kadaster de gegevens te verzamelen van de eigenaars van de betrokken gebouwen. Tot slot moet hij die contacteren om hun akkoord te vragen zodat de gemeente, via de Mission locale, de tags gratis kan verwijderen. Om te

antwoorden op de bezorgdheid van mevrouw Servais, dit is een stap die voorafgaat aan de toepassing van het reglement. Er zijn dus echt drie stappen voorafgaand aan een administratieve sanctie.

Het is duidelijk dat het doel van het reglement niet is om te straffen, maar om ertoe te komen dat men schoonmaakt en om te motiveren zodat men schoonmaakt. Toch denk ik dat het niet abnormaal zou zijn om een administratieve sanctie op te leggen als de eigenaar tot drie keer toe weigert om zijn gevel zelfs gratis te laten schoonmaken gelet op de agressie die de tags op het niveau van de overheden en het leefmilieu met zich meebrengen en het gevoel van onveiligheid dat ze creëren. U moet weten dat ik ook betrokken ben op het niveau van de wijkagenten, (...), die tot nu toe allemaal de hoedanigheid van vaststeller hadden en gestart zijn met het opstellen van vaststellingen van onburgerlijk gedrag dat zij tegenkomen op straat. (...) De oorspronkelijke aanbesteding die eigenaars de mogelijkheid geeft om hun gevel schoon te maken, waarnaar ik aan het begin van mijn tussenkomst verwezen hebt, wordt behouden. De nieuwe voorziening via de Mission locale komt hierbij net als het reglement om een stimulans te geven en ervoor te zorgen dat de procedure sneller is. Zo!"

De Raad keurt de geamendeerde tekst goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

14.03.2016/A/0025 **Interpellation de Monsieur André du BUS de WARNAFFE relative à la sensibilisation du corps enseignant aux Jeunes Aidants Proches**

Monsieur le Président,

A l'occasion des jeudi de l'hémicycle du 25 février dernier, au Parlement francophone bruxellois, nous avons eu l'occasion d'entendre plusieurs intervenants qui nous ont exposé la situation des Jeunes Aidants Proches. Il s'agit de ces enfants, adolescents ou jeunes adultes qui apportent de l'aide quotidienne à une mère, un père, une sœur, un frère en situation de dépendance à la suite d'un accident, d'une maladie physique ou mentale, d'un handicap ou de consommation d'alcool ou de drogues.

Les conséquences de cette charge assurée par le Jeune Aidant Proche peuvent être particulièrement lourdes et stressantes lorsque les tâches et les responsabilités qui reposent sur lui deviennent excessives. Elles impactent sa qualité de vie ainsi que ses projets d'études ou de loisirs. Il n'est pas rare de que les difficultés scolaires voire le décrochage ainsi que le harcèlement soient au rendez-vous de ces jeunes qui vivent alors une réelle détresse, les enfermant dans une solitude qui participe et renforce une forme d'exclusion sociale.

Face à cette situation plusieurs initiatives ont été prises récemment, dont, grâce à l'aide entre autre de la Cocof, la création d'une plateforme de soutien composée de deux réseaux : un réseau santé qui regroupe des associations s'occupant de l'aide aux personnes (handicap, santé mentale...) et un réseau jeunesse qui regroupe des écoles, des écoles de devoir, AMO, SAJ, centres PMS, mouvements de jeunesse, etc.

La question du nombre précis de jeunes touchés par cette réalité reste encore une inconnue. Certaines estimations évoquent une moyenne de deux jeunes par classe. Quant à la moyenne d'âge des JAP, elle a été estimée, en Angleterre, à 12 ans.

Ces chiffres sont suffisamment interpellants pour mobiliser l'attention de tous les

intervenants sociaux et éducatifs auprès des jeunes. En particulier, les acteurs de l'enseignement. L'expérience démontre qu'une reconnaissance de cette situation est la première étape indispensable avant d'activer un réseau d'aide et de soutien et d'alléger ainsi la charge qui pèse sur les épaules du jeune. Mais cette reconnaissance ne peut se déployer dans le milieu scolaire que si les enseignants et le personnel encadrant sont sensibilisés à cette problématique. Ce qui nécessite un travail préalable de formation.

Ma question est dès lors de savoir si le personnel enseignant qui dépend de la Commune d'Etterbeek est sensibilisé à cet enjeu, si cette réalité fait déjà l'objet d'une information ou d'une formation spécifique. Et si tel n'est pas le cas, de savoir comment répondre à cette réalité qui impacte directement les chances de réussite scolaire des jeunes concernés et qui handicapent leurs propres besoins d'émancipation sociale, culturelle, ludique, sportive.

Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur du Bus de Warnaffe lit son interpellation.

Le bourgmestre prend la parole :

« Les services n'ont pas rédigé de réponses particulièrement circonstanciées à vos questions. Hélas, je devrai vous répondre sur base de leurs éléments de réponse, mais nous pourrions revenir sur ce point au prochain conseil communal.

Au gré de l'échevin de la jeunesse, cette question pourrait être étendue au réseau associatif « jeune ». Tant à l'égard des écoles que des associations, une formation spécifique pourrait être organisée avec l'appui de « l'ASBL Aidants Proches ». La réponse aux besoins spécifiques des aidants proches pourrait être apportée, en fonction du type de besoins par le CPAS, le service social communal, Contact Plus, ou le Réseau associatif.

En ce qui concerne le service de l'enseignement, sa responsable souligne qu'aucune formation relative à cette problématique n'est actuellement proposée par les deux institutions dont dépend la commune, en matière d'offre de formations au personnel enseignant, en l'occurrence le CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces) et l'IFC (Institut de la Formation en cours de Carrière) et que le service reste cependant ouvert à toute initiative qui, pour un coût raisonnable, permettrait aux enseignants de mieux appréhender le vécu des élèves. Je pense que cette réponse n'est pas satisfaisante et qu'il faut dès lors que le collège donne instruction au service d'être proactif, de prendre contact, dans le cadre de la politique de formation, avec ces deux institutions, de leur demander de faire des modules, de constituer des groupes de travail avec les directeurs d'écoles et les enseignants, etc., en vue de budgéter cette formation et de la mettre à l'ordre du jour du collège.

En ce qui concerne le service Contact plus, il indique que la problématique des Jeunes Aidants Proches ne relève pas de sa compétence et que le service accompagne spécifiquement les seniors, les PMR et les personnes porteuses d'un handicap. Toutefois le service a déjà rencontré, par le biais des conseils consultatifs, l'ASBL « Aidants Proches » qui œuvre pour la reconnaissance d'un statut officiel et l'octroi d'aides spécifiques à consentir aux proches concernés par cette problématique. Il serait donc utile de contacter cette association.

En ce qui concerne le service Santé, ce dernier reconnaît la pénibilité de la tâche qui

incombe aux aidants proches, qui, dans certains, cas s'avèrent être des enfants et des adolescents. Ceux-ci doivent, en plus de leur activité scolaire, prodiguer des soins à des malades souffrant souvent de maladie chronique, comme par exemple, la maladie d'Alzheimer. Le service organise le mercredi 26 avril à 19h une table ronde sur cette maladie, où le sujet des aidants proches sera grandement évoqué. Cependant, le service n'a pas de prise concrète sur la sensibilisation de la situation des aidants proches au sein des écoles.

Monsieur le Secrétaire, j'ai formulé les réponses à Monsieur du Bus de Warnaffe et ne doute pas que ces dames ont bien pris note du fait que le service sera proactif et contactera les deux institutions, afin que des formations soient mises sur pied. Voilà, Monsieur du Bus, les réponses imparfaites – je le reconnais – que je peux vous communiquer, mais j'ai fait avec ce dont je disposais et l'intention est communiquée par rapport à votre interpellation ! »

Le bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus de Warnaffe :

« Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses qui sont, en fait, complètes, puisque le principal obstacle à la résorption de la problématique des jeunes aidants proches est précisément sa méconnaissance. Il n'est donc pas du tout anormal qu'il y ait une sorte de point d'interrogation au sein de plusieurs services, quant aux initiatives déjà prises, parce qu'il y en a très peu. Somme toute, la réponse que vous formulez, à savoir le fait de contacter les deux structures expertes en matière de formations, pour mettre sur pied un module de sensibilisation des enseignants, constitue, à mon avis la meilleure réponse. C'est celle que nous attendons, c'est celle que les professionnels attendent. En effet, la sensibilisation des enseignants à l'identification de cette problématique permettra de déterminer les contacts à prendre avec le PMS éventuellement, les services sociaux en relation avec les écoles, afin d'assurer un accompagnement, un soutien à ces jeunes, et ainsi leur permettre de souffler et d'avoir tout simplement droit à une vie de jeunesse, à laquelle beaucoup d'entre eux échappent malheureusement. A mon sens, il n'est donc pas nécessaire de remettre ce point à un prochain conseil communal, puisque vous vous engagez à faire le nécessaire. »

Le bourgmestre prend la parole :

« Entendu ! Je vous remercie. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende de bewustmaking van het lerarenkorps voor jonge mantelzorgers

Mijnheer de voorzitter,

Tijdens de “jeudi de l'hémicycle” van 25 februari in het Franstalige Brussels parlement hebben wij de kans gehad om te luisteren naar verschillende sprekers die de situatie van jonge mantelzorgers toegelicht hebben. Het gaat om die kinderen, jongeren en jongvolwassenen die dagelijkse hulp bieden aan een moeder, vader, zus of broer die afhankelijk zijn ten gevolge van een ongeval, een fysieke of mentale ziekte, een handicap of alcohol- of drugsgebruik.

De gevolgen van deze last die gedragen wordt door de jonge mantelzorger kunnen bijzonder zwaar en stresserend zijn wanneer de taken en verantwoordelijkheden die op

hem rusten buitensporig worden. Ze hebben een invloed op zijn levenskwaliteit en zijn studies of vrijetijdsactiviteiten. Niet zelden zijn schoolproblemen, of zelfs schooluitval, en pesten aanwezig bij deze jongeren die dan werkelijk ellende meemaken en zo gevangen worden in een eenzaamheid die een vorm van sociale uitsluiting in de hand werkt en versterkt.

Ten aanzien van deze situatie werden onlangs meerdere initiatieven genomen waaronder, dankzij de hulp van onder andere de Cocof, de oprichting van een ondersteuningsplatform dat bestaat uit twee netwerken: een netwerk gezondheid dat alle verenigingen samenbrengt die zich bezighouden met personenzorg (handicap, mentale gezondheid...) en het netwerk jeugd dat scholen, huiswerkscholen, AMO, SAJ, PMS-centra, jeugdbewegingen, enz. samenbrengt.

Hoeveel jongeren getroffen worden door deze werkelijkheid is nog niet bekend. Sommige schattingen hebben het over een gemiddelde van twee jongeren per klas. De gemiddelde leeftijd van de jonge mantelzorgers wordt in Engeland geschat op 12 jaar.

Deze cijfers zijn interpellierend genoeg om de aandacht van alle sociale en educatieve actoren bij jongeren te mobiliseren. In het bijzonder de actoren uit het onderwijs. De ervaring toont dat een erkenning van deze situatie de eerste onontbeerlijke stap is alvorens een netwerk voor hulp en steun te activeren en op die manier de last die op de schouders van de jongere rust te verlichten. Maar deze erkenning kan zich echter enkel ontplooiën in een onderwijsomgeving als de onderwijzers en het begeleidend personeel bewust gemaakt worden van deze problematiek. Hiervoor is vooraf opleiding nodig.

Mijn vraag is dan ook of het onderwijzend personeel dat afhangt van de gemeente Etterbeek bewust gemaakt wordt van deze uitdaging, of deze werkelijkheid al het onderwerp uitmaakt van informatie of een specifieke opleiding. En als dat niet het geval is, hoe te reageren op deze werkelijkheid die een rechtstreekse impact heeft op de kansen op schoolsucces van de betrokken jongeren en die hun eigen behoeften aan sociale, culturele, ludieke, sportieve emancipatie belemmeren.

Ik dank u voor uw aandacht.

De heer du Bus de Warnaffe leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“De diensten hebben geen bijzonder uitvoerige antwoorden geformuleerd op uw vragen. Helaas zal ik u moeten antwoorden op basis van hun antwoordelementen, maar wij zouden op dit punt kunnen terugkomen tijdens de volgende gemeenteraad.

Volgens de schepen van Jeugd zou deze vraag uitgebreid kunnen worden naar het “jonge” verenigingsleven. Zowel voor de scholen als voor de verenigingen zou er een specifieke opleiding georganiseerd kunnen worden met de steun van de vzw Aidants Proches. Het antwoord op de specifieke behoeften van de mantelzorgers zou in functie van het soort behoefte gegeven kunnen worden door het OCMW, de gemeentedienst Contact Plus of het verenigingsnetwerk.

Wat de dienst Onderwijs betreft, benadrukt het diensthoofd dat er op dit moment geen enkele opleiding over deze problematiek wordt aangeboden door de twee instellingen waarvan de gemeente afhankelijk is op het vlak van opleidingen voor het onderwijzend personeel, in dit geval CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces) en IFC (Institut de la Formation en cours de Carrière) en dat de dienst

echter openstaat voor alle initiatieven die, tegen een redelijke prijs, de leraren de mogelijkheid zouden geven om de ervaring van de leerlingen beter te begrijpen. Ik denk dat dit antwoord niet bevredigend is en dat het college de dienst daarom de opdracht moet geven om proactief te zijn, om in het kader van het opleidingsbeleid contact op te nemen met deze twee instellingen en hen te vragen modules te maken, om werkgroepen te vormen met de schooldirecteurs en leraren, enz. om die opleiding te budgetteren en op de agenda van het college te plaatsen.

Wat de dienst Contact Plus betreft, die geeft aan dat de problematiek van de jonge mantelzorgers niet onder zijn bevoegdheid valt en dat de dienst specifiek senioren, personen met beperkte mobiliteit en personen met een handicap begeleidt. Via de adviesraden heeft de dienst echter kennisgemaakt met de vzw Aidants Proches die ijvert voor de erkenning van een officieel statuut en de toekenning van specifieke hulp voor de naaste familieleden die betrokken zijn bij deze problematiek. Het zou dus nuttig zijn om die vereniging te contacteren.

Wat de dienst Gezondheid betreft, die erkent de moeilijke taak die op de schouders van de mantelzorgers rust, in sommige gevallen zijn dat kinderen of jongeren. Zij moeten naast hun schoolwerk ook met toewijding zorg verlenen aan zieken die vaak aan een chronische ziekte lijden zoals de ziekte van Alzheimer. De dienst organiseert op woensdag 26 april om 19 u. een ronde tafel over die ziekte waar het onderwerp van de mantelzorgers uitgebreid aan bod zal komen. De dienst heeft echter niet concreet vat op de bewustmaking rond de situatie van de mantelzorgers in de scholen.

Mijnheer de secretaris, ik heb de antwoorden aan de heer du Bus de Warnaffe geformuleerd en ik twijfel er niet aan dat die dames nota genomen hebben van het feit dat de dienst proactief zal zijn en contact zal opnemen met de twee instellingen zodat er opleidingen op touw gezet worden. Zo, mijnheer du Bus, de onperfecte antwoorden – ik geef het toe – die ik u kan geven, maar ik heb het gedaan met datgene waarover ik beschikte en de bedoeling werd duidelijk gemaakt met betrekking tot uw interpellatie!”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus de Warnaffe:

“Ik dank u, mijnheer de burgemeester, voor uw antwoorden die eigenlijk volledig zijn aangezien het grootste obstakel voor de oplossing van de problematiek rond de jonge mantelzorgers juist haar miskennis is. Het is dus zeker niet abnormaal dat er bij verschillende diensten vraagtekens zijn over de initiatieven die al genomen worden aangezien het er zeer weinig zijn. Kortom, het antwoord dat u formuleert, namelijk het feit contact op te nemen met de twee bekwame structuren op het vlak van opleidingen om een bewustmakingsmodule voor de leraren op touw te zetten, is volgens mij het beste antwoord. Dat is het antwoord dat wij verwachten, dat is het antwoord dat de professionals verwachten. De bewustmaking van de leraren voor de herkenning van die problematiek zal het namelijk mogelijk maken om te bepalen welke contacten eventueel opgenomen moeten worden met de PMS-centra, de sociale diensten in verband met de scholen, om voor die jongeren steun en begeleiding te voorzien en hun zo de kans te geven op adem te komen en eenvoudigweg recht te hebben op een leven als jongere, een leven dat velen van hen jammer genoeg ontglipt. Volgens mij is het dus niet nodig om dit punt opnieuw op de agenda te zetten voor een volgende gemeenteraad aangezien u zich ertoe verbindt het nodige te doen.”

De burgemeester neemt het woord:

“Begrepen! Ik dank u.”

De raad hoort de interpellatie.

14.03.2016/A/0026 **Conseil communal – Délégations et mandats – SCRL « Le Foyer Laekenois » – Désignation d'un représentant aux assemblées générales (M. Arnaud VAN PRAET)**

Le conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek était détentrice de parts de la SCRL « Société Régionale du Logement pour le Grand-Bruxelles », en abrégé « SORELO » ;

Considérant que, dans le cadre de la rationalisation du secteur bruxellois des sociétés immobilières de service public, « SORELO » a été partiellement scindée, par transfert d'une partie de son patrimoine à trois sociétés existantes, dont la SCRL « Le Foyer Laekenois » ;

Considérant qu'en vertu des articles 673 et 677 du Code des sociétés, la commune d'Etterbeek est, par voie de conséquence, détentrice de parts au sein de la SCRL « Le Foyer Laekenois » ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de désigner un représentant aux assemblées générales de la SCRL « Le Foyer Laekenois » ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

Monsieur Arnaud VAN PRAET, en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales de la SCRL « Le Foyer Laekenois ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 26 votes positifs, 1 vote négatif, 3 abstentions.

Gemeenteraad – Afvaardigingen en mandaten – “Lakense Haard” cvba – Aanstelling van een afgevaardigde in de algemene vergaderingen (dhr. Arnaud VAN PRAET)

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek aandeelhouder was van de cvba “Regionale Huisvestingsmaatschappij voor Groot-Brussel”, afgekort “SORELO”;

overwegende dat, in het kader van de rationalisering van de Brusselse sector van openbare vastgoedmaatschappijen, “SORELO” gedeeltelijk opgesplitst werd door overdracht van een deel van haar erfgoed aan drie bestaande maatschappijen, waaronder de cvba “Lakense Haard”;

overwegende dat op grond van artikels 673 en 677 van de Code van deze maatschappijen de gemeente Etterbeek bijgevolg aandeelhouder is binnen de cvba “Lakense Haard”;

overwegende dat er bijgevolg reden is om een afgevaardigde aan te stellen in de

algemene vergaderingen van de cvba “Lakense Haard”;

gelet op artikel 102 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

STELT AAN

de heer Arnaud VAN PRAET als afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de cvba “Lakense Haard”.

Deze aanstelling geldt tot het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 26 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 3 onthoudingen.

2 annexes / 2 bijlagen

Invitation AG du Foyer Laekenois.pdf, Code des sociétés -Articles 673 et 677.pdf

14.03.2016/A/0027 **Conseil communal – Délégations et mandats – ASBL « Etterbeek Sport » – Démission d'un membre (M. Hubert PONCELET) – Remplacement (M. Christian de BECO)**

Le conseil communal,

Vu la délibération du conseil communal du 25.03.2013 désignant les administrateurs de l'ASBL "Etterbeek Sport" ;

Attendu que Monsieur Hubert PONCELET a démissionné de sa fonction d'administrateur et qu'il convient dès lors de le remplacer dans son mandat;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Monsieur Christian de BECO, en qualité d'administrateur de l'ASBL "Etterbeek Sport".

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 26 votes positifs, 1 vote négatif, 3 abstentions.

Gemeenteraad – Afvaardigingen en mandaten – vzw “Etterbeek Sport” – Ontslag van een lid (dhr. Hubert PONCELET) – Vervanging (dhr. Christian de BECO)

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25.03.2013 die de bestuurders van de vzw “Etterbeek Sport” benoemt;

overwegende dat de heer Hubert PONCELET ontslag genomen heeft uit zijn functie van bestuurder en dat het dus aangewezen is hem te vervangen in zijn mandaat;

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

de heer Christian de BECO, tot bestuurder van de vzw “Etterbeek Sport”.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 26 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 3 onthoudingen.

2 annexes / 2 bijlagen

Remplacement de M. PONCELET.pdf, Lettre de démission de M. PONCELET.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

14.03.2016/A/0028 **Patrimoine Régie/Rénovation – Projet création Initiatives Locales d’Accueil (ILA) avec le CPAS et FEDASIL – Mise à disposition de l’appartement triplex 3 chambres F315WA1 sis au 1er étage de l’immeuble 315 chaussée de Wavre – Approbation du bail**

Le conseil communal,

Vu la circulaire de FEDASIL du 7 avril 2015 demandant aux CPAS d’organiser des initiatives locales pour trouver des places d’accueil pour les réfugiés ;

Attendu qu’un triplex 3 chambres de +/-106 m², situé au 1er étage de l’immeuble 315 chaussée de Wavre est libre d’occupation et pourrait accueillir maximum 5 personnes ;

Attendu que le loyer mensuel s’élève à 860,00 €, auquel, il y a lieu d’ajouter une provision de charges 50,00 € (eau froide, assurance et électricité des communs) ;

Attendu que l’appartement sera remis en état locatif (peinture, luminaires, ajout de meubles de cuisine) par la Régie Foncière ;

Attendu que l’appartement sera meublé et aménagé (machine à laver, frigo, taque, four, four micro-onde) par le CPAS d’Etterbeek, le tout via l’intervention financière de FEDASIL ;

Vu le projet de contrat de bail établi par le CPAS d’Etterbeek ;

Vu l’article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

d’affecter au projet ILA, le logement triplex F315WA1 sis au 1er étage de l’immeuble 315 chaussée de Wavre et d’approuver le bail en annexe à signer entre le CPAS d’Etterbeek et la Commune d’Etterbeek – Service Régie Foncière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Patrimonium Regie/Renovatie – Project oprichting lokale opvanginitiatieven (LOI) met het OCMW en FEDASIL – Terbeschikkingstelling van het triplex appartement met 3 kamers F315WA1 gelegen op de 1e verdieping van het gebouw Waversesteenweg 315 – Goedkeuring van de huurovereenkomst

De gemeenteraad,

gelet op de omzendbrief van FEDASIL van 7 april 2015 waarin de OCMW's gevraagd wordt om lokale initiatieven te organiseren om opvangplaatsen voor vluchtelingen te vinden ;

overwegende dat een triplex met drie slaapkamers van +/- 106 m², gelegen op de 1e verdieping van het gebouw Waversesteenweg 315 vrij is en onderdak zou kunnen bieden aan maximum vijf personen;

overwegende dat de maandelijkse huur € 860,00 bedraagt waarbij een kostenvoorschot van € 50,00 gerekend moet worden (koud water, verzekering en elektriciteit van de gemeenschappelijke delen);

overwegende dat het appartement huurklaar (verf, verlichting, keukenmeubels) gemaakt zal worden door de Regie van Grondbeleid;

overwegende dat het appartement bemeubeld en ingericht (wasmachine, koelkast, kookplaat, oven, microgolfoven) zal worden door het OCMW van Etterbeek via de financiële tussenkomst van FEDASIL;

gelet op het ontwerp van de huurovereenkomst opgesteld door het OCMW van Etterbeek;

gelet op artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de triplex woning F315WA1 gelegen op de 1e verdieping van het gebouw Waversesteenweg 315 toe te wijzen aan het project LOI en de hierbij gevoegde huurovereenkomst tussen het OCMW van Etterbeek en de gemeente Etterbeek – dienst Regie van Grondbeleid goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
CC 14-03-16 - Bail projet ILA.pdf

-
Levée de la séance à 21:45
Opheffing van de zitting om 21:45

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf